

<http://elianguesard.unblog.fr/theorie-de-la-conscience-du-monde/>

## **Théorie de la conscience du monde**

**Cette notion de masse critique à atteindre a déjà été définie de longue date. Les contributions, qui se font de plus en plus nombreuses et venant de personnes différentes (milieu social, intellectuel divers, ethnie etc), tendent à battre en brèche l'idéologie dominante. Autant qu'il y a la "théorie de la crétinisation du monde", il y a la "théorie de la conscience du monde". De la victoire de cette dernière dépendra l'avenir du genre humain. Et bien sûr, tous nos actes dorénavant doivent se diriger vers une société la plus juste possible, ce: "jusqu'à la victoire", Jusqu'à la victoire !!!!! .**

**Août 2019**

[https://www.agencemediapalestine.fr/blog/2019/08/12/je-ne-peux-pas-soutenir-une-ideologie-qui-se-fonde-sur-un-privilege-juif-et-une-persecution-des-palestiniens/?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=alice\\_rothchild\\_je\\_ne\\_peux\\_pas\\_soutenir\\_un\\_e\\_ideologie\\_qui\\_se\\_fonde\\_sur\\_un\\_privilege\\_juif\\_et\\_la\\_persecution\\_des\\_palestiniens&utm\\_term=2019-08-16](https://www.agencemediapalestine.fr/blog/2019/08/12/je-ne-peux-pas-soutenir-une-ideologie-qui-se-fonde-sur-un-privilege-juif-et-une-persecution-des-palestiniens/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=alice_rothchild_je_ne_peux_pas_soutenir_un_e_ideologie_qui_se_fonde_sur_un_privilege_juif_et_la_persecution_des_palestiniens&utm_term=2019-08-16)

### **Je ne peux pas soutenir une idéologie qui se fonde sur un privilège juif et la persécution des Palestiniens**

12 08 2019

Par Alice Rothchild – The Seattle Times – 9 août 2019

**Des Palestiniens escaladent et franchissent le mur à Al-Ram, au nord de Jérusalem. Selon Israël, la barrière empêche les agresseurs palestiniens d'entrer, alors que pour les Palestiniens, c'est une terre... (Majdi Mohammed/AP, File)**

Un débat central au sein de la communauté juive aux États-Unis implique le sionisme et sa relation avec le judaïsme. Dans une anthologie récente, « *Reprendre le judaïsme au sionisme : histoires d'une transformation personnelle* », 40 rabbins, érudits et militants réfléchissent sur leur parcours intellectuel et émotionnel particulier débuté avec un amour inconditionnel d'Israël. Comme les autres participants, j'ai pris conscience que l'idéologie du nationalisme juif et la politique du gouvernement israélien avaient corrompu ma conception du judaïsme et ses valeurs religieuses et culturelles centrales.

J'ai grandi dans une famille, après l'Holocauste nazi, qui considérait la création d'un État juif moderne comme un miracle à célébrer. Nous avons idéalisé les kibboutz, économiser sous par sous pour planter des arbres dans la terre aride et aimé l'idéal romantique des pionniers israéliens qui faisaient fleurir le désert.

Dans le même temps, comme beaucoup de juifs, j'étais fière de ma politique progressiste. J'ai soutenu les droits civils, les droits des femmes, les syndicats ; c'était mon expression vécue d'une religion qui prônait la guérison du monde et œuvrait pour la justice. En tant qu'immigrante de la deuxième génération, c'était aussi comme cela que je voyais mon rôle en Amérique, une terre où mes grands-parents, fuyant les pogroms de l'Europe de l'Est, avaient trouvé un foyer, même si ce n'était que les pauvres ghettos de Brooklyn, au début des années 1900.

Ma transformation a débuté alors que je me plongeais dans les questions complexes du colonialisme, de l'impérialisme, du racisme et du génocide. Je me suis rendu compte que mon éducation sur la création des États-Unis avait, de façon commode, tenu à l'écart la destruction des peuples autochtones, la primauté de l'esclavage, le racisme omniprésent et le rôle du colonialisme européen. De la même façon, beaucoup, dans mon école hébraïque et mon éducation juive qui s'en est suivi, n'a pas été dit sur le financement de l'État d'Israël.

J'ai eu une prise de conscience, instruite par les historiens israéliens et palestiniens qui avaient accès aux archives nouvellement ouvertes de l'État qui racontaient l'histoire du nettoyage ethnique de la Palestine. Alors que je commençais à voyager et à travailler dans la région, mes liens avec les Israéliens juifs progressistes et les Palestiniens sont devenus une telle force que je ne pouvais plus revenir en arrière. Rester debout à un check-point israélien en Cisjordanie avec des centaines de femmes et enfants, pour la plupart palestiniens, attendant après un soldat israélien de 20 ans, solidement armé ; passer au crible des puzzles, de la vaisselle brisée, des Léo et des sous-vêtements dans les décombres d'un quartier bombardé à Gaza ; écouter des femmes qui avaient saisi leurs enfants et fuyaient les bombes israéliennes en 2014, butant sur des corps sanglants et brisés – ce sont toutes des expériences qui ne peuvent pas être « invisibles ».

Ceci m'a conduit à douter du sionisme, l'idéologie du nationalisme juif où la création et la défense d'un État juif sont la seule réponse viable à l'antisémitisme. J'ai appris que c'était une idée moderne, née de la haine des juifs européens. L'idéologie s'est modelée sur le colonialisme de peuplement européen : construire un État dans une région indomptée du monde et apporter la modernité aux autochtones restants. Le sionisme est aussi le test décisif pour être un bon juif aux États-Unis. J'ai commencé à comprendre que le sionisme implique intrinsèquement de nuire aux Palestiniens qui vivaient en Palestine historique quand a débuté l'immigration juive, au début des années 1900. En 1948, avec l'expulsion de 750 000 Palestiniens et la destruction de plus de 450 de leurs villages, le peuple palestinien a été finalement obligé de supporter le prix de l'Holocauste nazi. Cette Nakba (catastrophe) se poursuit encore aujourd'hui avec la façon raciste et militariste du gouvernement israélien d'aborder le projet téméraire de partager un pays revendiqué par deux peuples.

Comme de nombreux juifs, je ne peux pas soutenir une idéologie qui se fonde sur un privilège juif et la persécution d'un autre peuple. Cela a été catastrophique pour les Palestiniens, et profondément corrompu pour les juifs. Je dis cela par amour, pas par haine de moi-même. La sécurité pour les juifs ne viendra pas en se repliant sur eux mêmes, en construisant des murs plus grands et des drones plus invasifs. La sécurité viendra de la formation de coalitions avec les autres communautés, du développement de sociétés inclusives fondées sur l'égalité, la démocratie, et de la lutte contre le militarisme extrême et l'intolérance croissante qui étirent une grande partie du monde.

Le judaïsme s'est développé alors que les juifs de la diaspora apportaient une réponse spirituelle à la dispersion et à l'exil ; une philosophie multiculturelle, multinationale, basée sur des croyances et des valeurs, et non sur une puissance militaire. Le développement très récent du sionisme politique étaye la nécessité d'un État militarisé où la victimisation historique des juifs justifie un privilège juif structurel et tout niveau de violence au nom de l' « auto-défense ». Cela est incompatible avec une religion qui se fonde sur l'amour de l'étranger et la recherche de la justice, et avec une culture qui soutient les droits de l'homme et le droit international.

Après des siècles d'impuissance, la manière dont nous gérons, en tant que communauté, nos nouvelles positions de pouvoir et de privilège, est essentielle à la survie d'une tradition juive éthique, ainsi qu'à une juste résolution à une lutte de plus d'un siècle en Palestine historique et qui est menée en notre nom.

Alice Rotchild est écrivaine, cinéaste et gynécologue-obstétricienne en retraite à Seattle. Elle est l'auteure de trois livres, dont le plus récent est « *Condition Critical : Life and Death in Israel/Palestine* » et elle a contribué à un certain nombre d'anthologies, notamment « *Reclaiming Judaism from Zionism: Stories of Personal Transformation* ».

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

**Source:** [The Seattle Times](https://www.seattletimes.com/opinion/i-cant-support-an-ideology-grounded-in-jewish-privilege-and-persecution-of-palestinians/?fbclid=IwAR02hgV11m48ZdPYf19IFjzeACufjqOE2_bAr3TpXmLmo-aoRlrFI1ZYKME) [https://www.seattletimes.com/opinion/i-cant-support-an-ideology-grounded-in-jewish-privilege-and-persecution-of-palestinians/?fbclid=IwAR02hgV11m48ZdPYf19IFjzeACufjqOE2\\_bAr3TpXmLmo-aoRlrFI1ZYKME](https://www.seattletimes.com/opinion/i-cant-support-an-ideology-grounded-in-jewish-privilege-and-persecution-of-palestinians/?fbclid=IwAR02hgV11m48ZdPYf19IFjzeACufjqOE2_bAr3TpXmLmo-aoRlrFI1ZYKME)

## Juillet 2019

<https://www.bastamag.net/Carola-Rackete-Sea-Watch-sauvetage-migrants-Salvini-Pia-Klemp-Lampedusa-Mediterranee>

## Les soutiens et appels « à la résistance » se multiplient après l'emprisonnement de Carola Rackete en Italie

par [Rédaction](#) 2.7.2019

La nuit du samedi 29 juin, Carola Rackete, capitaine du navire [Sea Watch 3](#) affrété par une ONG allemande, est arrêtée par la police italienne. Elle vient d'accoster dans le port de Lampedusa, avec à bord 42 personnes secourues dans les eaux internationales au large de la Libye. Après 17 jours d'errance en mer, la capitaine de 31 ans a décidé d'entrer sans autorisation dans le port pour permettre une mise à l'abri des personnes.

## **Un appel à rassemblement ce 3 juillet à Paris**

Elle est aujourd'hui poursuivie par la police et la justice italiennes. Elle est accusée de « *résistance ou violence envers un navire de guerre* », en l'occurrence une vedette de la police italienne qui tentait de l'empêcher d'accoster. Elle risque jusqu'à dix ans de prison.

En soutien à Carola Rackete, à son équipage et contre la criminalisation des exilés et de leurs soutiens, un rassemblement est prévu à Paris ce mercredi 3 juillet, à 18 h, place de la Bataille de Stalingrad. « *En niant le droit de ces personnes d'être secourues, l'Italie se rend complice de l'enfer qu'est devenue la Libye aujourd'hui pour les personnes exilées. En fermant les yeux et en se désresponsabilisant, la France se rend tout autant complice. En militarisant ses frontières et en déléguant l'accueil des personnes à des pays tiers, l'Union européenne est responsable du délitement de leurs droits* », dénonce l'appel au rassemblement.

## **Des manifestations prévues samedi en Allemagne**

En Allemagne, des manifestations de soutien sont prévues le samedi 6 juillet dans plus de 20 villes du pays à l'appel de l'organisation [Seebrücke](#) : « *Aujourd'hui, une personne sur six qui tente la traversée de la Méditerranée s'y noie. Dans le même temps, les sauveteuses et sauveteurs en mer sont puni.e.s pour sauver de vies*, déplore l'organisation. Depuis plus d'un an, Seebrücke se mobilise pour l'ouverture de voies de passages sécurisées en Méditerranée et pour l'accueil des exilés. « *Du côté des États européens, nous faisons face à un manque total de solidarité et d'humanité : les personnes sont renvoyées dans des camps de torture en Libye, le sauvetage des vies humaines est activement empêché* », explique l'appel. Un appel à dons pour financer la défense de Carola Rackete, lancé par deux présentateur de la télé allemande, a déjà récolté près d'un million d'euros.

Carola Rackete a aussi reçu le soutien explicite de plusieurs personnalités politiques allemandes, jusqu'au président – qui a un rôle essentiellement symbolique – Franz-Walter Steinmeier. Le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, a demandé à l'Italie de libérer la jeune capitaine.

## **« Si l'Union européenne n'est pas en mesure de prendre ses responsabilités, nous le ferons »**

Elle n'est pas la seule allemande poursuivie par l'Italie ou d'autres pays pour avoir sauvé des vies en mer Méditerranée. Pia Klemp, ancienne capitaine du navire Luventa, de l'ONG allemande Jugend Rettet, est elle aussi visée par la justice italienne. En août 2017, un parquet italien avait saisi le navire en invoquant un soupçon de collaboration avec des passeurs lors de trois opérations de sauvetage en 2016 et 2017. La capitaine risque aujourd'hui jusqu'à 20 ans de prison. En mai, le capitaine allemand de l'ONG Lifeline, Claus-Peter Reisch, a été condamné par la justice maltaise à payer une amende de 10 000 euros. Ce qui lui est reproché ? Un défaut dans la procédure d'enregistrement de son bateau. Il a fait appel.

Partout, les navires des ONG de sauvetage en Méditerranée font face à de plus en plus de difficultés, pour obtenir un pavillon de navigation pour leur navires, pour trouver un port où accoster après avoir secouru des personnes en mer. Partout, elles sont criminalisées, encore plus depuis l'arrivée au pouvoir en Italie du parti d'extrême droite de Matteo Salvini, la Ligue.

L'Union européenne joue aussi un rôle essentiel en voulant renforcer la coopération avec de fantomatiques autorités libyennes, et en y renvoyant les embarcations alors même qu'en Libye les personnes migrantes subissent torture et mauvais traitements. À cette situation, l'organisation allemande Seebrücke répond par un appel à la résistance : « *Aussi longtemps que l'UE et les gouvernements européens ne feront rien, nous serons ceux, nous, la société civile, qui résisterons et protégerons les droits humains*, écrit-elle dans son appel à manifester samedi. *Si l'Union européenne n'est pas en mesure de prendre ses responsabilités, nous le ferons.* »

L'[appel à rassemblement](#) mercredi 3 juillet, 18 h, place de la Bataille de Stalingrad à Paris.

Photo : © [Sea-Watch](#)

Lire aussi :

- ▶ [Pourquoi l'extrême-droite européenne a quasiment réussi à faire interdire les sauvetages de réfugiés en Méditerranée](#)
- ▶ [« Les politiques migratoires actuelles ne sont pas rationnelles, elles sont juste électoralistes »](#)
- ▶ [Migrants réduits en esclavage en Libye : pourquoi l'Europe est complice](#)

## Juin 2019

### J'irai pisser du glyphosate sur vos tombes

Petit à petit, la lutte contre Monsanto « et son monde », le nucléaire « et son monde », « l'aéroport et son monde Macron « et son monde » etc fait de plus en plus d'émules. Il y a eu du mal de fait, c'est vrai. Et tout vient de la guerre et de l'idéologie de conquête infinie (jusque dans l'espace...) de l'homme plutôt blanc plutôt capitaliste (faire de l'argent comme fin) ou au moins productiviste (produire pour produire). Il n'y a pas seulement l'hégémonie US depuis les deux dernières guerres. Mais cela n'empêche pas de relever la tête, et ne pas baisser les bras. Cela paraît tout simple à dire ; il suffit de descendre du nuage du développement. Par ici on peut reprendre l'image qui arrive souvent en montagne : « *L'orage menace, l'atmosphère devient électrique, quelques amorces ont commencé au bout du piolet, il est temps de redescendre, avant « d'entendre les abeilles », car il sera trop tard. La vie vaut mieux qu'un éclair.* »

Quelques remarques :

- Il faudrait dire « chimie de synthèse »... c'est un oxymore comme « biologie de synthèse » ou l' »intelligence artificielle » Comme disait l'oncle d'Annecy le Vieux (<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article119089>); ils vendent de l'intelligence alors qu'ils n'ont pas un échantillon sur eux...

Rappel :

Dans ce monde ultra-libéral où tout le monde porte plainte contre tout le monde, on devrait répondre qu'en terme juridique il s'agit pourtant bien de : "**mise en danger de la vie d'autrui, tromperie aggravée et atteinte à l'environnement**"

On s'attaque à « et son monde » Monsanto est un exemple de prévarication des Etats. Il faut un arrêt immédiat de la continuation de l'empoisonnement comme pour le nucléaire.

- En marchandisant tout ; l'eau l'air le vivant la terre et le feu, ils contaminent tout. l'eau l'air le vivant la terre et le feu.

(rappel de ce qui a été dit au procès colmar Nancy (27mars2019 )

La maison est contaminée, s'asphyxie et brûle et Chirac et ses amis regardent ailleurs... **on s'achemine tout droit vers l'Holocauste de la Terre et pas un politicien français ne lèvera le petit doigt, personne d'autre que nous même ne le fera à notre place, ne peut nous représenter (faillite de la représentation et « et son monde ».**

- il n'y a pas de seuil en dessous duquel il n'y a pas de problème de santé. (comme pour le nuc et CEM)
- Ces molécules créées de toutes pièces (dépose de brevet tous les jours avec prévarication) ne s'intègrent pas du tout dans le processus du vivant. Ils s'accumulent dans la chaîne alimentaire, dans les corps et finissent par tuer ou rendre malade même à faible dose. Et sur la durée.  
(idem nucléaire Cf [www.independantwho.org](http://www.independantwho.org))
- bidouille et prévarication des agences de santé idem avec le nucléaire
- la population prend conscience qu'elle ne peut compter que sur elle-même ; l'Ordre des médecins, l'académie des sciences, celle de médecine etc portent une énorme responsabilité dans ce désastre sanitaire.
- Grave problème de l'acceptabilité sociale (cf dépliant dépistage cancer) sans jamais remonter aux causes :
- cf épidémiologie populaire
- on critique le fait que la référence est celle de la contamination en ng/ml dans l'eau potable mais on prend cette référence parce qu'il n'y a rien de prévu pour les urines et de toute façon, il n'y a pas de seuil en dessous desquels etc. c'est juste un indicateur.
- rq : Intéressant de prendre quelques exemples des personnes les plus âgées qui seraient les plus contaminées car l'empoisonnement s'accumulerait avec l'âge ? Quelle partie rejetée et quelle partie reste dans le corps ?
- Quel Adsorbant comme la pectine pour le nucléaire ?
- C'est un réel crime contre l'humanité comme le nuc ce n'est pas exagéré de dire cela. Depuis la bombe nucléaire (barbarie civilisée décrites par Mickael Loewy) et agent orange etc c'est un crime contre le génome, ce sont des crimes d'État imprescriptibles (livre de Wladimir Jankelevich)

### **1- Empoisonnement dans les champs :**

Exemple d'un maire qui a encore cet esprit et le courage du bien commun :

<https://www.langouet.fr/wp-content/uploads/2019/06/langouet-pesticide-reponse-prefecture.pdf>

[https://www.lemonde.fr/festival/article/2019/06/19/daniel-cueff-le-maire-breton-qui-invente-le-village-de-l-apres-petrole\\_5478334\\_4415198.html](https://www.lemonde.fr/festival/article/2019/06/19/daniel-cueff-le-maire-breton-qui-invente-le-village-de-l-apres-petrole_5478334_4415198.html)

### **Daniel Cueff, le maire breton qui invente le village de l'après-pétrole**

Comment vit-on lorsqu'on ne veut pas hypothéquer l'avenir des générations futures ?

...

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/langouet-35630/pesticides-en-ille-et-vilaine-le-maire-de-langouet-tient-tete-la-prefete-de-bretagne-6415518>

## **Pesticides. En Ille-et-Vilaine, le maire de Langouët tient tête à la préfète de Bretagne**

Et la fronde s'étend :

<https://www.bastamag.net/glyphosate-maires-Langouet-Boussieres-interdiction-pesticides-commune-ecologique>

### **Des communes tentent d'interdire localement des pesticides, malgré l'opposition de l'Etat**

par [Sophie Chapelle](#) 27.06.2019

38 euros d'amende pour celui ou celle qui utilise du glyphosate, qu'il soit jardinier amateur ou agriculteur. C'est l'objet de l'arrêté municipal pris le 14 juin par le maire de Boussières, une commune d'un millier d'habitants dans le Doubs. « *L'utilisation de tout produit contenant du glyphosate* » y est proscrit sur l'ensemble du territoire communal. Depuis le 1er janvier 2019, la loi [interdit](#) l'utilisation des pesticides de synthèse, dont le glyphosate, aux utilisateurs non professionnels. Le maire a décidé d'aller plus loin en étendant l'interdiction du glyphosate à tous les usagers. « *L'État n'a pas le courage de prendre ses responsabilités*, explique Bertrand Astric, le maire de Boussières. *J'estime, moi, que j'ai la responsabilité de prendre des mesures pour veiller à la bonne santé de mes administrés.* » [1]

*[Télécharger l'intégralité de l'arrêté en cliquant sur l'image ci-dessus.](#)*

#### **« Faire cesser les pollutions de nature à mettre en danger la santé humaine »**

De l'autre côté de la France, une autre commune a décidé de monter au front contre les pesticides de synthèse. La « commune écologique bretonne » de Langouët, en Ille-et-Vilaine, a pris le 18 mai un [arrêté](#) interdisant l'utilisation de pesticides à moins de 150 mètres des habitations ou locaux professionnels. Dans les faits, en raison de la dispersion des habitations de cette commune rurale de 600 habitants, l'interdiction s'étendra à presque tout le territoire. L'arrêté précise que « *le maire a le devoir et la responsabilité de prendre au titre de son pouvoir de police toutes mesures de nature à prévenir et à faire cesser toutes pollutions sur le territoire de sa commune, et particulièrement celles de nature à mettre en danger la santé humaine* ».

À la genèse de la décision, une opération menée dans la commune par les « pisseurs volontaires » qui, rappelle [Politis](#), a révélé des taux de contamination au glyphosate 16 à 17 fois supérieurs à la norme. Parce que ses concitoyens pourraient être tentés d'intervenir eux-mêmes pour faire cesser cet empoisonnement, Daniel Cueff estime de son devoir d'agir. « *L'absence de prise immédiate de mesures de précaution par l'autorité municipale serait de nature à entraîner des troubles à l'ordre public* », est-il précisé dans l'arrêté.

– Notre reportage : [Des centaines de « pisseurs volontaires » partent en campagne contre l'empoisonnement au glyphosate](#)

## Des arrêtés systématiquement retoqués par les tribunaux administratifs

Reste que ces arrêtés sont, pour l'heure, jugés illégaux par les préfetures, représentantes de l'État. « *L'utilisation des produits phytopharmaceutiques relève d'un pouvoir de police spéciale confié au ministre chargé de l'Agriculture* », [explique](#) la préfète d'Ille-et-Vilaine. Qui rappelle que seul le ministre de l'Agriculture est habilité à prendre toute mesure d'interdiction, de restriction ou de prescription particulière concernant la mise sur le marché, la délivrance, l'utilisation et la détention de ce type de produits. Le maire de Langouët a donc été sommé de retirer son arrêté d'ici deux mois, sous peine de poursuites devant le tribunal administratif.

Plusieurs communes comme Château-Thierry (Aisne) qui demandait l'interdiction des épandages aériens à 200 mètres des habitations, ou Ruelle-sur-Touvre (Charente) qui souhaitait l'interdiction de toute pulvérisation de produits chimiques à moins de 50 mètres des habitations, ont pris des arrêtés similaires. Tous ont été retoqués par le tribunal administratif.

## Neuf Français sur dix pour une interdiction totale des pesticides d'ici 2024

Alors que la préfeture du Doubs risque de prendre la même décision à l'encontre de la mairie de Boussières, l' élu local ne désarme pas. « *Si la préfeture devait nous retoquer, je veux qu'elle argumente*, souligne Bertrand Astric auprès du journal *L'Est Républicain*. *Pourquoi interdire le glyphosate aux collectivités locales et aux particuliers si ce produit n'est pas dangereux ? S'il n'est pas nocif, que l'État le démontre, et s'il n'est pas capable de le démontrer, s'il y a le moindre doute, c'est le principe de précaution qui s'applique* ».

Localement, de plus en plus de municipalités se prononcent pour l'interdiction au plus vite des pesticides de synthèse. Le mouvement des coquelicots, qui a lancé un [appel](#) en septembre 2018 demandant l'interdiction de tous les pesticides en France, a établi une [recension](#) des collectivités engagées. C'est le cas de Villeurbanne, une ville de 150 000 habitants dans le Rhône, qui a adopté le 21 mars dernier, une [délibération](#) aux termes sans ambiguïté, ou bien encore de [Brest](#) (139 000 habitants). Friand des sondages, le gouvernement devrait être interpellé par celui réalisé par l'Ifop et commandé par l'association Agir pour l'environnement. [89% des Français](#) sont pour une interdiction totale des pesticides d'ici à cinq ans.

Sophie Chapelle

► Deux pétitions en soutien à Daniel Cueff ont été lancées, [ici](#) et [ici](#).

## Notes

[1] Voir l'article dans [L'Est Républicain](#).

2- Autre cas d'empoisonnement dans les forêts :



<https://www.bastamag.net/Pesticides-monocultures-coupes-rases-comment-des-entreprises-rendent-la-foret>

## **Pesticides, monocultures, coupes rases : comment des entreprises rendent la forêt toxique**

par [Gaspard d'Allens](#) 31.5.2019

- voir aussi le documentaire « Le temps des forêts » de François Xavier Drouet (2018) vu au Parnal (Thorens-Glières, Rassemblement CRHA) 19 mai 2019 ;

A l'ONF on se suicide beaucoup (comme chez les paysans et autres france-télécom)

Un intervenant a dit que l'ONF en haute Savoie n'utilise pas tous ces pesticides mais l'ONF sont minoritaire, ; la surface gérée par l'ONF est faible en regard de la forêt privée. La majorité des privés traitent les forêts comme l'agriculture productiviste les champs avec des pesticides : engrais chimique (de synthèse...), désherbant, fongicide, insecticide... pour des raisons de « Rendement »...imbéciles... cela mérite de rappeler encore la bluff de la société de marché, ils ne comptent que ce qui les avantage, pas ce qu'ils appellent les « externalités sociales et écologiques » qui, elles sont à la charge du bien public... - ils sont au rendement, pour le blé par exemple ils ne mesurent que quelques protéines et le poids spécifique mais ces variétés industrielles sont vides en nutriment et les pontes de l'agrobusiness ne comptent pas les dommages .... il faut leur montrer la facture de la santé, du pillage au sud au détriment de l'agriculture vivrière, le prix du transport, des exportations, du dumping etc bref le bluff de la société de marché (bis repetita) etc

## **Mai 2019**

<https://rapportsdeforce.fr/pouvoir-et-contre-pouvoir/ventes-darmes-au-yemen-deroute-au-havre-bloque-par-les-dockers-a-genes-un-cargo-saoudien-debarque-a-marseille-05283839>

Ventes d'armes au Yémen : dérouté au Havre, bloqué par les dockers à Gênes, un cargo saoudien débarque à Marseille

[Stéphane Ortega](#) 28mai 2019

**Le cargo saoudien Bahri Tabuk arrive mardi après-midi dans le port maritime de Marseille-Fos. Il doit prendre livraison de munitions pour des canons Caesar à destination de l'Arabie saoudite. Comme au Havre au début du mois, une plainte a été déposée contre des livraisons d'armes françaises pouvant être utilisées sur des populations civiles au Yémen.**

« *Il faut être extrêmement vigilant sur les ventes d'armes à l'égard de ces pays* » a déclaré Jean-Yves Le Drian le ministre des Affaires étrangères aux micros de la matinale de France Inter ce mardi 28 mai. Concordance de temps malheureuse, au même moment, un cargo saoudien est en route vers le port de Marseille pour charger des armes à destination du conflit au Yémen. Selon le site d'investigation Disclose, dont plusieurs journalistes ont été récemment convoqués par la DGSI, la cargaison sera composée de munitions de fabrication française pour canons Caesar. Le navire est arrivé aux alentours de 14 h 30 au port de Marseille. Il doit le quitter jeudi pour le port de Jeddah, en Arabie saoudite.

C'est le second cargo saoudien à tenter de prendre livraison de matériel militaire dans un port français au mois de mai, dans le cadre du contrat d'armement que la France a passé avec le royaume wahhabite. Début mai au Havre, un autre navire devait embarquer discrètement huit canons Caesar selon les informations du site Disclose. Bien que rejetée, une plainte avait été déposée par l'association Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT). Une manifestation sur le quai où devait accoster le navire le 9 mai, la menace d'un refus des dockers d'embarquer la cargaison, et la polémique politique qui n'a eu de cesse d'enfler ont eu raison de ce chargement d'armes vers l'Arabie Saoudite. Le cargo a fait route vers l'Espagne.

### Une mobilisation en urgence

Le Havre n'est pas le seul port à rechigner d'embarquer des armes pour la guerre au Yémen. Le 20 mai, les dockers de Gênes en Italie se sont mis en grève pour refuser un chargement suspecté de contenir du matériel militaire sur le cargo d'une compagnie maritime saoudienne arrivé en catimini le matin même. À Marseille, avant même l'arrivée au port du Bahri Tabuk, l'ACAT a déposé une plainte en urgence pour empêcher que le navire reparte avec sa cargaison de munitions. L'association invoque le Traité sur le commerce des armes (TCA) qui précise ne pas autoriser le transfert d'armes lorsqu'un pays a connaissance par exemple « *d'attaques dirigées contre des civils ou d'autres crimes de guerre* ».

De son côté, Laurent Pastor, un responsable syndical des dockers a assuré à l'AFP que le port de Marseille-Fos « *ne servira pas à charger des armes ou des munitions* ». Selon lui, la cargaison du Bahri Tabuk a été présentée comme étant du « *matériel civil pour un projet lié à l'énergie* ». Le syndicaliste a prévenu : les dockers vérifieront. Interrogée lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale en début d'après-midi sur le sujet, Florence Parly, la ministre de la Défense affirme ne pas être au courant, car n'étant en charge ni de l'administration des douanes ni des affaires maritimes. Invoquant des « *informations de presse qui datent de 13 h 51* », alors que Disclose a fourni cette information en milieu de matinée, la ministre affirme « *être en train de vérifier s'il y a des armes à bord du cargo* ».

Maladresse ou mauvaise fois, chacun jugera. En tous les cas, un peu chahutée pendant la séance, elle n'a pas souhaité terminer sa réponse pour justifier les raisons des ventes d'armes de la France à l'Arabie saoudite. Peut-être une façon de s'éviter une réponse alambiquée.

## MARS 2019

<https://www.legrandsoir.info/la-vie-et-la-mort-ne-s-arretent-pas-pour-une-coupure-d-electricite.html>

13 mars 2019

### **La vie (et la mort) ne s'arrêtent pas pour une coupure d'électricité**

Romain MIGUS

Caracas, Mercredi 13 mars 2019.

Le service d'électricité a été rétabli sur l'ensemble du territoire national. Celui de l'eau potable est encore en cours mais de très nombreux endroits ont enfin accès de nouveau au précieux liquide.

Au moment où l'électricité commençait à revenir, les habitants du Venezuela, ainsi que l'opinion publique internationale, ont été soumis à une intense campagne psychologique.

Face aux défaites successives de Trump et de ses serviteurs vénézuéliens, le sabotage de l'industrie électrique a été l'occasion de consolider l'image d'un pays en proie à un désastre humanitaire.

En premier lieu, rappelons que la coupure d'électricité est dû à un arrêt de plusieurs turbines sur plusieurs barrages en même temps. Le mythe de la déficience gouvernemental ne tient pas la route face à une attaque de cette magnitude.

Même si cela est une fake news, attribuer la coupure d'électricité au président Maduro est cependant nécessaire pour le rendre responsable de dizaines (voire de centaines) de morts dans les hôpitaux vénézuéliens faute d'électricité. Précisons encore une fois que les hôpitaux vénézuéliens disposent de groupes électrogènes. En revanche, la mort n'attend pas le rétablissement du courant pour frapper et emmener avec elle celles et ceux qu'elle a déjà frappé de son sceau. Des morts dans les hôpitaux, il y en a eu la semaine avant le sabotage électrique, et il y en aura malheureusement cette semaine et celles qui suivront. Les décès font partie de la vie tragique d'un hôpital, au Venezuela ou ailleurs.

Tout comme la mort, la vie non plus ne s'arrête pas. Les vénézuéliens ont dû faire face au manque d'eau. Des chaînes de solidarité se sont créées. A Caracas, le gouvernement a déployé de nombreux camions citernes, et les citoyens ont pris d'assaut les flancs de la montagne Avila, qui entoure la capitale, et d'où coulent de nombreuses sources d'eau potable. Absolument personne n'a été boire ou se baigner dans les eaux ultra-polluées du Guaire, le cours d'eau qui sépare la vallée de Caracas en deux. Dans le cas contraire, nous assisterions ces jours-ci à une épidémie de grande ampleur. Ce n'est pas le cas. Si des eaux usées s'écoulaient bien dans le rio Guaire, de nombreux cours d'eau, qui naissent dans les montagnes qui entourent la ville, s'y déversent aussi. C'est cette eau de source que les gens sont venus chercher. Il n'y a pas de doute que ces opérations psychologiques avaient été soigneusement préparées pour tenter de recréer l'image d'un pays vivant une crise humanitaire, et d'un Etat failli qui ne protège plus sa population.

Les médias ont montré des citoyens avec des bidons sur les berges du rio Guaire, sauf que.....

...ils venaient s'approvisionner dans un des nombreux conduits qui acheminent les cours d'eau de la montagne Avila vers le rio Guaire.

En ce qui nous concerne, durant quatre jours, nous avons deux ou trois heures d'électricité, et un accès à l'eau d'une demie heure, à l'aube. Un laps de temps suffisant pour remplir absolument tout ce qui ressemblait à un récipient pouvant contenir et retenir ce liquide devenu or, et rechargé tous nos appareils électroniques. Nous avons été privilégiés. De nombreuses zones de Caracas et du pays n'ont pas eu la même chance, et sont restés dans le noir et sans eau durant quatre jours.

Mais la vie ne s'arrête pas avec le courant, même si la dynamique change. Tous les jours, de nombreux vénézuéliens descendaient dans la rue afin de trouver un commerce dont le terminal bancaire fonctionnait et faire leurs courses. Les congélateurs ne marchant plus, les produits stockés se décongelant, il n'y avait pas d'autres choix que de cuisiner, chercher le voisin qui dispose d'une cuisine à gaz, partager les victuailles, mutualiser les denrées alimentaires, privilégier les anciens et les enfants. Et peu importe d'ailleurs l'opinion politique des voisins. Dans ce cas de gravité extrême, la solidarité l'emportait sur le reste. Et la vie pouvait suivre son cours, dans une situation extrêmement difficile, et malgré les cris d'orfraie d'une opposition frustrée qui voyait, de nouveau, son plan mis en déroute.

Cela, répétons le jusqu'à ne plus avoir de salive, nous ne l'avons pas inventé : nous l'avons vu et vécu. Oui, nous avons vu des centaines de personnes, le vendredi soir, dehors, aux pieds de leurs immeubles ou de leurs maisons, partager un moment avec les voisins ; à San Agustín ou sur l'Avenue Libertador, sur l'avenue Urdaneta ou dans le centre de la capitale, dans des quartiers populaires ou de petite classe moyenne. Face à l'adversité de la situation, et face à l'ennui qui guète lorsqu'on est seul chez soi sans lumière, la chaleur du collectif est le meilleur des remparts.

Lorsque la lumière est revenue, nous avons enfin pu nous communiquer avec les nôtres :

« J'étais inquiet. Tout va bien ? »

Et les histoires commencent à pleuvoir. Toutes sont chargées d'émotions et de cette capacité de résistance qui caractérise le Peuple vénézuélien.

« J'ai fait des puzzles, me dit Paola, cela faisait des années que je n'en avais pas fait ». Même son de cloche chez Tania « j'ai lu des vieux contes avec les enfants, et puis on a fait des jeux de société ». Toutes les histoires nous ramènent à notre propre expérience de ces jours passés, et nous rappelle que nous avons aussi une belle vie avant, sans internet ni les réseaux sociaux.

« Mon père était à l'hôpital public Perez Carreño. Il devait être opéré de l'estomac » nous raconte Charilin avant de poursuivre « et avant que tu me le demandes, non il n'est pas mort pour la coupure d'électricité. Il est convalescent mais il va bien ».

Depuis Barquisimeto, la troisième ville du pays, la tia Salma nous dit en riant « tous les voisins ont ramené un peu d'eau, des légumes ou du poulet, et nous avons fait une grande soupe communautaire pour tous ». Son propos illustre ce que nous avons déjà vu à Caracas. Salma est la seule chaviste de son pâté de maison. Ces témoignages sont peut être la meilleure preuve que la guerre civile, exigée par Guaidó et les secteurs extrémistes de l'opposition vénézuélienne, ne prend pas au sein de la population. C'est aussi une illustration de pourquoi la demande de Guaidó de descendre dans la rue et d'organiser des pillages n'a pas été suivi dans les faits. La vie ne s'arrête pas pour une coupure de courant. La vie est comme la végétation qui recouvre des ruines. Elle s'impose à la destruction et à la mort. Et cela, les vénézuéliens viennent de nous le rappeler, encore une fois.

**Romain MIGUS**

SOURCE: <https://www.romainmigus.info/2019/03/la-vie-et-la-mort-ne-sarretent-pas-pour.html>

**FEVRIER 2019**

<https://lavoiedujaguar.net/Lettre-des-femmes-zapatistes-aux-femmes-qui-luttent-dans-le-monde-entier>

## **Lettre des femmes zapatistes aux femmes qui luttent dans le monde entier**

25.02.2019, par [EZLN](#)

Armée zapatiste de libération nationale  
Mexique

Février 2019

Aux femmes qui luttent dans le monde entier  
De la part des femmes zapatistes

Sœur, *compañera*,

Nous t'envoyons, de la part des femmes zapatistes, nos salutations en tant que femmes qui luttent.

Ce que nous voulons te dire ou ce de quoi nous voulons te prévenir est un petit peu triste parce que nous t'annonçons que nous n'allons pas pouvoir faire la IIe Rencontre internationale des femmes qui luttent, ici sur nos terres zapatistes, en ce mois de mars 2019.

Les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas, eh bien peut être que tu les connais déjà, et sinon, eh bien nous allons t'en parler un peu. Il se trouve que les nouveaux mauvais gouvernements l'ont déjà dit clairement, leurs mégaprojets de grands capitalistes, ils vont les faire : le projet de leur Train maya, leur plan pour l'isthme de Tehuantepec, celui de la semence d'arbres pour la commercialisation de bois et de fruits. Ils ont aussi dit qu'allaient entrer les mines et les grandes entreprises d'alimentation. Et pour couronner le tout, ils ont leur plan agraire, orienté de telle façon que cela mène à notre disparition en tant que peuples originaires, en convertissant nos terres en marchandises et achevant ce que Carlos Salinas de Gortari n'avait pas pu terminer car notre soulèvement l'en avait empêché.

Ce sont tous des projets de destruction. Qu'importe qu'ils essayent de le cacher avec leurs mensonges. Qu'importe combien de fois ils multiplient leurs trente millions de soutien. La vérité c'est qu'ils vont de toutes leurs forces contre les peuples originaires, leurs communautés, leurs terres, leurs montagnes, leurs rivières, leurs animaux, leurs plantes et jusqu'à leurs pierres.

En d'autres mots, ils ne vont pas seulement contre nous les zapatistes, mais contre toutes les femmes qui se disent indigènes. Et aussi contre les hommes, mais en ce moment nous vous parlons en tant que femmes que nous sommes.

Ils veulent que nos terres ne soient plus pour nous mais pour les touristes qui viennent se promener, pour qu'ils aient leurs grands hôtels et leurs grands restaurants, et pour tous les commerces nécessaires à ces luxes de touristes.

Ils veulent que nos terres se convertissent en grandes exploitations productrices de bois précieux, de fruits et d'eau, en mines pour extraire l'or, l'argent, l'uranium, et tous les minéraux qu'il y a ici et que veulent les capitalistes.

Ils veulent faire de nous leurs ouvrières, leurs servantes, que nous vendions notre dignité pour quelques pièces par mois.

Car ces capitalistes, et ceux qui leur obéissent dans les nouveaux mauvais gouvernements, pensent que ce que nous voulons c'est être payées.

Ils ne peuvent pas comprendre que nous voulons la liberté, ils ne comprennent pas que le peu que nous avons obtenu c'est en luttant sans que personne ne nous demande des comptes, sans photos, sans interviews, sans livres, sans consultations, sans enquêtes, sans votes, sans musées et sans mensonges.

Ils ne comprennent pas que ce qu'ils appellent « progrès » est un mensonge, qu'ils ne peuvent même pas assurer la sécurité des femmes qui continuent à être frappées, violées et assassinées dans leurs mondes progressistes ou réactionnaires.

*Compañera*, sœur, combien de femmes ont été assassinées dans ces mondes progressistes ou réactionnaires pendant que toi, tu lis ces mots ?

Peut-être que toi tu le sais, mais nous te disons clairement qu'ici, en territoire zapatiste, pas une seule femme n'a été assassinée depuis de nombreuses années. Et ils disent que ce sont nous les attardées, les ignorantes, les pas grand-chose.

Peut-être que nous ne savons pas ce qu'est le meilleur féminisme, peut-être que nous ne savons pas dire « *cuerpa* » [1] ou changer les mots comme il faut, ou ce qu'est l'égalité des genres, ou ces choses dans lesquelles il y a tant de lettres qu'on ne peut plus les compter. Et d'ailleurs, ce n'est même pas juste de dire « égalité des genres » parce que vous ne parlez que de l'égalité entre les femmes et les hommes, et même nous, que l'on dit ignorantes et attardées, nous savons bien qu'il y a ceux qui ne sont ni hommes ni femmes. Nous, nous les appelons « *otroas* », mais que ces personnes s'appellent comme ça leur chante, car ça n'a pas été facile pour elles de gagner ce droit d'être ce qu'elles sont sans se cacher, car on se moque d'elles, on les poursuit, on les violente, on les assassine. Et en plus on devrait encore les obliger à être soit des hommes, soit des femmes, les obliger à se ranger d'un côté ou de l'autre ? Si ces personnes ne veulent pas, alors on devrait respecter leur choix. Sinon, comment nous plaindre de pas être respectées en tant que femmes que nous sommes si nous-mêmes, nous ne respectons pas ces personnes ? Mais bon, c'est peut-être parce que nous parlons de ce que nous avons vu des autres mondes et que nous n'avons pas beaucoup de connaissances sur ce sujet.

Par contre, ce que nous savons c'est que nous luttons pour notre liberté et que c'est maintenant que nous devons lutter pour la défendre, pour que nos filles et nos petites-filles ne souffrent pas la même histoire douloureuse que nos grands-mères.

C'est à nous de lutter pour que ne se répète pas l'histoire dans laquelle nous retournons dans le monde où nous sommes seulement là pour faire à manger et accoucher d'enfants, pour les voir ensuite grandir dans l'humiliation, le mépris et la mort.

Nous ne nous sommes pas soulevées en armes pour en retourner au même point.

Nous n'avons pas passé vingt-cinq ans à résister pour maintenant servir les touristes, les patrons, les superviseurs.

Nous ne cesserons pas d'être promotrices d'éducation, de santé, de culture, *tercias*, autorités, commandement, pour devenir employées dans des hôtels et des restaurants pour servir des étrangers pour quelques pesos. Qu'importe si ce sont beaucoup ou peu de pesos, ce qui importe c'est que notre dignité n'a pas de prix.

Car c'est ce qu'ils veulent, *compañera*, sœur, ils veulent que sur notre propre terre, nous nous convertissions en esclaves qui reçoivent des aumônes pour les laisser détruire la communauté.

*Compañera*, sœur,

Quand tu es arrivée dans ces montagnes pour la rencontre de 2018, nous avons vu que tu nous regardais avec respect, et parfois peut-être avec admiration. Bien que ce ne soit pas ce qu'ont fait toutes celles qui sont venues, car nous savons bien que certaines sont venues pour nous critiquer et nous regarder mal. Mais ce n'est pas ce qui importe car nous savons que le monde est grand et que les pensées sont nombreuses, et il y en a qui comprennent que nous ne pouvons pas toutes faire la même chose, et il y en a d'autres qui ne le comprennent pas. Et bien ça, nous le respectons, *compañera* et sœur, parce que ce n'est pas pour ça qu'a eu lieu la rencontre. Ce n'était pas pour voir qui nous donnait de bonnes ou de mauvaises notes, mais pour nous rencontrer et savoir que nous luttons en tant que femmes que nous sommes.

Et puis, nous ne voulons pas que maintenant tu nous regardes avec peine ou tristesse, comme des servantes à qui on donne des ordres de bonne ou mauvaise manière ; ou comme celles auprès de qui on négocie le prix de son produit, parfois c'est de l'artisanat, parfois des fruits ou des légumes, et parfois quoi que ce soit, comme le font les femmes capitalistes. Mais par contre quand elles vont acheter dans leurs centres commerciaux, là elles ne négocient pas, non, elles payent exactement ce que disent les capitalistes et elles en sont mêmes contentes.

Non, *compañera*, sœur. Nous allons lutter avec tout ce que nous avons et de toutes nos forces contre ses mégaprojets. S'ils réussissent à conquérir ces terres, ce sera sur notre sang, sur le sang des femmes zapatistes.

Nous y avons réfléchi, et c'est ce que nous ferons.

Car soudain, ces nouveaux mauvais gouvernements pensent ou croient que, comme nous sommes des femmes, nous allons vite baisser la tête, que nous allons être obéissantes face au patron et à ses nouveaux contremaîtres, car ce que nous cherchons c'est un bon patron et une bonne paie.

Mais non, ce que nous voulons c'est la liberté que personne ne nous a offerte, celle que nous avons conquise en luttant de notre sang.

Crois-tu que, quand viendront les forces des nouveaux mauvais gouvernements, leurs paramilitaires, leurs gardes nationales, nous allons les recevoir avec les honneurs ? Avec des remerciements ? Avec joie ?

Non, ce qu'il va se passer, c'est que nous allons les recevoir en luttant et nous verrons bien s'ils apprennent enfin ce que sont les femmes zapatistes, des femmes qui ne se vendent pas ni ne se rendent.

Nous, lors de la rencontre des femmes l'an passé, eh bien nous nous sommes efforcées que tu sois contente et joyeuse, que tu te sentes en sécurité, *compañera* et sœur. Et nous avons conservé toutes ces critiques que tu nous as laissées : que les planches de bois étaient très dures, que tu n'aimais pas la nourriture, qu'elle était chère, que pourquoi ci et pourquoi ça... Voilà, nous t'informons de comment nous avons travaillé et des critiques que nous avons reçues.

Et malgré les plaintes et les critiques, eh bien ici, tu étais en sécurité, sans que des hommes, bons ou mauvais, ne te regardent et te jugent. Il n'y avait que des femmes, toi, tu le sais.

Mais maintenant, rien de tout cela n'est encore sûr, car nous savons que le capitalisme arrive de toutes ses forces et qu'il veut vaincre à n'importe quel prix. Et ils vont le faire car ils sentent que beaucoup de gens les soutiennent, qu'ils peuvent commettre toutes les barbaries et qu'on les applaudira encore. Et ils vont nous attaquer et ils observeront leurs sondages pour voir s'ils ont toujours de bons points, et ainsi jusqu'à ce qu'ils en finissent avec nous.

Et alors que nous t'écrivons cette carte, les attaques des paramilitaires ont déjà commencé. Ce sont les mêmes qui avant appartenaient au PRI, puis au PAN, puis au PRD, puis au PVEM, pour maintenant être avec Morena.

Donc, *compañera*, sœur, nous t'annonçons que nous ne ferons pas la rencontre ici, mais vous, organisez-la sur vos terres, à votre manière et selon votre temps.

Même si nous n'allons pas y assister, nous allons penser à vous.

*Companera*, sœur,

Ne cesse pas de lutter. Bien que ces maudits capitalistes et leurs nouveaux mauvais gouvernements s'en sortent et qu'ils nous anéantissent, eh bien toi, tu dois continuer à lutter dans ton monde.

Car c'est cet accord que nous avons pris lors de la rencontre, celui de lutter pour que plus aucune femme dans aucun recoin du monde n'ait peur d'être femme.

Et donc ton recoin, c'est ton recoin, *compañera* et sœur, et c'est ton rôle d'y lutter, comme nous, les femmes zapatistes, nous luttons en terres zapatistes.

Ces nouveaux mauvais gouvernements pensent qu'il va être facile de nous vaincre, que nous ne sommes pas beaucoup et que personne, là-bas dans les autres mondes, ne nous soutient.

Mais que va-t-il se passer, *compañera* et sœur ? Eh bien, même s'il ne reste qu'une seule d'entre nous, celle-ci se battra pour défendre notre liberté.

Et nous n'avons pas peur, *compañera* et sœur.

Si nous n'avons pas eu peur il y a déjà plus de vingt-cinq ans lorsque personne ne nous regardait, alors encore moins maintenant que toi, tu nous as vues, bien ou mal, mais tu nous as vues.

*Compañera*, sœur,

Bon, eh bien là, nous te confions la petite lumière que nous t'avons offerte.



Ne la laisse pas s'éteindre.

Même si la nôtre s'éteint ici avec notre sang, et même si elle s'éteint à d'autres endroits, toi, prends soin de la tienne car, bien que les temps actuels soient difficiles, nous devons continuer d'être celles que nous sommes et nous sommes des femmes qui luttent.

Voilà, c'est tout, *compañera*, sœur. Pour résumer, nous n'allons pas faire la rencontre, en d'autres mots, nous ne participerons pas.

Et si la rencontre s'organise dans ton monde et qu'on te demande où sont les femmes zapatistes, pourquoi ne sont-elles pas venues, eh bien dis-leur la vérité, dis-leur que les femmes zapatistes luttent dans leur recoin pour leur liberté en tant que femmes qu'elles sont.

C'est tout, prends soin de toi, *compañera* et sœur.

Il y a parfois des moments pendant lesquels nous ne nous verrons pas.

On te dira peut-être de ne plus penser aux femmes zapatistes parce qu'elles n'existent plus. Il n'y a plus de zapatistes, te diront-ils.

Mais quand tu penseras que c'est vrai, qu'ils nous ont détruites, c'est à ce moment-là, sans même que tu ne t'en rendes compte, que tu verras que nous te regardons et que l'une d'entre nous s'approchera et te demandera à l'oreille pour que, seule toi, tu puisses l'entendre : « *Où est donc cette petite lumière que nous t'avons donnée ?* »

Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain.

Les femmes zapatistes.

Février 2019.

Source et texte d'origine :

[Enlace Zapatista](#).

## Notes

[1] Intraduisible : *cuero*, corps, n'a pas plus de féminin en espagnol qu'en français (note de « la voie du jaguar »).

## JANVIER 2019

### Gratitude envers les Gilets Jaunes

Il nous faut vous le dire :

**Grand merci**

pour avoir humanisé les rond-points et les péages d'autoroutes, ces « non-lieux » de la modernité.

**Grand merci**

pour être partis de revendications très spécifiques qui répondent au mépris que l'arrogance des

puissants vous inflige au point de vous faire ressentir de la honte et de vous sentir abandonnés ; pour finalement exiger la démission du faux monarque et de ses alliés que vous avez réveillés, voire sidérés (ils ne s'y attendaient pas car votre colère vient de loin, très loin) ; ainsi que le référendum citoyen décisionnaire et une meilleure redistribution des richesses en allant chercher l'argent là où on sait très bien qu'il se trouve : exilés fiscaux, GAFA, multinationales « hors sol », riches ; et aussi une taxe minime à imposer sur les millions de transactions boursières quotidiennes. Cela donnerait enfin du vrai « ruissellement », contrairement à celui qu'ils nous disent que l'enrichissement des riches procure !

### **Grand merci**

pour avoir fait tout cela – avant les dites fêtes - dans la période la plus dédiée à l'hyperconsommation ;  
Tout en re-crédant du lien communautaire, de la solidarité et de la convivialité entre vous, qualités humaines essentielles qui se situent à mille lieux du merdier commercial et consumériste qui nous ressort par les oreilles.

Vous avez su faire du choc des rencontres entre vous un terreau fertile et vous nous avez réveillés de notre impuissance à inverser la montée extravagante des inégalités sociales.

Vous avez su prioriser en quelques semaines les vraies urgences et exiger en conséquence. Alors que ceux qui baignent dans le cloaque politique et l'aisance que permet depuis des décennies leur compromission avec leurs alliés de « caste » faisaient mine de ne rien voir pour bien s'accommoder du statu quo.

**Attention !** Ces gens-là sont habitués au semblant et au faux. Et même aux faux-semblants.

La démocratie représentative est presque complètement fautive car elle fait semblant de vous représenter en prenant si peu en compte ce que vous vivez et que vivent vos enfants et vos proches pour lesquels vous espérez une vie meilleure que la vôtre. Et ils tiennent à la garder ainsi, cette sorte de démocratie ; c'est-à-dire fautive ! Ceci, tout en faisant mine d'être désolés de notre peu d'intérêt porté aux affaires publiques parce que de moins en moins de citoyens vont voter et que la plupart d'entre nous le faisons uniquement par défaut depuis des années.

Quand un gouvernement agit de plus en plus contre sa propre population (et au profit des « happy few »), pas surprenant que cette population devienne systématiquement méfiante et prête à la rébellion... jusqu'à vouloir dégager ceux qui les trichent en permanence : vote sur boîte électronique au parlement pour les élus copains absents, amendements assassins à 3 heures du matin pour rendre inopérante une loi qui aurait changé la donne, commissions complètement opaques où les politiciens se laissent acheter par les lobbies, etc.

Ils vont donc tout faire pour tendre des pièges.

Sous prétexte de patientes consultations, ils noieront le poisson.

Il s'agira d'exiger des processus décisionnels avec dates-limites.

Et en regardant le parcours de ceux qui proposent enfin l'écoute. S'ils ont foiré, ils foieront encore.

On ne change pas tant que ça en politique ; on ruse. Car attaché à des privilèges de caste.

Ce pourquoi il est aussi important de rester rancunier en politique.

A titre d'exemple, on ne pardonnera JAMAIS à Sarkozy d'avoir balayé d'un revers de main le référendum du peuple français contre la constitution européenne en faisant re-voter ses copains au parlement.

Normal que dissensions et fatigues s'immiscent à travers tout cela.

Mais savoir rebondir et garder le cap (comme disait l'autre) est essentiel.

Ne rien lâcher et être vigilantEs ! Car nous nous adressons bien sûr aussi à toutes les femmes qui



- Les États-Unis assurent également la défense de la Micronésie et des îles Marshall.
- Les îles Cook ont signé un accord de libre-association avec la Nouvelle-Zélande, qui fait que leur défense et leur représentation diplomatique à l'étranger sont assurés par ce pays.

Tous les autres gèrent eux-mêmes la sécurité et les relations internationales. Certains de ces « petits pays », sont des puissances capitalistes et n'ont rien à envier aux grands pays capitalistes. Ce sont des paradis fiscaux et ils accueillent à bras ouverts tous les nantis qui veulent échapper à l'impôt sur la fortune. C'est pourquoi, je ne m'attarderai pas sur des pays comme Monaco, ou le Liechtenstein, le Panama et... le Vatican qui est un paradis sur terre ! Ces pays n'ont pas d'armée mais leurs armes de prédilection sont les capitaux... qui laissent exsangues les populations !

### **Pas d'armée, permet d'investir dans l'Éducation et la Santé des citoyens**

Il y a 70 ans, le 1er décembre 1948, le Costa Rica abolissait son armée ! Ce petit pays de 5 millions d'habitants venait de prendre une décision exceptionnellement rare qui lui a permis d'investir dans l'éducation et la santé. Cette décision historique est intervenue après deux mois d'une guerre civile entre factions politiques pour l'accession au pouvoir, qui fit plusieurs milliers de morts, dont le social-démocrate José Figueres Ferrer sortit vainqueur. Il était appelé plus communément « Don Pepe ». C'est dans ce contexte qu'il prit la tête d'un gouvernement provisoire. Après avoir annoncé la nationalisation des banques, il décréta l'abolition de l'armée.

### **L'abolition de l'armée une nécessité politique**

« *Supprimer l'institution militaire répondait à une nécessité politique. L'armée était divisée, l'éliminer permettait d'éviter tout risque de renversement du pouvoir* », explique Daniel Matul, professeur de sciences politiques à l'université du Costa Rica. Cela dit, ce n'était pas la raison principale, abolir l'armée était avant tout une décision hautement sociale et politique. En à peine dix ans, l'espérance de vie a décollé, le taux de mortalité due aux maladies bénignes a chuté considérablement et l'éducation a fait un bon incroyable. Il y a eu une vraie cohérence à dire : nous allons arrêter d'acheter des armes pour payer plus de professeurs et de médecins. Selon la Fondation Arias pour la paix et le progrès humain, la suppression de l'armée permet chaque année de financer l'ensemble des universités publiques du pays et trois hôpitaux. Aujourd'hui le pays connaît un taux d'alphabétisation proche de 96,7 %.

### **Une source de paix et de tranquillité**

Pour son président Luis Guillermo Solís, (2014-2018) « *Ne pas avoir d'armée est une source de paix et de tranquillité.* » Contrairement à l'Europe, ajoute-t-il « l'armée est associée au terrorisme d'État à la destruction de la démocratie et à la perversion des institutions. » Un autre président Costaricain, Miguel Angel Rodriguez, (1998-2002), déclarait en 2001 : « *Comme président d'un pays sans armée, la recommandation que je fais à tous les pays d'Amérique est que nous éliminons les armées. A quoi bon les réduire, éliminons-les !* » Je me permets de rajouter à cette déclaration, éliminons les armées partout dans le monde, car elles sont les piliers et les soutiens du capitalisme. Le président va-t'en guerre, Macron, serait bien inspiré de faire siennes ces déclarations. Je n'ose imaginer ce que l'on pourrait faire avec le budget que l'État consacre à l'armée (34,2 milliards d'euros en 2018 !), si cette argent était consacré au bien-être de la population, à l'École, à l'Université, à la Santé, aux services publics, à la Culture... D'autant que notre chef des armées et

de guerre prévoit de consacrer 295 millions d'euros à « la Défense », entre 2019 et 2025, soit près de 50 milliards d'euros par an ! Quel gâchis ! Alors qu'il est possible de faire autrement, mais là, ce sont des choix politique, des choix de classe.

Le Costa-Rica est la preuve qu'un pays peut parfaitement se passer d'une armée, et s'en porter très bien. En 1985, lors d'un sondage sur le retour à l'armée, 9 Costaricains sur 10 avaient répondu « NON ». Voici ce que disait Albert Einstein à propos de la guerre : « *Il apparaît malheureusement que certains États mettent sur pied et entretiennent jalousement des armées dans lesquelles ils engloutissent leur argent et leurs jeunes gens. Tant que de telles armées existeront, les colonels qui les dirigent voudront les utiliser et les politiciens qui les ont mises sur pieds voudront justifier leur existence. Ce n'est qu'au prix de l'affranchissement de cette militarisation que l'homme cessera de faire la guerre.* »

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Nous relayons ci-dessous l' appel des Gilets Jaunes de Commercy :

## **Deuxième appel des Gilets Jaunes de Commercy**

« L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES !

**Notre deuxième appel s'adresse :**

**A tous les Gilets Jaunes. A toutes celles et ceux qui ne portent pas encore le gilet mais qui ont quand même la rage au ventre.**

Cela fait désormais plus de six semaines que nous occupons les ronds-points, les cabanes, les places publiques, les routes et que nous sommes présents dans tous les esprits et toutes les conversations.

Nous tenons bon !

Cela faisait bien longtemps qu'une lutte n'avait pas été aussi suivie, aussi soutenue, ni aussi encourageante !

- ▶ Encourageante car nos gouvernants ont tremblé et tremblent encore sur leur piédestal
- ▶ Encourageante car ils commencent à concéder quelques miettes.
- ▶ Encourageante car nous ne nous laissons désormais plus avoir par quelques os à ronger.
- Encourageante car nous apprenons toutes et tous ensemble à nous respecter, à nous comprendre, à nous apprécier, dans notre diversité. Des liens sont tissés. Des modes de fonctionnement sont essayés. Et ça, ils ne peuvent plus nous l'enlever.

– Encourageante aussi, car nous avons compris qu’il ne faut plus nous diviser face à l’adversité. Nous avons compris que nos véritables ennemis, ce sont les quelques détenteurs d’une richesse immense qu’ils ne partagent pas : les 500 personnes les plus riches de France ont multiplié par 3 leur fortune depuis la crise financière de 2008, pour atteindre 650 milliards d’€ !!! Les cadeaux fiscaux et sociaux faits aux plus grandes sociétés s’élèvent également à plusieurs centaines de milliards par an. C’est intolérable !

– Encourageante enfin, car nous avons compris que nous étions capables de nous représenter nous mêmes, sans tampon entre les puissants et le peuple, sans partis qui canalisent les idées à leur seul profit, sans corps intermédiaires davantage destinés à amortir les chocs, à huiler le système, plutôt qu’à nous défendre.

Nous pleurons aujourd’hui les victimes de la répression, plusieurs morts et des dizaines de blessés graves. Maudits soient ceux qui ont permis cela, mais qu’ils sachent que notre détermination est intacte, bien au contraire !

Nous sommes fiers de ce chemin accompli si vite et de toutes ces prises de conscience qui sont autant de victoires sur leur système écrasant.

Et nous sentons très bien que cette fierté est partagée par énormément de gens.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que ce système et ce gouvernement qui le représente n’ont cessé de détruire les acquis sociaux, les liens entre les gens, et notre chère planète ?

Il nous faut donc continuer, c’est vital. Il nous faut amplifier ces premiers résultats, sans hâte, sans nous épuiser, mais sans nous décourager non plus. Prenons le temps, réfléchissons autant que nous agissons.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui partagent cette rage et ce besoin de changement, soit à continuer à porter fièrement leur gilet jaune, soit à l’enfiler sans crainte.

Il faut désormais nous rassembler partout, former des assemblées citoyennes, populaires, à taille humaine, où la parole et l’écoute sont reines.

Des assemblées dans lesquelles, comme à Commercy, chaque décision est prise collectivement, où des délégués sont désignés pour appliquer et mettre en musique les décisions. Pas l’inverse ! Pas comme dans le système actuel. Ces assemblées porteront nos revendications populaires égalitaires, sociales et écologiques.

Certains s’autoproclament représentants nationaux ou préparent des listes pour les futures élections. Nous pensons que ce n’est pas le bon procédé, tout le monde le sent bien, la parole, notre parole va se perdre dans ce dédale ou être détournée, comme dans le système actuel.

Nous réaffirmons ici une fois de plus l’absolue nécessité de ne nous laisser confisquer notre parole par personne.

Une fois ces assemblées démocratiques créées, dans un maximum d’endroits, elles ouvriront des cahiers de revendications.

Le gouvernement a demandé aux maires de mettre en place des cahiers de doléances dans les mairies. Nous craignons qu’en faisant ainsi nos revendications soient récupérées et arrangées à leur sauce et qu’à la fin, elles ne reflètent plus notre diversité. Nous devons impérativement garder la

main sur ces moyens d'expression du peuple ! Pour cela, nous appelons donc à ce qu'ils soient ouvert et tenus par les assemblées populaires !

Qu'ils soient établis par le peuple et pour le peuple !

Depuis Commercy, nous appelons maintenant à une grande réunion nationale des comités populaires locaux.

Fort du succès de notre 1er appel, nous vous proposons de l'organiser démocratiquement, en janvier, ici à Commercy, avec des délégués de toute la France, pour rassembler les cahiers de revendications et les mettre en commun.

Nous vous proposons également, d'y débattre tous ensemble des suites de notre mouvement.

Nous vous proposons enfin de décider d'un mode d'organisation collectif des gilets jaunes, authentiquement démocratique, issu du peuple et respectant les étapes de la délégation.

Ensemble, créons l'assemblée des assemblées, la Commune des communes C'est le sens de l'Histoire, c'est notre proposition.

**VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, ET POUR LE PEUPLE !**

30 décembre 2018 »

<https://revolutionpermanente.fr/Appel-de-Commercy-Vers-une-grande-Coordination-nationale-des-Gilets-Jaunes>

« *Nous pouvons nous représenter nous mêmes* »

## **Appel de Commercy. Vers une grande Coordination nationale des Gilets Jaunes ?**

A Commercy, dans la Meuse, les Gilets Jaunes ont lancé un appel pour réunir une coordination nationale des assemblées locales de gilets jaunes. Un appel, qui s'il est suivi, pourrait faire passer un cap essentiel dans le mouvement en lui permettant de se structurer démocratiquement à la base.

« *Une assemblée des assemblées* »

Dans un premier appel publié début décembre les gilets jaunes de Commercy avaient déjà pris l'initiative positive d'appeler au développement d'assemblées générales populaires partout où il y avait des gilets jaunes. Le 30 décembre ils ont fait connaître un deuxième appel, décidé au cours de leur assemblée locale. Dans ce texte très progressiste – reproduit en fin d'article – ils appellent à continuer le mouvement, et tous ceux qui n'ont pas encore de gilet « *à l'enfiler sans crainte* », réaffirmant que les concessions annoncées par le gouvernement, aussi dérisoires soient-elles, doivent être vues comme un encouragement à aller plus loin : « *car nos gouvernants ont tremblé et tremblent encore sur leur piédestal* ». Ce que nous ne pouvons qu'agrèer.

Mais l'objet central du texte est d'affirmer la nécessité de démocratiser le mouvement. Ils racontent le processus démocratique qu'ils ont mis en place à Commercy, dans des assemblées populaires où la parole est ouverte à tous et tout le monde est écouté. Après avoir appelé au développement

d'initiatives similaires partout il y a quelques semaines, ils lancent aujourd'hui la création d'une grande coordination nationale de ces assemblées. Comme beaucoup de Gilets Jaunes ils revendiquent la capacité et la légitimité de tous à pouvoir décider et se représenter :

*« nous avons compris que nous étions capables de nous représenter nous-mêmes, sans tampon entre les puissants et le peuple, sans partis qui canalisent les idées à leur seul profit, sans corps intermédiaires davantage destinés à amortir les chocs, à huiler le système, plutôt qu'à nous défendre ».*

Les gilets jaunes de Commercy mettent en garde, à raison, contre les diverses tentatives de récupération du mouvement, notamment par ceux qui peuvent s'auto-proclamer portes-paroles du mouvement sans avoir été élus ou les partis qui commencent à tenter de récupérer le mouvement via des listes aux Elections européennes. « *Nous réaffirmons ici une fois de plus l'absolue nécessité de ne nous laisser confisquer notre parole par personne.* » Alors que Macron a appelé à [« une grande concertation citoyenne » pour tenter d'endormir les gilets jaunes](#), qui doit passer dans un premier temps par les maires, à Commercy les gilets jaunes revendiquent que ce « grand débat » passe par des assemblées populaires en charge de l'organisation et de la tenue du débat. Ils proposent de l'organiser dès le mois de janvier dans une vaste coordination réunissant des délégués élus par leurs assemblées dans tout le pays, qui y porteraient des cahiers de revendications votés démocratiquement dans chaque assemblée locale.

## **Une auto-organisation nécessaire pour élargir et structurer démocratiquement le mouvement**

La mise en place de structures d'auto-organisation telles que les Assemblées Générales est aujourd'hui un enjeu central pour le mouvement des Gilets Jaunes. Il s'agit de la seule manière de développer une réelle démocratie à la base et de s'assurer ainsi que ce soient bien les revendications de la majorité des Gilets Jaunes qui soient portées publiquement. Dans plusieurs villes de telles assemblées existent déjà. A Toulouse par exemple, les Gilets Jaunes ont déjà pris des initiatives dans ce sens, en votant un important cahier de revendications au cours d'une Assemblée générale ayant réuni près de 500 personnes.

En cela les Gilets Jaunes commencent à reprendre le meilleur de la tradition de lutte du mouvement ouvrier français, de la Commune de Paris aux grands mouvements de grèves des années 1970, jusqu'au coordinations des années 1980. De 1986 au début des années 1990, étudiants, cheminots, infirmières et bien d'autres secteurs se sont ainsi organisés dans de larges coordinations nationales au cours de grèves importantes contre la casse de leurs acquis sociaux et du service public. Sur le même principe que celui que revendiquent les Gilets Jaunes de Commercy, ils étaient organisés localement (sur chaque lieu de travail ou d'étude : gares, hôpitaux, universités, usine...) en assemblée générale, ouverte à toutes et tous. Au cours de ces réunions quasi-quotidiennes tout le monde avait le droit de prendre la parole. Des délégués étaient ensuite élus et mandatés pour participer à des coordinations régionales et nationales de grévistes pour porter leurs revendications et décider de la suite du mouvement, sur la base des votes des assemblées générales.

Dans le cadre du mouvement des Gilets Jaunes, une coordination des assemblées locales pour décider d'un cahier de revendication commun, telles que la propose l'assemblée de Commercy, est



la condition sine qua non pour empêcher toute instrumentalisation du mouvement et s'assurer que la parole portée par le mouvement soit réellement celle de la base.

## Décembre 2018

<https://lavoiedujaguar.net/Pour-une-nouvelle-nuit-du-4-aout-ou-plus>

### Pour une nouvelle nuit du 4 août (ou plus)

Ah, ça oui ! Il faut le reconnaître. Il nous a émus, Manu. Il nous a entendus ; il faut dire qu'avec les cotons-tiges grands comme des poutres que les infirmières lui avaient préparés, ça a dû bien lui déboucher les pavillons. Et, vous vous rendez compte, tout ce qu'il a fait depuis qu'il est président, c'était *pour nous*. Il nous aime tellement ! C'est pour nous qu'il avait augmenté la CSG, réduit les APL, augmenté la taxe carbone, etc. Pour notre bonheur, par amour pour nous. Et quand il nous accablait de son mépris, c'était aussi par amour. Pour nous pousser à donner le meilleur de nous-mêmes.

D'ailleurs, la preuve : il nous aime tellement qu'il a compris que le paquet de cacahuètes annoncé par le premier ministre, la semaine dernière, ce n'était vraiment pas assez. Alors là, d'un seul coup, il en a mis quatre sur la table, des paquets de cacahuètes. Pour qu'on comprenne enfin combien son amour pour nous est immense.

Bon, c'est vrai qu'en ouvrant les paquets on se rend compte qu'il y a pas mal de cacahuètes avariées, ou pas si fraîches que ça. Et même que l'un des paquets contient surtout du vent (combien d'entreprises vont donner ces primes de fin d'année ?). Et puis, au fond, un paquet ou quatre, ce ne sont jamais que des cacahuètes. Pour que les singes restent dans la cage. Pour que les moutons rentrent à la bergerie.

Et puis, vous avez vu. Même s'il parle tout doucement, avec une petite voix à l'humilité bien apprise, il continue à se croire le roi. Il a tenu à bien nous montrer qu'il parle depuis les ors élyséens. Et le détail qui tue : vous avez vu, sur son bureau, à côté des mains posées à plat pour afficher la sérénité, le petit service en or qui étincelait sous les projecteurs. C'était là pour nous narguer. Aux Gaulois récalcitrants, Macron, il a le culot de répondre par un coq en or (ou bien c'est la poule aux œufs d'or, mais alors à qui s'adresse le message ?) ! C'est moi, dit-il, qui vit dans les palais du pouvoir. Même si aujourd'hui je vous parle tout gentil-gentil pour calmer la grosse colère, c'est quand même moi le roi. Et vous vous êtes toujours les gueux !

Car bien sûr, pas question de changer un tant soit peu de politique. Pas question de revenir à l'ISF. Pas question de mettre à contribution les entreprises faisant des bénéfices élevés. Pas question de faire payer les gros pollueurs (d'ailleurs, l'écologie, on n'en parle même plus). Les mesures *minimales* ne sont même pas envisagées, comme la revalorisation réelle du SMIC et de l'ensemble

des bas salaires et des petites retraites, ou encore le rétablissement de l'ISF, alors même que le financement de ces mesures et de quelques autres est à portée de main : il suffirait de mettre fin à la double aide aux entreprises en 2018, allègement des charges et maintien du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), ce qui représente 20 milliards de recettes supplémentaires (alors que les mesures d'hier n'en coûtent que 5 ou 6).

Mais rien de tout cela ne correspond vraiment à l'enjeu de la situation. Au fond, notre petit roi l'a sans doute compris, mais il tente une dernière ruse pour voir s'il peut nous bernier encore une fois à bon compte. Car, comme le disent très bien bon nombre de gilets jaunes, quelque chose de très profond a basculé. Les gens ont repris leurs vies en main. Ils ont fait l'expérience de la puissance collective. Ils connaissent désormais la joie partagée qu'elle permet d'éprouver. Ils savent que ce qui était réputé impossible hier, devient possible lorsque le peuple se soulève et reprend sa liberté. Lorsqu'il cesse de déposer son destin dans un pouvoir et des institutions faites pour l'en déposséder.

Alors, oui, la force du soulèvement fait vaciller le pouvoir. Les puissants tremblent. Et pas seulement en France (du reste, une contagion aux autres pays européens, qui a commencé, serait décisive pour pouvoir gagner vraiment). Le processus en cours ne va pas s'arrêter comme cela. Des millions de personnes ont pris goût à la liberté et ne sont plus disposées à continuer à vivre comme avant. Il ne s'agit plus d'une goutte d'eau qui aurait fait déborder le vase ; c'est une digue qui a lâché.

Et puis, vous avez vu que le petit roi a annoncé qu'au lieu de rétablir l'ISF il allait demander aux très riches de faire un geste. C'est Noël, une petite aumône pour les pauvres de France, ce serait tellement émouvant ! Mais dans quel monde vit-il ? C'est toujours Marie-Antoinette et ses brioches, pendant que dehors, la révolution a commencé ! Et puisqu'il s'agit de révolution, il est temps d'en appeler à une nouvelle [nuit du 4 août](#). Ça oui, ça serait un tant soit peu à la hauteur de la situation. Du reste, les grandes fortunes, nos nobles d'aujourd'hui, devraient aisément le comprendre, s'ils veulent garder une partie de leurs privilèges. Oui, les cinq cents plus grosses fortunes de France pourraient sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé en acceptant d'apporter à l'effort national la moitié de leurs patrimoines. Allez, les Chanel, Hermès, L'Oréal et autres Auchan et Lactalis, vous pouvez sauver la patrie en danger. Allez, Bernard, après ce renoncement déchirant, il te restera quand même quelque 36 milliard d'euros. Même si tu perds quelques places au classement Forbes (ce qui est vraiment rageant, il faut en convenir), est-ce que, dans la vie, tu sentiras vraiment la différence ? Et puis, ces patrimoines, ils ont quand même augmenté de 17 % rien que depuis l'an dernier ; ils ont été multipliés par trois en une décennie, de sorte que même en en prélevant la moitié, ils seront toujours supérieurs à leur niveau d'il y a dix ans. Le patrimoine des cinq cents plus grosses fortunes, c'est 650 milliards d'euros ! Avec la moitié, 300 milliards en chiffres ronds, plus aucun problème pour financer les programmes dits de la « transition écologique » (100 milliards) ni pour étoffer les mesures sociales d'urgence ou lancer une remise en état des services publics (100 milliards) ; on pourrait même aider les pays africains (50 milliards) et alléger la dette pour soulager les budgets à venir de l'État (50 milliards ; vous voyez si on est raisonnables !). Mesdames et messieurs les très-très-très riches, vous entreriez dans l'histoire ! Et puis, surtout, vous pourriez arrêter le tsunami en cours qui, sinon, risque de tout emporter sur son passage. Vous avec.

Une remarque encore : vous voyez bien que cet appel n'a rien de vraiment révolutionnaire (pour qu'on puisse vraiment parler d'une nuit du 4 août, il faudrait renoncer à certains des privilèges qui

permettent de *constituer* de telles fortunes, tels que les prérogatives des actionnaires et le pouvoir sur les salariés). Donc, ce serait céder un peu, pour garder l'essentiel. Les super-riches seraient toujours des super-riches. Ils continueraient à faire de considérables profits pour renflouer bien vite leurs caisses. De plus, ils apparaîtraient comme les bienfaiteurs de la nation et en tireraient une légitimité inédite. Cependant, il est à craindre que, malgré tant d'avantages évidents et des inconvénients si restreints, nos grandes fortunes n'entendent pas cet appel. Il n'y aura alors pas d'autre issue pour le soulèvement en cours que de pousser au plus loin les potentialités qui ont commencé à s'affirmer, partout en France, avec une détermination et une intelligence proprement renversantes.

Ce dont des millions de personnes font actuellement l'expérience, c'est que le peuple qui se soulève reprend son destin en main. Au lieu de se dessaisir de sa puissance collective au profit de la classe politique et des institutions représentatives, il peut s'organiser par lui-même et décider par lui-même de quelle manière il entend vivre. Les zapatistes du Chiapas, qui en font l'expérience depuis vingt-cinq ans, disent que nous pouvons nous gouverner nous-mêmes et appellent ceux qui s'inspirent de leur exemple à former leurs propres « conseils de gouvernement » (ou tout autre terme qui conviendra à chacun). Dans l'actuel soulèvement des gilets jaunes, certains appellent à former des comités populaires avec leurs assemblées (voir [l'appel de Commercy](#)). D'autres invoquent l'expérience des communes libres, qui repenseraient la vie collective à partir des besoins réels de tous et de toutes, et pourraient se fédérer pour traiter les enjeux régionaux et nationaux.

Et puis, lorsque tant de gilets jaunes disent qu'il n'est plus question de vivre comme on l'a fait durant tant de temps, cela suppose de repenser l'organisation collective précisément à partir de cette question : de quelle manière voulons-nous vivre ? Aujourd'hui, c'est là précisément la question qui est par principe exclue, parce que la marche du monde est dictée par un tout autre impératif fondamental : celui de l'Économie. Une Économie dont le productivisme est entretenu par l'exigence de profit, notamment celui des méga-entreprises transnationales et des marchés financiers. Une Économie dont la croissance sans limite est de plus en plus clairement déconnectée des besoins réels des humains, et qui s'avère responsable du cycle infernal des émissions de gaz à effet de serre et de la destruction généralisée du vivant, qui nous conduisent à la catastrophe.

La poule aux œufs d'or, c'est la France d'en bas qui ne s'en sort pas et que l'État achève sous les taxes. C'est tous ceux qui produisent la richesse de ce pays pour le bénéfice des grands prêtres du CAC 40. C'est notre planète que le productivisme engendré par l'exigence du profit est en train de dévaster et de rendre invivable. C'est la vie sur Terre qui agonise sous l'haleine brûlante de l'hydre capitaliste.

**Destitution de Macron et de tout Pouvoir d'en haut.**  
**Blocage de la machine folle de l'Économie qui détruit la planète.**  
**Vive l'autogouvernement populaire !**  
**Vive les communes libres de France et d'ailleurs !**  
**Vive la vie digne pour tous et toutes, dans le respect de la Terre !**

San Cristóbal de Las Casas, 11 décembre 2018.

An 25 du soulèvement zapatiste.

An 1 du soulèvement des gilets jaunes

et des colères de multiples couleurs.

Jérôme Baschet

**Octobre 2018**

<http://partage-le.com/2018/10/davi-kopenawa-entretien-avec-un-chaman-yanomami-trip/>

## **Davi Kopenawa, entretien avec un chaman Yanomami (Trip)**

*Entretien avec la revue brésilienne Trip, par Lino Bocchini, paru le 3 juillet 2012*

*Quelques mots du traducteur : À la fin du film de **Ciro Guerra**, **L'étreinte du serpent**, le vieux chaman qui avait tout oublié après des années de solitude au fin fond de la forêt amazonienne, décide de confier le savoir d'une plante rituelle, la **Yakrona**, à un Blanc qui s'était présenté à lui comme un spécialiste des plantes amazoniennes. Je passe sur la situation dramatique pour garder la surprise du spectateur intacte, mais je retranscris de mémoire les paroles du chaman : « je croyais que c'était à mon peuple que je devais transmettre les enseignements traditionnels ; mais à présent j'ai compris, c'est à vous les Blancs, que je dois les transmettre ».*

*Dans cette interview de 2012 mais toujours d'actualité, et peut-être plus encore aujourd'hui après le coup d'État parlementaire qui a donné le signal d'un approfondissement dans l'appropriation des biens communs par une petite oligarchie, au prix d'une destruction environnementale et sociale sans précédent, **Davi Kopenawa** dit la même chose. Il dit au reporter :*

*« La moitié de la population des non-Indiens écoute déjà, elle apprend, elle commence à parler de la préservation de la nature. Mais c'est encore trop peu. L'Indien doit parler plus et vous devez écouter plus. »*

*Cela faisait longtemps que je n'avais rien lu d'aussi sensé. J'ai rencontré, au Brésil, des gens bien intentionnés qui consacrent leurs efforts à la traduction de textes en anglais, en italien, en français, en allemand, vers le portugais, et sans doute faut-il le faire, si les gens d'ici en sentent le besoin ; mais en ce qui me concerne, je pense que la balance des échanges, aussi bien intellectuels qu'économiques, entre l'Europe et le Nouveau Monde, est largement déséquilibrée et qu'il est temps de la mettre un peu en veilleuse et d'écouter les derniers échos d'une pensée en train de s'éteindre suite aux bonnes œuvres des conquistadors — « la pensée interrompue » dont parlait **Le Clézio** dans **Le rêve mexicain** — et de l'écouter d'autant plus attentivement que nous sommes nombreux à sentir sa justesse, dans le rapport à la nature, aux humains, dans l'absence d'hubris et de tragédie qui sont les drogues dures de la civilisation occidentale depuis des millénaires. Prêtons l'oreille pour ne pas avoir à tout réinventer nous-mêmes, à reformuler des évidences qui seront distordues par le filtre de nos dangereuses habitudes de pensée.*

***Autant que faire se peut, j'ai laissé tels quels les mots indigènes ou portugais dont le sens traduit est trop approximatif ; il est bon de se mettre dans l'œil et dans l'oreille des mots qui viennent de plus loin que nos habituels canaux de colonisation culturelle.***

---

Peu connu dans son propre pays, Davi Kopenawa Yanomami est le leader indigène le plus respecté du Brésil. Il a été récompensé par l'ONU, a garanti à son peuple un territoire plus vaste que le Portugal, et sa biographie est un best-seller en France. Dans cette interview, la plus longue publiée à ce jour, fruit de deux jours de conversation, Davi parle de la vie, de la nature et de son peu d'espoir pour le futur : « je ne suis pas triste, non, je suis révolté ».

Difficile de ne pas ressentir une certaine culpabilité en parlant avec Davi Kopenawa Yanomami. Pendant les deux jours durant desquels le reportage de la revue Trip a accompagné la routine du principal leader indigène brésilien, il ne nous a en rien épargné, nous autres, hommes blancs, ou *napë* : il fait par exemple remarquer l'alliance que porte le reporter pour montrer combien nous sommes habitués à l'or, à l'argent et aux autres richesses naturelles provenant du *garimpo* [l'extraction illégale, NdT] qui, depuis des siècles, détruit les terres indigènes et décime son peuple. Il ne voit pas d'espoir dans le futur, que ce soit celui des Indiens ou de ceux qu'il appelle le peuple des villes : « Ou nous mourrons brûlés, ou nous mourrons noyés ». Il critique tous les gouvernants du Brésil et de l'étranger, d'hier et d'aujourd'hui, et pense que pendant la conférence Rio+20, personne n'avait intérêt à l'entendre. Il ne se lasse pas de répéter que les Indiens n'ont jamais été respectés et que les Blancs ne comprennent pas la nécessité de préserver la nature. « Pourquoi allez-vous à l'école ? Pour apprendre à détruire ? Notre conscience est différente. La Terre est notre vie, elle remplit nos ventres, elle est notre joie. C'est bon de la sentir, de la regarder... C'est bon d'entendre chanter les araras, les arbres, la pluie. »

Davi Kopenawa a (environ) 58 ans, il vit dans la région de la Serra do Demini, où il est né, près de la frontière des États [brésiliens, NdT] de l'Amazonas et du Roraima avec le Venezuela. Elle se situe dans l'hémisphère nord, et on y parvient après deux heures de vol à bord d'un monomoteur au départ de Boa Vista, ou après un voyage de 10 jours en bateau depuis la capitale du Roraima. Kopenawa a vu de près son père, ses grands-parents, ses oncles et presque toute sa famille, comme des centaines d'autres « parents » (c'est ainsi qu'il appelle les autres Yanomami) mourir de maladies contractées au contact de non indigènes. Certaines sont arrivées avec les missionnaires évangélistes qui ont vécu dans sa tribu pendant des années, et qui l'ont presque fait troquer les *pajelanças* [rituel de guérison réalisé par le *pajé*, guérisseur et leader spirituel d'une communauté indigène, NdT] pour Jésus. Davi a survécu à ces épidémies et, adolescent, il a réussi à se libérer des croyances blanches et à résister à la tentation de la ville. Aujourd'hui, il est interprète pour la Funai [Fondation Nationale de l'Indien, NdT], *pajé*, chef du poste indigène de sa région et président de l'association Hutukura Yanomami — « une ambassade indigène auprès de l'homme blanc », explique-t-il.

Mais Davi Kopenawa est bien plus que tout cela. Il est le leader indigène le plus respecté et le plus écouté du Brésil, notamment parce qu'il vit encore dans l'*aldeia* [à la fois village et communauté indigène, NDT], qui lui donne l'appui des traditions et une certaine clarté de vision, mais également parce qu'il maîtrise le portugais et qu'il comprend suffisamment « notre » société pour entrer dans son jeu politique. De cette manière, avec un pied dans chaque canoë, il a été le principal responsable

de la création du territoire Yanomami, qui occupe un territoire plus étendu que le Portugal et a été officialisé par Fernando Collor à l'époque de la conférence Eco 92 – « il y a été obligé par les gouvernements du monde entier ». Il a déjà prononcé des discours à l'ONU et devant d'autres instances internationales, et a reçu le prix environnemental Global 500 des Nations Unies (il est le seul Brésilien en dehors de Chico Mendes [syndicaliste brésilien assassiné en 1988, NdT] à avoir reçu cet honneur). Il est bien plus connu et écouté à l'extérieur du Brésil qu'à l'intérieur. Au point que les articles le concernant, sur Wikipédia, sont bien plus complets en français et en anglais qu'en portugais [au moment de la sortie de l'article, NdT]. Sa biographie, publiée en 2010, en France, sous le titre *La chute du ciel*, écrite à partir d'entretiens avec l'anthropologue français Bruce Albert, qui le connaît depuis 30 ans, a été un best-seller. La traduction est prévue pour 2013 au Brésil aux éditions de la *Companhia das Letras*. Cet homme mûr à la peau brune et au sourire facile n'accorde pourtant pas la moindre importance à tout ce battage médiatique international. Il débarque de Londres ou des États-Unis et part directement au fin fond de la forêt passer la journée sans vêtements avec ses « parents », bien loin de tout l'attirail que nous avons l'habitude d'appeler civilisation. Et tout particulièrement loin de la langue portugaise qu'il considère comme « un venin » utilisé pour manipuler son peuple.

Lors de la première journée avec Davi, nous passons plus de dix heures sur une petite route de terre au sud de Boa Vista, traversant une partie de la terre Yanomami. Davi arbitrait un différend sérieux entre deux *aldeias*, qui avait commencé par un malentendu et avait déjà causé un mort. Il parle à l'une des parties, puis à l'autre, puis passe au marché du village le plus proche pour apporter de la nourriture à d'autres Indiens. Une journée intense et très fatigante, mais que Davi conçoit comme faisant partie de son travail. Le jour suivant est plus tranquille, passé à converser la majeure partie du temps au siège de la Hutukura, au bord de l'énorme et magnifique Rio Branco, qui traverse Boa Vista.

À la fin de cette rencontre, il nous apparaît que personne n'interagit avec la nature aussi bien que les peuples qui sont nés en son sein depuis qu'ils existent sur la planète. « Protéger tout cela n'est pas seulement la priorité de l'Indien, c'est la priorité pour tout le monde », affirme Davi avec sa franchise Yanomami, dans un même mouvement dérangeante, catégorique, et avec laquelle il est difficile de ne pas être d'accord. « Nous parlons, mais les Blancs ne veulent pas écouter, non. Nous devons prendre soin de notre pays, et de tout le reste. La planète, il n'y en a qu'une, il n'y en a pas d'autres. Si on détruit celle-là, si on détruit tout, est-ce qu'on va pouvoir en changer ? »

### **Revista Trip : En quoi consiste votre travail de défense du peuple indigène ?**

Davi Kopenawa : L'essentiel est l'association Hutukura Yanomami [dont Davi est le fondateur et le président], qui existe depuis huit ans. J'ai pensé et rêvé pour créer l'Hutukura. Elle n'a pas de lien avec la Funai, et elle défend la terre, la santé, la culture et le droit du peuple Yanomami. Et pas seulement du Roraima.

### **Elle aide donc aussi les communautés Yanomami du Venezuela ?**

Oui, ils sont mes parents. Je les connais et je parle en leur nom, mais nous ne travaillons pas là-bas, nous apportons un appui de loin. Leur situation est bien pire qu'ici. Le Venezuela ne protège pas le peuple Yanomami. Ils ont une terre où vivre, mais elle n'est pas préservée, le gouvernement de là-bas ne le veut pas, et on y trouve donc bien plus d'extraction illégale qu'ici.

## **Et quelle est la différence entre la façon dont le peuple indigène voit la terre et la façon dont les autres la voient ?**

Nous sommes très différents. Le peuple de la terre est différent. *Napë*, le non-Indien, ne pense qu'à extraire des marchandises de la terre, à laisser croître la ville. Pendant ce temps-là, le peuple de la terre continue à souffrir. Regarde tout autour [*il montre le territoire Yanomami au sud de Boa Vista, que nous sommes en train de traverser*], tout est abattu. L'éleveur déforeste pour élever du bétail, il le vend pour que d'autres le mangent et il gagne de l'argent. Et puis il prend l'argent et continue à déforester, à élever du bétail, à créer d'autres exploitations... Le *Napë* ne pense qu'à l'argent, à vendre plus de bois ou d'autre chose, à faire du commerce avec les autres pays. Nous pensons différemment. La beauté de la terre est importante pour nous. Ce que la nature a créé doit être préservé, on doit en prendre grand soin. La nature apporte beaucoup de joie, la forêt est très importante pour nous. La forêt est une maison, et elle est beaucoup plus jolie que la ville. La ville est comme du papier, comme cette voiture, là : blanche, on dirait un papier jeté par terre. La forêt n'est pas comme ça, elle est différente. Verte, belle, vivante. Je me demande... Pourquoi est-ce que l'homme blanc n'apprend pas ? Pourquoi allez-vous à l'école ? Pour apprendre à détruire ? Notre conscience est différente. La Terre est notre vie, elle remplit nos ventres, elle est notre joie. C'est bon de la sentir, de la regarder... C'est bon d'entendre chanter les *araras*, d'entendre les arbres, la pluie.

## **L'extraction illégale est-elle le principal problème des terres indigènes dans le Roraima ?**

Oui, ici il n'y a pas trop de forestiers, on retrouve plutôt de l'extraction. Mais il y a aussi des agriculteurs, il y en a même sur cette route [*la Diametral Norte, route de terre qui traverse cette partie du territoire Yanomami*]. Il y a de l'extraction d'or et de diamant. Dans la communauté Erico et à Surucucu c'est seulement de l'or. Mais c'est pire à Homoxi, Xidei et à Maloca Paapiu : c'est le cœur de l'extraction illégale. Et dans le haut du Rio Catrimani aussi [*localités situées en territoire indigène*].

## **Et la situation a-t-elle toujours été ainsi ? Les gouvernements n'ont-ils jamais rien fait pour y remédier ?**

Les choses allaient mieux sous le gouvernement Collor, il a expulsé quarante mille *garimpeiros* [travailleurs de l'extraction illégale, NdT] de la terre Yanomami, il a dynamité plus de cent pistes d'atterrissage [*d'avions clandestins*] et a fixé les limites de notre territoire. Mais il l'a fait parce qu'il a subi la pression d'autres gouvernements du monde entier, c'était l'époque de la conférence Eco 92. Et même alors l'extraction illégale ne s'est arrêtée que cinq mois. Ensuite, elle a repris. Cela arrive parce que le *garimpeiro* n'a pas de terre et qu'à la ville il n'y a pas de travail pour lui, alors il devient accro à l'extraction illégale en terre indigène. Le gouvernement les expulse, mais il ne leur donne pas d'endroit où vivre, travailler, planter, élever du poisson ou du bétail... Et donc il revient.

## **Et les autres présidents ?**

Lula a pris le pouvoir et n'a rien fait pour les Yanomami, mais il a agi pour d'autres peuples, en créant la Raposa Serra do Sol [*une réserve de plus de 1,7 million d'hectares au nord du Roraima,*

où se trouvent les communautés Ingarico, Macuxi, Patamona, Taurepangue, Yarebana et Uapixana]. Je lui ai parlé deux fois, les yeux dans les yeux. Le gouvernement actuel [celui de Dilma Rousseff, NdT] ne fait pas grand-chose non plus, alors je continue à lutter. Le problème c'est que chaque gouvernement botte en touche et lègue ce problème au suivant, ainsi personne ne fait jamais rien. C'est comme une casserole sale. Si tu ne la laves pas, les autres ne la lavent pas non plus, et les choses ne font qu'empirer.

**Votre premier contact avec les Blancs a été avec des pasteurs, avec eux vous avez appris le portugais. Comment cela s'est-il passé, et qu'en est-il aujourd'hui de la présence des églises dans les communautés ?**

Elle s'est affaiblie, elle a diminué. L'Église que j'ai connue et vue, ce sont les croyants, les pasteurs d'Angleterre, des USA et du Canada qui sont arrivés dans ma communauté et sont restés pour vivre avec nous, prêchant l'évangile aux Yanomami, mais on ne comprenait pas. J'étais petit, j'avais dix ans. Le pasteur est arrivé avec sa femme et son fils, il a appris notre langue et a commencé à donner des cours de religion, à lire la bible en Yanomami. Au début je trouvais ça intéressant. Il disait que Dieu les avait envoyés chez nous, qu'il les avait envoyés pour nous aider à ne pas nous battre, à ne pas faire la guerre et à ne pas pécher.

**Et en quoi consistait le péché, selon eux ?**

Je ne sais pas trop au juste ce qu'est le péché... ça veut dire qu'on ne peut pas, apparemment... Ils disaient qu'on ne devait pas se battre, ni mentir, ni avoir des amoureuses.

**Mentir et se battre, ça va, mais pas d'amoureuse c'est difficile, hein ? [rires]**

Oui, tous les êtres humains ont des amoureux. Mais ils disaient qu'il devait en être ainsi, parce que Jésus allait revenir sur terre et qu'on irait tous aux cieux.

**Mais ce n'est pas ce que vous croyez, n'est-ce pas ?**

C'est Oman [*divinité indigène*] qui a tout créé. Et quand la terre est apparue, l'homme de la forêt est apparu lui aussi. Nous sommes tous les fils d'Oman, il est là, mais personne ne le voit. Le gouvernement fédéral prétend par exemple que ce qui est sous terre lui appartient, mais je n'y crois pas. Je suis Yanomami, fils de Yanomami, comment pourrais-je croire que le gouvernement est maître de tout ce qu'il y a sous terre ? Ce sont eux qui ont inventé ça. Mais nous connaissons le maître de la terre.

**Vous avez laissé tomber les pasteurs et êtes revenu à Oman ?**

Le pasteur voulait en finir avec notre *pajelança*, il voulait mettre l'évangile à la place du *pajé*. Au début j'y croyais, mais ensuite j'ai grandi ; j'avais entre 15 et 20 ans, et j'ai découvert que le pasteur avait fait ce qu'il interdisait à tout le monde de faire : il avait péché. Il a eu une amoureuse indienne et ça ne m'a pas plu. Il disait que c'était pécher, et il a péché. Il est sorti avec ma cousine. Alors je lui ai dit : « pasteur, tu es un grand menteur, tu te trompes, je ne crois plus en toi ». À partir de là, j'ai commencé à penser un peu mieux et je suis revenu à mon créateur Oman. Je l'avais presque oublié, je n'y croyais presque plus... Aujourd'hui je ne veux plus d'évangélistes dans mon peuple, je n'accepte pas qu'ils viennent évangéliser. Mais il y a des communautés qui ont un pasteur, un prêtre.



## **Après cela, plus tard, vous avez fini par devenir pajé...**

Je n'ai pas connu mon père, il est mort de maladie quand j'étais petit, d'après ce que ma mère m'a dit. Depuis tout petit j'ai souffert avec mon peuple. De nombreux parents sont morts de la rougeole, de la malaria, de la tuberculose, des maladies de Blancs qui tuent encore aujourd'hui. Mon frère, mon grand-père, ma tante sont morts... Ça m'a révolté contre l'homme de la ville. Mais je suis protégé par le Grand Pajé, alors j'ai survécu et j'ai commencé à me battre. *[Après l'épisode avec les pasteurs]*, j'ai commencé à parler avec mon grand pajé, qui s'appelle Lourival et qui est mon beau-père. Il est encore vivant, il vit dans l'*aldeia*. J'avais besoin de la force de la nature. Alors j'ai passé un mois pendant lequel je n'ai rien pris d'autre que de la *yãkoãna* *[plante hallucinogène administrée par les pajés]* jusqu'à pouvoir rêver. J'ai rêvé du Xabori, l'esprit de la forêt, et ça a été très bon. Il est ma racine et il m'a dit de rester avec lui.

## **Vous faites des travaux de guérison, des rituels ?**

...Oui, je fais des travaux de guérison avec la *yãkoãna*. J'appelle le Xabori et il reste à mes côtés, et je guéris mes fils, ma femme, mes frères. Je n'utilise la *yãkoãna* que pour illuminer, pour pouvoir voir. C'est comme ça que nous autres *Pajés* l'utilisons, c'est la tradition.

## **Et avez-vous déjà pratiqué d'autres rituels chamaniques avec d'autres plantes, comme l'ayahuasca ?**

J'ai déjà expérimenté l'*ayahuasca*, c'était intéressant, j'ai beaucoup appris. Mais c'est très fort, vous en prenez cinq verres et vous restez longtemps *[sous l'effet de l'hallucinogène]*. Avec la *yãkoãna* c'est plus rapide, même si vous en prenez dix inhalations *[un mélange de l'herbe est soufflé dans le nez par une autre personne, avec une longue paille]*. Mais si vous prenez trop d'inhalations, vous tombez par terre, et vous commencez à vomir, à vous déféquer dessus...

## **Demain vous partez pour la conférence Rio+20, qu'espérez-vous de l'évènement ?**

J'espère un miracle *[rires]*. C'est le gouvernement le grand patron, et si le gouvernement ne donne pas d'ordre pour aider le peuple indigène, ça ne sert à rien. L'invasion de nos terres dure depuis plus de 500 ans et elle continue.

*[Après la conférence Rio+20, nous parlons de nouveau à Davi, cette fois par téléphone. Il a participé à quelques rencontres, par exemple à huis clos entre le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon et 12 leaders indigènes brésiliens. Il n'en est pas ressorti très heureux : « pour sauver la planète, les Blancs doivent changer leur manière de penser et d'agir. Je suis venu à la conférence parce que les peuples de la forêt peuvent aider à réaliser ce changement. Mais peu de gens se sont intéressés à ce que j'avais à dire »].*

## **Les terres indigènes représentent près de 13 % du territoire national et pratiquement la moitié de l'Amazonie. Certains pensent qu'avec l'accroissement de la population mondiale, ces grandes étendues commencent à attirer l'attention du marché, des Blancs. Vous le sentez ?**

J'y pense depuis longtemps. Le Blanc... je n'aime pas dire « blanc » tout le temps, je les appelle les *Napë*. Donc, le *Napë* se développe beaucoup, la ville croît, et il est aussi venu beaucoup de gens de l'étranger. En Europe il n'y a plus de terre, alors ils sont venus ici, et ça ne fait qu'augmenter la population du peuple non-indien. Nous sommes inquiets, c'est un problème sérieux. Beaucoup de

gens se sont habitués à ces choses-là [*il touche l'alliance du reporter*], ils veulent de l'or, de l'argent et des pierres précieuses. Et de la bonne terre pour faire des briques, prendre du bois... Ce que la nature avait mis sous la terre est devenu comme une jeune femme. Tout le monde veut la voir, tout le monde la veut dans son lit. Ils disent aussi que ça appartient au gouvernement, mais le gouvernement n'a rien planté, non, c'est la nature qui a mis tout ça ici. La surface de la Terre est faite pour que l'Indien cultive sur brûlis, qu'il plante du manioc, des bananes, de la canne à sucre... Tout ce qui fait l'alimentation indigène. Mais le Blanc veut extraire la marchandise de la terre, ça fait longtemps que j'ai appris qu'il pense comme ça. Le *Napë* ne veut pas préserver la nature, prendre soin de la terre. Il ne pense qu'à détruire, à prendre la richesse de la forêt, à faire commerce du bois avec les pays où il n'y en a pas. Et il y a aussi le problème du braconnage et de l'extraction illégale. Tout est déjà dans le nom : *garimpagem*, faire des trous... Ils ont tué mon peuple pour de l'or et des diamants. Ils veulent faire des boucles d'oreille pour que leurs femmes soient belles et décorer leurs maisons, décorer les magasins, tout décorer... La pensée, le monde du Blanc tout entier est ainsi.

*La voiture passe devant l'entrée d'une exploitation agricole en territoire Yanomami].* **Que représente cette proximité des exploitations agricoles et des Blancs pour les Indiens ?**

Il y a beaucoup d'agriculteurs, de planteurs de riz, de soja. Dans le Xingu, par exemple, la terre Tikuna est encerclée par les cultures de soja. Et le soja est très mauvais pour la terre, il détruit les sources. Et les sources sont très importantes, pas seulement pour les Indiens, les sources des cours d'eau sont importantes pour tout le monde. Et maintenant, les fils du peuple de la terre ne grandissent plus comme avant, ils ne veulent plus vivre dans les communautés... Le Xingu change, ils quittent l'*aldeia* et vont à la ville. Ils y restent une semaine, ils s'habituent rapidement et ils ne veulent pas revenir.

**Pourquoi ne veulent-ils pas revenir, qu'est-ce qui les attire à ce point en ville ?**

Pour nous autres, le mode de vie urbain est très fort, il manipule notre pensée. La langue portugaise est un poison. C'est un poison qui entre dans la tête et fait oublier la communauté, la mère, le père... La ville détruit la pensée de la communauté. Là, on ne pense plus à la chasse, à la communauté, on ne pense à rien. Le jeune Indien ne s'intéresse plus qu'aux portables, à la télé, aux CD, aux jeux, à la fête, à la voiture, à internet. Une fois qu'il est pris dans le système, c'est fini, il n'y a pas de retour en arrière. Je le sais parce que ça m'est presque arrivé.

**Et comment avez-vous réussi à éviter les tentations de la ville ?**

Je voulais être blanc. Je suis Yanomami, mais je me suis dit : je veux devenir blanc. Je suis dans la rue, je sais utiliser un vélo, je sais conduire. Je regarde la télé, je mange de la nourriture « en plastique » en utilisant une cuillère, une fourchette, etc. J'avais à peu près 14 ans, j'étais jeune, cela remonte à quand j'ai passé un an ou deux à Manaus. J'habitais dans la maison d'un ami et je trouvais ça bien, je ne voulais pas retourner à l'*aldeia*. Je me disais même : « je vais me chercher une femme blanche ». Mais mon ami me disait : « écoute, Davi, ici à la ville c'est différent, ne crois pas que tu vas te marier. La femme blanche est difficile, elle veut sa maison à elle, sa voiture, son portable, sa télé, ses habits neufs, de l'argent sur son compte en banque ».

### **Et êtes-vous sorti avec des femmes blanches ?**

Non, jamais.

### **Et comment êtes-vous rentré à votre *aldeia* ?**

La Funai m'a ramené chez moi. Je suis allé les trouver, mes frères me manquaient trop et je voulais vraiment rentrer. L'ami avec qui je vivais m'a conseillé de rentrer. Après, je suis revenu de temps en temps en ville, parce que je suis devenu interprète pour la Funai, ils m'ont donné un emploi pour travailler avec mon peuple. Aujourd'hui je n'ai plus de doute : je suis Yanomami. Je peux bien utiliser des vêtements, des chaussures, mais mon âme est véritablement Yanomami. Elle n'est pas fausse.

### **Davi, nous parlons ici de destruction, de problèmes... Est-ce qu'il n'y a pas consensus pour sauver la terre ?**

Comme il n'y a pas d'autre Terre, notre peuple est un lui aussi, nous et vous. Alors il faut s'asseoir et discuter. Discuter ensemble pour décider comment vivre avec notre planète et notre pays, qui est si riche, si beau et qui dispose d'eau propre. Mais l'homme de São Paulo, de l'Angleterre ou des États-Unis ne veut pas entendre parler de garder la terre en vie, la forêt debout. Il veut tout abattre et en faire des marchandises. Il faut pourtant penser au futur, à ce qui va arriver aux générations futures, ou bien d'ici cent ans notre planète sera comme un terrain de football, sans arbres, sans oiseaux et sans eau propre, sans beauté et sans Indiens. Et quand il n'y aura plus ni Indien ni forêt, cela sera la fin du monde.

### **Et comment vous imaginez-vous la vie du peuple indien au cours des prochaines décennies ?**

Je pense que le pire va arriver. Le peuple de la terre va souffrir. On ne tiendra même pas cent ans, le peuple indigène est encerclé. Mes fils sont encore là, mais mes petits-fils, les Blancs essaieront de les acheter. Le non-Indien sait tromper, mentir. Il va vouloir faire ami-ami, dire que l'Indien doit changer pour que les choses s'arrangent. Mensonge. Le Blanc qui a de l'argent s'en sort bien. Celui qui n'en a pas s'en sort mal. Sans leader et sans terre, l'Indien souffrira plus qu'aujourd'hui, il va commencer à apprendre le portugais, à aimer la ville. L'Indien se laisse prendre facilement, il n'a pas de résistance pour défendre sa culture. Aujourd'hui nos fils vont déjà à l'école, ils utilisent des vêtements, ils se coupent les cheveux comme vous, mettent du parfum, se servent de portables... Alors oui, le futur m'inquiète.

### **Vous ne voyez aucun espoir ?**

Je ne vois de l'espoir que s'il apparaît un leader traditionnel. Pour garantir notre survie, il faut un leader dans l'*aldeia*. Un leader indigène qui vit à la ville ne va pas s'occuper de son peuple, non. Mon espoir, c'est qu'il en vienne d'autres comme moi, comme Raoni, Aílton Krenak... Des leaders communautaires pour continuer à défendre, à se battre et à communiquer.

### **Avez-vous rencontré ces autres leaders indigènes, comme le cacique Raoni ?**

Je considère Raoni comme mon oncle. Nous sommes amis. Il habite à Altamira, il est Kaiapó. Je l'ai connu quand j'ai commencé à lutter et que j'ai été invité à une rencontre de leaders indigènes à Brasilia, et là j'ai fait la connaissance d'autres leaders comme lui, Aílton Krenak, Álvaro Tukano, Paulinho Paiakan.

### **Et des Indiens en politique, comme le cacique xavante Mário Juna, ça manque ?**

Juruna a été député fédéral, mais il n'a pas fait grand-chose. Il a été élu par des Blancs. Si ça avait été par les Indiens, par les parents, il aurait tenu plus longtemps. Je pense qu'on l'a acheté. C'est bien d'avoir des Indiens en politique, mais il faut que ce soit des Indiens pour de vrai, de l'*aldeia*. Quelques parents Macuxi et Wapixana ont essayé de se faire élire, mais ils n'ont pas réussi. J'ai moi-même pensé à me porter candidat, mais je n'aurais pas eu l'argent pour me déplacer en voiture et faire campagne. J'aurai été candidat pour le PT.

### **Vous pensez être candidat lors de prochaines élections ?**

J'y pense, mais je n'en ai pas trop envie, non. J'aimerais bien être ami des politiques, mais ils ne veulent pas... Alors je vais continuer à leur casser les pieds. *[rires]*

### **Votre histoire est peu commune, votre quotidien également. Vous êtes né à la frontière avec le Venezuela, vous y vivez encore aujourd'hui, mais vous passez du temps en ville, vous voyagez en Europe... Comment faites-vous pour maintenir vos racines ?**

Ma maison est dans le Demini *[zone montagneuse du territoire Yanomami, entre le Roraima et l'Amazonas]*, c'est là que j'habite. Je passe un ou deux mois par ans à Boa Vista. S'il n'y a pas de problème de *garimpo*, de santé, d'invasion. S'il y en a, je reste plus longtemps pour les résoudre, mais quand vient le moment je rentre toujours à l'*aldeia*. Ici, la Hutukura est comme une ambassade Yanomami qui représente notre peuple auprès des Blancs. Avant, l'homme blanc regardait l'Indien de haut pour lui parler ; maintenant, c'est d'égal à égal, c'est pour ça qu'est née l'association Hutukura Yanomami. Pour se battre mieux, parler aux journalistes, parler à la télévision, diffuser des documents à envoyer aux autorités.

### **Comment venez-vous depuis votre *aldeia* jusqu'ici ?**

En avion monomoteur. Ça prend environ deux heures. On peut le faire en bateau aussi. Vous partez d'ici, puis il faut descendre jusqu'à Caracaraí par le Rio Branco. Puis il faut aller jusqu'à Barcelos, remonter le rio Negro, et continuer jusqu'à chez moi. Ça prend une dizaine de jours.

### **Vous avez parlé de votre inquiétude quant au futur de votre peuple. Et le futur de l'homme qui vit dans la grande ville, comment l'imaginez-vous ?**

Il va mourir. La ville est une bagarre. Une bagarre entre Blancs. Ils volent, il n'y a pas d'endroit pour travailler, rien à manger... Il va commencer à souffrir, à se battre, à tuer des proches. Et puis il va vouloir acheter des coins de forêt, se développer par là. C'est déjà ce que fait le Blanc, depuis des centaines d'années. Il va penser : la terre indigène est très grande, allons la prendre. Il va arriver avec les tracteurs, les grosses machines. La machine va arriver comme un grand serpent qui avale tout. Il n'y a pas que l'Indien qui va mourir, non, tous les Brésiliens vont y perdre, la destruction va avaler tout le monde, elle va raser la forêt. Il n'y aura plus ni arbre, ni oiseau, ni eau propre, rien... Vous allez vous battre pour l'eau.

### **Beaucoup de gens se demandent : « mais pourquoi les Indiens ont-ils besoin d'autant de terre ? »**

Ils disent toujours ça. D'abord, nous aussi nous avons besoin de croître. Si le gouvernement s'occupe de notre santé, notre population s'accroît. Ensuite parce que nous sommes nomades, c'est la coutume. Quand j'étais petit, on habitait quatre endroits. On passe un an ou deux quelque part, puis la terre et le gibier donnent moins et l'Indien s'en va. Le Blanc ne bouge pas, il laisse la ville se développer. Il dit : « pourquoi l'Indien a-t-il besoin d'un grand territoire ? Il ne produit pas ». Mais notre terre n'a pas besoin de produire. Pour vendre quoi ? Et où ? Tout est déjà produit depuis longtemps : le gibier, les poissons, les rivières, les arbres, tout est là pour que l'Indien puisse vivre, il y a même les remèdes.

**Le peuple indigène vit dans la forêt depuis toujours. Dans cette grande proximité avec les animaux, y a-t-il des choses que vous avez apprises d'eux ?**

Nous avons l'*aldeia* et nous chassons, et eux aussi chassent et ont un endroit où vivre. Pour faire nos huttes, nous utilisons le savoir traditionnel, nous prenons des feuilles, des lianes et nous les construisons. Et la maison du jaguar ? Il cherche dans la pierre un bon trou pour y vivre. Le singe fait pareil. Et le hocco ? Il vit dans les arbres, parce que c'est là que la nature veut qu'il vive. Le poisson, c'est la même chose, il reste dans la rivière. Le jabuti, l'agouti, tous les animaux sont comme ça, ils ont leur maison dans la nature comme nous. Vous aussi, mais c'est différent. Vous avez des lits, des frigos, des congélateurs, des téléphones, des toilettes pour déféquer à l'intérieur de la maison, une douche pour vous doucher à l'intérieur de la maison, ce sont des coutumes très différentes. Nous nous lavons dans la rivière.

**Vous avez noté un changement dans le climat ?**

Les gens parlent de pollution, disent que le changement climatique arrive, qu'il pleut ou qu'il ne pleut pas, qu'il fait plus chaud... Tout ça, ce sont les erreurs du Blanc qui se manifestent. La population augmente, le nombre de voitures, d'avions, d'usines, la quantité d'huile. Ici à Boa Vista il y a quelques années, on a eu une sécheresse comme on n'en avait jamais vu. Beaucoup d'arbres sont morts dans la forêt et ils ont fini par déforester. Je pense deux choses : ou bien nous allons mourir de chaud, ou bien nous allons mourir noyés. La femme de la télévision dit où il pleut ou non et dit que c'est naturel, mais le peuple n'y croit pas. Une fois, le fleuve a cru, et ils sont venus demander ce que Davi en pensait. Je n'en pense rien, c'est vous qui pensez, ce sont vos erreurs, je suis Yanomami et je défends le pays, c'est vous qui empoisonnez l'air.

**Je ne suis pas indigène et j'ai un fils d'un an et demi. Qu'est-ce que vous me recommandez de lui apprendre ?**

Vous devez apprendre à votre petit garçon quel est le bon chemin. Il y a de nombreux chemins, mais il doit apprendre à protéger son pays. Ce n'est ni vous ni moi, c'est lui qui va protéger le Brésil. Alors il faut le mettre dans une école avec un bon professeur, pour qu'il puisse apprendre que ce qui est bon pour nous est bon pour vous aussi.

**On parlait de la boisson... C'est un des problèmes amenés par la proximité des hommes blancs ?**

La boisson est un problème global, pas seulement pour l'Indien. C'est l'un des pires problèmes que nous ayons en ville, dans les communautés, partout... Et ça ne finira jamais. Le peuple de la terre a

adopté la coutume, d'abord c'était le *caxiri* [boisson alcoolique indigène à base de manioc], maintenant c'est la bière, la *cachaça*.

*La chute du ciel*, la biographie de Davi Kopenawa publiée en français / Crédit : archives personnelles

**Et d'autres drogues, comme le cannabis, la cocaïne ou le crack, sont-elles arrivées jusqu'aux aldeias ?**

Peut-être dans d'autres peuples. Ici non, mais ça arrivera. Tant que l'Indien fréquente l'homme blanc, ça finira par arriver.

**Les Indiens ont une relation différente au temps. J'ai lu qu'il n'y avait pas de certitude sur votre propre âge, par exemple.**

Je ne m'inquiète pas de mon âge. Nous ne comptons pas, je sais plus ou moins. On dit que c'est 58 ans, mais c'est un calcul [approximatif].

**Vous ne fêtez pas les anniversaires, alors...**

Il n'y a pas d'anniversaire, de fête, de gâteau. Ça ne m'intéresse pas, ce qui m'intéresse c'est mon fils, mon petit-fils.

**Quelle est la principale leçon que nous autres *Napës* devrions apprendre de la nature ?**

La moitié de la population des non-Indiens écoute déjà, elle apprend, elle commence à parler de la préservation de la nature. Mais c'est encore trop peu. L'Indien doit parler plus et vous devez écouter plus. Nous devons lutter ensemble. Le plus important c'est d'être alliés, de ne pas avoir de préjugés, de ne pas être ennemis. Et de se souvenir que l'arbre n'est pas de la viande, il n'y a rien à faire ; l'arbre, il faut juste le laisser là où il est, il est déjà préservé.

*Soudain, un renard traverse la route devant la voiture, détournant l'attention de Davi, qui admira la scène. Rien à voir avec le moment où un tatou a traversé la piste, quelques instants plus tôt, aux cris de « écrase-le ! » de Davi et du chauffeur, tous deux l'œil sur la viande de l'animal].*

**Le tatou je sais que c'est bon, mais le renard, Davi ?**

[Riant] Le renard n'est pas très bon, mais par ici nous chassons le tapir, le pécarì, le hocco, l'arara, le perroquet, le jabuti, le paca, l'alligator...

**...Les serpents aussi ?**

Si on ne trouve rien d'autre, on mange du serpent.

**Et le jaguar ?**

Bien sûr ! C'est meilleur que le hot-dog !

---

Traduction : Jérémie Bonheure

Relecture : Lola Bearzatto

Lien vers l'article original : <https://revistatrip.uol.com.br/trip/entrevista-com-davi-kopenawa-yanomami>

Remerciements [de l'auteur de l'interview] : Moreno S. Martins, Marcos de Oliveira et tout le personnel de l'ISA ([socioambiental.org](http://socioambiental.org)), de l'association Hutukara Yanomami ([hutukara.org](http://hutukara.org)), et particulièrement Maurício Yekuana.

33333333333333333333333333333333

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1139&lang=fr>

**La France, sa Bombe, le monde et nous**  
**Lettre ouverte à Madame de Sarnez**  
**Présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale**

Saintes, le 12 octobre 2018

Madame la Présidente,  
la Députée,

Le 8 octobre 2018, vous étiez invitée sur La Chaîne Parlementaire, à l'émission « Droit de suite » intitulée : « La France : une voix qui porte ? ».

Au cours de cette émission, vous avez évoqué la perception que les étrangers ont selon vous de la France comme porteuse des valeurs « Liberté, Egalité, Fraternité ». Peu après, vous avez ajouté qu'elle était aussi perçue comme « puissance nucléaire », ce que vous sembliez considérer comme un élément de prestige supplémentaire porté à son crédit.

Permettez-moi de vous dire que ces deux perceptions sont contradictoires et s'entrechoquent dans l'esprit des étrangers comme dans la réalité. Comment peut-on à la fois proclamer son attachement à la liberté, l'égalité, la fraternité et se déclarer prêt à massacrer des milliers ou des millions de personnes (tout en se réservant le privilège de ce « droit » exorbitant) ? Il y a une contradiction absolue entre ces deux attitudes. Les étrangers ne sont pas dupes d'un tel double langage, comme j'ai pu le constater depuis près de vingt ans que je fréquente les ONG et les diplomates de l'ONU oeuvrant au désarmement nucléaire. Ils évoquent avec affliction, amertume ou sarcasme, l'attitude « des Français » -c'est-à-dire des diplomates français- en la matière. Ils savent bien que la France est à la pointe du combat non pas *pour*, mais *contre* le désarmement nucléaire.

La France a beau, dans ses discours et ses brochures, se poser en modèle de puissance désarmante, les « gestes » qu'elle invoque comme preuves de cette volonté ont tous été motivés par des considérations de pure opportunité technique, politique ou financière.

Ainsi, l'envoi à la casse des missiles Pluton puis Hadès résulte du fait que ces missiles étaient politiquement inutilisables. En raison de leur portée limitée, ils tombaient tous nécessairement sur le territoire ouest ou est-allemand - perspective qui révoltait nos alliés de RFA. Inutilisables, ils l'étaient aussi militairement. Car leur emploi en cas d'attaque soviétique n'aurait eu d'autre effet

que d'attirer sur la France une réplique atomique d'un niveau au moins égal et vraisemblablement supérieur, comme l'état-major des « Bleus » le réalisa au cours des manœuvres que le président Giscard d'Estaing fit tenir en mai 1980, en zone allemande d'occupation française. En clair, ces missiles ne servaient à rien, sauf à plaire un peu aux « biffins », beaucoup au lobby militaro-industriel, et à nous brouiller avec nos amis allemands. Les déclarer « préstratégiques » plutôt que « tactiques » n'y changea rien. On dut s'en séparer.

De même, la fermeture du plateau d'Albion et le démantèlement des missiles « stratégiques » qu'il abritait résultent du fait que ces missiles, qui nous ont coûté horriblement cher, étaient voués dès l'origine à l'obsolescence et à la destruction : il fallut bientôt « durcir » leurs têtes, mais surtout, dûment localisé, leur site aurait certainement fait, en cas de conflit réel, l'objet de frappes préemptives les empêchant de sortir de leurs silos ou perturbant leur programmation par l'effet électromagnétique ; de sorte qu'on cessa leur production après 18 unités au lieu des 27 programmées, pour finir par les envoyer tous à la casse et renoncer définitivement à la « composante terrestre », tant « stratégique » que « tactique » ou « préstratégique », de notre « force de frappe ».

De même, la fermeture du Centre d'Expérimentation du Pacifique résulte du fait que le CEP, terriblement onéreux, ne servait plus à rien après la mise au point du programme de simulation. C'est l'argument invoqué par Jacques Chirac pour justifier à la fois la reprise des essais après le moratoire prononcé par François Mitterrand sous la pression internationale, et leur interruption après une dernière salve, d'ailleurs écourtée, suite au tollé et à la même pression internationale. De 10 à l'origine, puis 8, ces essais tous jugés « indispensables » s'arrêtèrent à six. Mais après cela, la France pouvait se permettre de signer et de prôner le Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires (TICE, TICEN ou CTBT), destiné à interdire aux autres ce dont elle n'avait plus besoin.

De même, la fermeture des installations de production de matériaux fissiles à usage militaire s'explique par le fait que la France en a bien plus qu'il ne lui en faut et dispose d'assez de plutonium pour fabriquer encore plusieurs milliers de bombes. D'où également son insistance vertueuse à soutenir le projet de traité « cut off » sur les matières fissiles, qui interdirait aux autres pays de se procurer ce dont elle-même est déjà abondamment pourvue.

Ces « gestes », et tous les autres sans exception, comme la réduction du nombre de "têtes nucléaires", n'ont jamais été qu'un moyen de « faire de nécessité vertu », sans jamais renoncer à l'essentiel : notre capacité mortifère, supposée dissuasive, et conçue pour durer *ad libitum*. Nous sommes au demeurant pétris de convivialité, comme en témoigne notre règle fameuse de « stricte suffisance » : nous nous contenterons de pouvoir faire un petit milliard de morts, preuve s'il en est de nos sentiments fraternels.

Parallèlement à tous ces faux-semblants, la France n'a cessé de renvoyer aux calendes grecques l'application de l'article 6 du TNP, ce traité entré en vigueur en 1970 auquel elle a fini par adhérer en 1992, et cet article par lequel elle s'est engagée à négocier l'élimination de tous les arsenaux nucléaires, le sien compris.

C'est elle par exemple qui, dès la prise de pouvoir de M. Hollande, a soutenu le refus des Etats-Unis de retirer leurs bombes stationnées dans quatre pays de l'Union Européenne ; elle qui a signé avec le Royaume-Uni, sous M. Sarkozy, le traité de Londres dit « Teutatès », prévoyant 50 ans de



coopération nucléaire franco-britannique pour l'entretien et le renouvellement de nos arsenaux respectifs ; elle qui a battu le rappel de ses alliés anglo-américains et de ses « clients » francophones, pour boycotter la négociation à l'ONU du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires ; elle enfin qui, le 7 juillet 2017, le jour même où 122 Etats non dotés d'armes nucléaires votaient pour ce traité, incita les Etats-Unis et le Royaume Uni à publier un communiqué commun déclarant que ces trois Etats ne le signeraient jamais.

Si la France avait au contraire pris part aux négociations du TIAN et encouragé les autres Etats nucléaires à en faire autant – la Chine, l'Inde, le Pakistan, avaient donné des signes d'ouverture en s'abstenant sur la résolution L41 qui décidait de ces négociations ; la Corée du Nord avait même voté pour !- ce traité aurait pu déboucher sur un processus d'élimination concertée et contrôlée des armes nucléaires, au lieu de ne proposer aux Etats dotés d'autre perspective que celle d'un désarmement unilatéral, bien difficile à accepter par eux. C'est la raison pour laquelle la France s'est si vigoureusement opposée aux négociations et à leur résultat : elle ne veut en aucun cas se priver de son fétiche atomique, *même dans le cadre d'un désarmement multilatéral, universel, intégral et contrôlé !*

« Liberté, égalité, fraternité », dites-vous ? On aimerait bien. Mais quelle duplicité dans la « posture » française !

Nos concitoyens, pas plus que les ressortissants étrangers, ne sont dupes du double langage de nos dirigeants, comme le prouve l'enquête conduite à la demande d'ACDN par l'IFOP en mai 2018 (Cf. P.J.). A 85 %, les Français veulent mettre un terme à cette politique qui fait d'eux les complices et les victimes potentielles de crimes contre l'humanité. Et ils veulent pouvoir le dire *par référendum*, car ils n'ont jamais été consultés à ce sujet.

La France conforterait grandement son image vacillante de « patrie des droits de l'Homme » si elle conformait sa politique extérieure et de défense aux valeurs qu'elle proclame. Au lieu de le contrer par tous les moyens, elle devrait prendre la tête d'un processus d'abolition des armes nucléaires et radioactives. C'est son devoir, son obligation juridique, et c'est ce que les étrangers les mieux disposés à son égard attendent d'elle.

Si vous en doutez, permettez-moi de vous renvoyer au site d'ACDN ([www.acdn.net](http://www.acdn.net)) et à un article écrit en 2013 par Peter Low, professeur de français à l'Université de Canterbury (Nouvelle-Zélande), grand ami de la France, fin connaisseur de notre langue et de notre culture : [La France comme obstacle à l'abolition des armes nucléaires](#). L'essentiel, hélas toujours d'actualité, y était dit en conclusion :

« Un gouvernement français cherchant des applaudissements de l'étranger devrait renoncer à certains projets actuels (développement de sous-marins, de missiles, de têtes nucléaires...), mais il devrait surtout exercer son influence sur les gouvernements US, britannique, russe et chinois pour mettre en place de vraies négociations pour un vrai désarmement nucléaire multilatéral - conformément à ses obligations sous le TNP, dont le texte a été approuvé par presque toutes les nations de l'ONU. Nous attendons cela depuis plus de 40 ans ! Les Français devraient pousser leur gouvernement à s'y engager, par exemple au moyen d'un référendum comme celui proposé par ACDN, que pour ma part j'approuve et que j'ai soutenu en écrivant au président de la République Française. »

Madame  
Madame la Présidente,

la

Députée,

Selon un proverbe français, « il n'est jamais trop tard pour bien faire ». C'est souvent vrai, mais pas toujours : une fois survenue la catastrophe, il n'est plus temps de prendre les mesures qui auraient permis de l'éviter. Par une série de chances inouïes, comme en octobre 1962 pendant la crise des missiles de Cuba ou à Moscou dans la nuit du 26 septembre 1983, nous avons jusqu'à présent échappé miraculeusement à la catastrophe atomique. Mais les miracles ne sont pas garantis *ad vitam aeternam*.

Le 25 septembre 1961, un an avant la crise de Cuba qui faillit précipiter le monde dans une guerre nucléaire -la véritable « der des ders », qui est encore devant nous-, le président John F. Kennedy déclarait devant l'Assemblée générale de l'ONU : "Aujourd'hui, chaque habitant de cette planète doit envisager le jour où elle cessera d'être habitable. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant vit sous une épée de Damoclès nucléaire suspendue à un fil qui peut être coupé à tout moment par accident, erreur de calcul ou geste de folie. Ces armes de guerre doivent être abolies avant qu'elles ne nous abolissent." 57 ans plus tard, nous en sommes exactement au même point, à ceci près que l'équilibre du monde est encore plus instable aujourd'hui que du temps de la guerre froide. D'après les savants atomistes, depuis janvier 2018 nous ne sommes plus qu'à deux minutes de l'Apocalypse. Bien plus près que nous n'en étions à la fin des années 1980.

Il faut dire qu'en janvier 1986, Mikhaïl Gorbatchev lança le mot d'ordre : « Plus aucune arme nucléaire d'ici l'an 2000 ! ». Il n'eut malheureusement pas le temps de le réaliser, mais il put tout de même signer avec Ronald Reagan, en décembre 1987, le traité de Washington sur l'élimination des Forces Nucléaires Intermédiaires, qui libéra l'Europe des SS20 et des Pershing2 et qui, dans la foulée, aboutit deux ans plus tard à la chute du mur de Berlin. Pas moins ! Car, en plus de ses bienfaits directs, le désarmement nucléaire, avec sa règle de prudence : « Fais confiance et vérifie ! » a une vertu fondamentale : il transforme les « ennemis mortels » en « partenaires » prêts à coopérer et même obligés de le faire. Il nous fait passer d'une ère de rivalité, de défiance, de peur et de menaces existentielles à une ère de coopération, de confiance, de paix et de solidarité, permettant de relever les défis auxquels l'humanité toute entière se trouve confrontée. *Il change l'air du temps*.

Ainsi, que l'on approuve ou non leurs autres choix, il est urgent d'écouter les avertissements de ces deux grands hommes d'Etat, ces acteurs lucides que furent, en tout cas sur ce point, John F. Kennedy et Mikhaïl Gorbatchev.

C'est ce que nous vous suggérons, Madame, ainsi qu'à tous vos collègues du Parlement.

Fondée sur la menace d'exterminer des populations entières, la politique nucléaire de la France bafoue les droits de l'Homme, le droit international, les engagements de la France, la Constitution française, et le simple bon sens car il est illogique de défendre les valeurs républicaines, dont la fraternité, en menaçant de commettre des massacres ; illogique de lier les "intérêts vitaux" de la France à l'emploi d'armes fatalement suicidaires contre un pays qui en aurait aussi ; illogique de prétendre garantir sa sécurité par ces armes, tout en les interdisant aux autres ; illogique d'encourager ainsi leur prolifération, tout en prétendant la combattre ; illogique de vouloir faire des économies et de gaspiller des milliards dans des engins de mort inutilisables contre d'autres Etats

nucléaires, incapables de dissuader des terroristes, et tout juste susceptibles de tomber entre leurs mains.

Cette politique est enfin contraire à la démocratie, car le peuple français n'a jamais eu son mot à dire et l'on sait par un récent sondage que plus de quatre Français sur cinq répondraient OUI à la question : « *Voulez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives, et engage avec l'ensemble des Etats concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?* »

Vous pouvez, Madame, en tant que citoyenne, signer et soutenir *l'Appel à référendum* ci-joint, auquel j'emprunte mes dernières remarques.

Vous pouvez, en tant que Députée, signer avec nombre de vos collègues la Proposition Parlementaire de Loi visant à organiser un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et radioactives, que nous vous soumettons.

Vous pouvez sans doute aussi, comme Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, encourager la réflexion de la Commission sur cet aspect fondamental des relations internationales. La France ne s'en porterait que mieux, le monde aussi, nous semble-t-il.

C'est ce qui motivait ma missive, dont je vous prie d'excuser la longueur. Il fallait bien cela pour rétablir les faits.

Respectueusement et civiquement vôtre.

Jean-Marie Matagne

## **Juillet 2018**

<https://reporterre.net/Le-Manifeste-rassemblement-international>

### **Le Manifeste, rassemblement international, à Grande-Synthe (Nord)**

"Le Manifeste est un outil d'émancipation, d'éducation populaire et artistique dans l'héritage des valeurs de liberté conquises durant le XXe siècle. Face à un monde à la gouvernance opaque, il est le moyen d'ouvrir les yeux et les esprits, par l'échange entre les habitants et les artistes en dehors des valeurs marchandes et des orientations médiatiques."

Les débats de cette année sont axés sur les minorités sami, yanomami et la question des frontières. Avec Anne-Laure Amilhat-Szary, géographe politique, pour l'antiAtlas des frontières, Olivier Truc, journaliste-écrivain pour la question du peuple sami et le porte parole yanomami Davi Kopenawa pour la défense des peuples et des terres d'Amazonie.

<https://lemanifeste.com/>



« pouvoir », comme unique « responsabilité », de développer le capital humain que nous devenons. Il y en a – les petit-es gagnant-es de ce jeu – pour qui la carotte, la promotion, les likes, les loisirs suffisent à cajoler. Et il y a le reste : ce foutu reste qui ne croit pas et perd au grand jeu du devenir-marchandise de nos corps. Ce reste qui ne se laisse pas digérer. Ce reste-là, il faut le mater.

Donc, je reviens à nos perquisitions. Toujours accompagnées de multiples arrestations, détentions, contrôles routiers, intimidations..., elles ont donc pour but majeur – outre d’offrir un parquet aux dents du proc-monsieur Olivier Glady – de **DISTILLER LA PEUR**. Je dis distiller parce que la peur ça se donne par à-coups, ça s’inocule par doses successives, de plus en plus dangereuses. La peur ça doit s’insinuer partout. La peur de finir en prison, de finir tabassé, de finir en trombinoscope sur les tableaux de gendarmeries, de finir sur leur tableau de chasse, de finir séparé de ses ami-es, c’est-à-dire de sa famille. De la peur dans la rue, quand je marche d’un foyer à un autre. Dans les corps des habitants du coin, abreuvés au journal qui étale la « menace » des opposants. Derrière nos fenêtres, où passent toute la nuit les flics avec leurs projecteurs direct’ dans la cuisine ou la chambre. La peur encore dans nos canapés, derrière les rideaux, dans nos étagères, partout où leurs sales mains brutales et bureaucratiques ont ou pourront un jour farfouiller. De la peur encore dans nos lits, la nuit, où je ne rêve pas de sérial killers non, mais de flics, encore et encore de flics. De la peur partout, pire qu’un acarien, qui vous démange là, au fond de la gorge. Tout près, tout prêt, de la rage.

La peur ça doit vous rendre tout recroquevillé sur vous-mêmes, méfiant de tout, de tous et toutes, barricadé dans nos habitudes. Ça fait ça sur beaucoup de gens, à qui on a désigné le voisin comme étranger, le sans-pap’ comme criminel... Au contraire ici, dans cette maison que j’ai choisie comme foyer, on s’est forcément resserrés avec les amies, on a dormi dans la même chambre, on s’est confiés et rassurés. On a soigné notre force, la force ridicule en même temps qu’indestructible de nos liens.

## **Que pouvons-nous bien faire ?**

L’État nucléaire-militaire aimerait que je dresse un tableau tout noir de ce coin de Meuse. Vous, militant-es ou non, derrière vos écrans ou non, vous être censés avoir peur aussi, car il faut que vous restiez loin de ce qui se passe ici. Rien à voir. Sauf qu’**ici, il y a beaucoup, beaucoup plus à voir que de la peur.**

Il y a, tiens, ce concert extraordinaire qui a eu lieu près de Bure il y a quelques semaines J’y ai dansé comme un petit fou, comme dans un dédale de vagabondages. Et je n’étais pas seul. Encore avant-hier, avant que la maison où j’habite ne soit forcée, un ami en visite déclarait sa flamme au foyer où j’habite. Et je n’étais pas seul. Et un-e ami-e nous cuisinait justement un merveilleux plat, qu’iel a tenu à nous servir. Et je n’étais pas seul. Et les ateliers de clown auxquels j’ai participé, où l’on laisse effleurer nos fragilités et nos rires de gosses. Et le souffle chaud de l’ami qu’on serre fort dans ses bras. Et les cinquante crêpes préparées par d’autres pour le retour dans la Maison de résistance. Et les massages, les parties de tambour et les parties de tambouille. Les bouffes, les balades, les discut’, les fêtes, les actions, les manifs, les escales en bord de rivière. Tant qu’ils ne nous mettront pas tous et toutes en prison, tant qu’ils ne nous tueront pas, **ils auront du mal à briser ça**. Tant que nous ne devenons pas des Individus, je suis sauvé : je me sens invinciblement fragile.

Et vous qui habitez loin mais qui êtes scandalisé-es par ce qui se passe ici ? Que pouvez-vous faire ? Nous n'avons pas de consignes à donner. L'État nucléaire-militaire veut forcer la poubelle atomique à coups de grenades, d'argent sale et de barreaux : pour ça il doit briser et isoler les êtres-collectifs et les individus qui vivent encore là où devrait déjà pousser un désert de barbelés. Alors **il faut peut-être désenclaver Bure**. Ne pas les laisser croire que la lutte anti-CIGEO se fomenté dans quelques maisons. La faire surgir partout où la mort et la dépossession s'insinuent. Si partout des comités de lutte sont entretenus, des rassemblements et des actions de types infiniment divers sont menés, alors ils ne pourront plus asphyxier Bure. Ils auront beau s'acharner sur mon corps et notre liberté, je saurai qu'ils n'ont pu empêcher et ce sit-in là, et ce sabotage-ci, et cette occupation, et ce concert de soutien où des corps-plus-fous-que-moi ont dansé toute la nuit. Je ne regarderai plus autour de moi, là où j'ai peur, mais beaucoup plus loin. Au loin, là des ami-es que je ne connais même pas – encore ! – ont pris le bâton de relais, frappent le sol et surmontent des collines d'impuissance. Et la prochaine fois qu'une patrouille militaire me contrôlera, je regarderai au loin. Et je sourirai.

**P.-S.**

Nous appelons à des rassemblements de soutien partout en France et ailleurs mercredi prochain. Entre temps, d'autres nouvelles et infos arrivent. Evidemment tout geste/action de soutien est le bienvenu !

Plus que jamais, la situation est inédite, à Bure comme ailleurs l'étau se resserre, organisons nous !

%%%%%%%%%

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6476>

## **Nous n'arrêterons pas de filmer, nous n'arrêterons pas d'écrire**

vendredi 22 juin 2018 par [Gideon Levy](#)

Par Gideon Levy, 17 juin 2018. Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [Haaretz](#).

La Knesset pourrait agir non seulement contre la presse, mais aussi contre les groupes pour les droits humains et contre les Palestiniens, les derniers témoins dans les poursuites contre l'occupation.

Nous violerons cette loi fièrement. Nous avons l'obligation de violer cette loi, comme toute loi sur laquelle flotte un drapeau noir. Nous n'arrêterons pas de documenter. Nous n'arrêterons pas de photographier. Nous n'arrêterons pas d'écrire – de toutes nos forces.

Les organisations des droits humains feront la même chose et, comme elles, nous l'espérons, les témoins palestiniens, qui seront bien sûr punis plus que tout autre. Selon le projet de loi entériné dimanche par le Comité ministériel pour la législation [mais avec quelques demandes de changements dans la formulation], les individus documentant les actions des soldats [des Forces de défense israéliennes](#) en Cisjordanie peuvent être envoyés jusqu'à cinq ans en prison, dans certaines circonstances.

Une jolie initiative, M. le député à la Knesset Robert Ilatov, démocrate du célèbre parti de la liberté Yisrael Beiteinu. Votre projet de loi prouve justement à quel point les Forces de défense israéliennes ont quelque chose à cacher, ce dont elles doivent être gênées, ce qu'il y a à couvrir, au point que même la caméra et le stylo sont devenus leurs ennemis. Ilatov contre le terrorisme des caméras et Israël contre la vérité.

Au moment où la [police israélienne équipe ses agents de caméras-piéton](#), qui, selon elle, ont fait leurs preuves lorsqu'il s'agit de réduire la violence policière, Israël essaie d'enlever les caméras des [territoires occupés](#), la véritable arène de son déshonneur – pour que la vérité ne soit pas exposée et que l'injustice soit minimisée.

Sans caméras, l'[affaire Elor Azaria](#) n'aurait pas existé ; sans caméras, il y aura beaucoup plus d'Azarias. C'est exactement l'objectif de la loi : avoir beaucoup d'Azarias. Ce n'est pas que la documentation réussisse à empêcher quoi que ce soit. Les forces de défense israéliennes et le public ne s'excitent plus beaucoup sur les violations des droits humains et sur les crimes de guerre dans les territoires, et la plupart des journalistes n'y prennent plus non plus d'intérêt.

Quand on pense que briser des os avec une pierre en face des caméras d'une chaîne américaine a causé un scandale pendant la première intifada ! Aujourd'hui, personne n'est perturbé par de telles images ; on peut même douter, en fait, qu'on ferait l'effort de les publier. Mais les soldats israéliens ont appris à traiter la caméra et le stylo comme l'ennemi. Si nous présentions autrefois nos cartes de presse aux checkpoints, aujourd'hui nous les cachons pour que les soldats ne nous attrapent pas, avec tous nos méfaits. Un jour, nous avons même été arrêtés.

Couvrir l'occupation aujourd'hui implique déjà de violer la loi. Les Israéliens ont l'interdiction d'entrer dans la zone A [contrôlée par les Palestiniens] et les journalistes doivent « coordonner » leur entrée avec le bureau du porte-parole des forces de défense israéliennes. Mais parce que du journalisme sous coordination n'a pas de sens, sauf pour le journalisme des correspondants militaires en Israël, nous ignorons cet ordre ridicule, nous mentons aux checkpoints, nous fraudons, nous nous faufileons, nous utilisons des tactiques de contournement et nous allons partout en Cisjordanie.

Où étiez-vous ?, demande le soldat après chaque visite à Hébron. A Kiryat Arba. Qu'est-ce que vous y faisiez ? Nous y avons des amis. Parce qu'il n'y a qu'une poignée négligeable de journalistes qui prennent encore la peine d'y aller, les autorités ferment les yeux.

Mais la technologie et l'ONG B'[Tselem](#) ont donné naissance à un nouvel ennemi : des caméras vidéos qui sont remises à des volontaires palestiniens, et dans la foulée aussi des téléphones portables, dans les mains de chaque volontaire palestinien ou de Machsom Watch. Tout d'un coup, il est plus difficile de couvrir et de mentir. Tout d'un coup, il est impossible d'inventer facilement des couteaux et d'autres dangers imaginaires après chaque assassinat futile. Qui nous sauvera ? Ilatov et son projet de loi, qui a bien sûr reçu les encouragements d'un autre démocrate célèbre, le ministre de la Défense Avigdor Lieberman.

En 2003, quand les soldats des forces armées ont arrosé à balles réelles la voiture blindée avec des plaques d'immatriculation israéliennes que nous conduisions à Tul Karm, couverte de mentions « presse », la porte-parole des forces armées d'alors, Brig. gén. Miri Regev, avait demandé à





**MAI 2018**



### **NON AU SALON DE L'ARMEMENT ! APPEL À MANIFESTATION**

Rassemblement de contestation prévu le mercredi 13 juin

A partir de 14h, devant le salon de l'armement Eurosatory

Parc des Expositions Villepinte

Le Salon de l'armement Eurosatory est le plus important salon international de l'armement dans le monde : un espace mondial de capitalisation sur la guerre, la militarisation des frontières, les violences policières et la répression des populations. Cette année, il se tiendra en France du lundi 11 au vendredi 15 juin, au Parc des Expositions de Villepinte (93).

Plus de 55 états producteurs et acheteurs d'armes – notamment des états impérialistes et colonialistes comme la France, les États-Unis et Israël – seront présents, et au moins 1500 entreprises d'armement, dont une bonne part d'entreprises françaises. Le « salon » présenté comme voué à la « défense et la sécurité » a pour but d'exposer, promouvoir, vendre et fournir en technologies de pointe de guerre, de répression et de surveillance. C'est en ce lieu que seront signés et célébrés des contrats juteux qui accroîtront une production et une circulation d'armes, qui a atteint aujourd'hui un niveau inégalé depuis la fin de la guerre froide. C'est là où se joue la vie et la survie de millions de personnes dans le monde.

Ces armes sont notamment celles qu'on retrouve dans les mains de l'Arabie Saoudite, premier acheteur de la France, pour tuer au Yémen (depuis mars 2015, près de 10.000 morts).

Ces équipements de meurtre sont testés au cours des interventions impérialistes de la France en Afrique subsaharienne ou durant les agressions coloniales d'Israël en Palestine. Ces agressions (néo)coloniales sont utilisées pour vendre davantage d'armes au salon, promues comme « efficaces sur le terrain » (une garantie marchande, expression de ce cynisme meurtrier).

Ces technologies meurtrières de pointe employées par des dictateurs d'états tels que Joseph Kabila, Bachar Al-Assad, Omar Al Bachir, Recep Tayyip Erdogan, Enrique Peña Nieto, soutenus par leurs alliés, ont leur pendant dans les équipements qu'on retrouve déployés contre les exilés fuyant ces conflits, notamment aux mains de la police européenne aux frontières (« Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes », ex-Frontex).

Ce sont les armes qu'on retrouve aux mains de la police, qui violentent, violent et tuent les

populations issues de l'immigration, constituées en « classes dangereuses » dans les quartiers populaires. Ce sont celles tournées contre nos mobilisations contre la casse sociale sur tous les fronts, dans la rue, dans les universités, sur la ZAD ; ce sont les armes au cœur de l'appareil de l'État d'urgence, armes policières qui, légitimement gardées en dehors des temps de service depuis 2015, ont déjà fait de nombreuses victimes parmi les conjointes des policiers. Ce sont ces armes que l'état français depuis le début de l'état d'urgence, vend sous couvert de « menace terroriste » tant aux dictateurs qui prétendent lutter contre le terrorisme en massacrant leurs populations que, directement ou indirectement, à des factions armées telles que l'État Islamique en Syrie et Boko Haram au Cameroun. C'est ce même prétexte qui justifie la grande présence militaire française et son ingérence dans les politiques internes des anciennes colonies, des pays de la Françafrique.

C'est la vente massive de ces armes et ses profits monstrueux (5,2 milliard d'euros en 2017) qui font de l'Etat et de l'industrie d'armement français, les troisièmes marchands de mort mondiaux derrière les États-Unis et la Russie et auprès de la Chine.

Dans le budget voté pour 2018 et prélevé de nos contributions, le budget pour la Défense est de 32,4 milliards. A l'heure même où des centaines de milliers de postes vont être supprimés dans la fonction publique et territoriale, où les services publics seront vendus (rail), ou revus à la baisse (santé, éducation, retraites, sécurité sociale, chômage), l'État annonce que ce budget sera augmenté jusqu'à atteindre la somme indigne de 300 milliards d'euros cumulés d'ici 2025. Nous nous opposons fermement à la tenue de ce « salon » aux morts en France, qui plus est sur le territoire de la Seine-Saint-Denis où tant de destins issus de la colonisation et de l'impérialisme, de la migration et de l'exil convergent.

Nous appelons à une mobilisation massive le mercredi 13 juin 2018 :

rassemblement prévu à partir de 14h, devant le salon (sortie du RER). .

Non au salon de l'armement ! Non aux guerres ! Non à l'impérialisme !

À l'appel de : Militantes anti-impérialistes qui ont participé à la mobilisation de 2016 contre la tenue du salon, ainsi qu'à des mobilisations similaires à Londres (où le salon se tient un an sur deux).

Signataires : Mwasi, BDS France, Activism for Syria France, Collectif Paris Ayotzinapa, FRAP, Union Syndicales Solidaires, Collectif Palestine 12, BDS-Mil-lau, CANVA (Construire, Alerter par la Non-Violence Active), UJFP (Union Juive Française pour la Paix), Sortir du Colonialisme, la RAP (Riposte Antiraciste Populaire), le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien et le Collectif BDS 57.

Ceci est une version écourtée d'une tribune soutenue par de nombreux collectifs de lutte en France contre les violences policières, pour les luttes antiracistes, anti-impérialistes, féministes, et de solidarité internationale, ainsi que de nombreuses signatures de personnes militantes à titre individuel et personnalités politiques. Pour la lire dans son intégralité :

<https://blogs.mediapart.fr/quecessentlesguerres/blog/100518/non-au-salon-de-larmement-en-france?utm>



Le mécontentement de larges couches de la population est grand. Beaucoup de gens refusent leur situation, pour de nombreuses personnes, elle est insupportable, inhumaine, intolérable. Les conditions de travail se dégradent dans de très nombreux secteurs, la précarité, la mise en concurrence des salariés, les salaires très bas, les inégalités de statuts et de traitement, les pressions exercées par les directions avec des méthodes de management humiliantes, tout cela provoque de la colère. Plus globalement "La révolution en Marche de Macron" vise à modifier totalement l'ordre social et politique pour affaiblir le peuple, le livrer toujours plus à l'exploitation dans les conditions du marché mondial actuel.

L'expérience des élections politiques pour des millions de salariés et de gens précaires, c'est que c'est toujours la classe des riches qui gagne (sous différentes étiquettes droite, socialiste, macroniste) car elle mobilise d'énormes moyens, des sommes colossales d'argent pour sa propagande, pour semer la confusion idéologique, pour diviser les gens dans des débats politiques qui n'ont rien de politique mais tout de politicien notamment en utilisant l'extrême-droite avec ses idées pourries et sa fonction de repoussoir électoral.

La grève générale c'est donc un moment pour lutter en faveur des revendications de chaque secteur mais aussi en faveur de la démocratie et de faire avancer la démocratie par des initiatives de partage, de rencontres entre les gens, entre des gens qui font partie du peuple mais qui ne se parlent jamais et qui s'organisent enfin solidairement pour tenir pendant la grève (nourriture, entraide et aliments de l'esprit par le débat de ce qu'on doit faire en rejetant la propagande et les idéologies de division de la classe capitalistes). A l'instar de la caisse de solidarité créée pour les cheminots.

La grève générale permet de donner de la force aux revendications et d'arracher des victoires, car toutes les grèves générales de l'histoire ont conduit soit à une élévation forte de l'unité des salariés et sinon des conquêtes de leurs droits, leur maintien, et dans les meilleurs des cas des progrès sociaux et politiques importants.

Macron peut bomber le torse, les capitalistes ont toujours peur des grèves, non pas seulement parce qu'elles bloquent la production et donc l'accumulation du capital, mais surtout parce qu'ils savent très bien qu'elles sont des moments de solidarité et de construction des consciences politiques des exploités. Des moments d'organisation des exploités contre les exploités.

C'est dans les grèves, et davantage encore dans la grève générale que se posent avec force les questions de l'organisation de la société. En cela la grève est éminemment politique, elle peut devenir l'école de la mise en pratique d'une auto-organisation populaire pour décider d'une autre société que celle de l'accumulation de l'argent et d'une consommation malsaine et destructrice de l'homme et de la planète.

Non seulement la grève générale peut faire reculer le pouvoir mais elle peut surtout jeter les bases d'une avancée considérable du projet politique de la classe laborieuse pour une société organisée pour et par elle et non plus pour les intérêts des capitalistes.

Commentaires de l'article

Pourquoi la grève générale ?

10 avril 2018 - 00h22 - Posté par irae

Parce que sinon on se retrouvera dans THX 1138 toutes les aliénations possibles d'un coup. "mon temps est le tien", "je comprends", "peux-tu être plus explicite" "consomme", "bénédiction de l'Etat bénédiction des masses" effrayant à voir absolument pour comprendre où l'on risque de se retrouver.







« Nous sommes venus. Nous nous sommes battus. Nous avons pris votre terre. Nous avons signé des traités que nous avons rompus ».

Lundi, les Amérindiens ont mené une cérémonie de pardon avec des vétérans de l'Armée Américaine, donnant aux anciens combattants l'occasion de se faire pardonner les actions militaires menées contre les autochtones tout au long de l'histoire.

Durant la célébration de la victoire des manifestants, dimanche, lors de l'arrêt de la construction sur le Dakota Access Pipeline, Leonard Crow Dog a formellement pardonné à Wes Clark Jr., le fils du général retraité de l'armée américaine et ancien commandant suprême à l'OTAN, Wesley Clark Sr.

Les excuses publiques de Clark aux Autochtones, se lisent comme suit :

*« Beaucoup d'entre nous, moi en particulier, ont œuvré dans des unités qui vous ont blessé au cours de nombreuses années. Nous sommes venus. Nous nous sommes battus. Nous avons pris votre terre. Nous avons signé des traités que nous avons rompus. Nous avons volé des minéraux de vos collines sacrées. Nous avons sculpté les visages de nos présidents sur votre montagne sacrée. Nous avons pris encore plus de terres, puis nous avons pris vos enfants, nous avons essayé de changer votre langue et nous avons tenté d'éliminer ce langage que Dieu vous a donné, que le Créateur vous a donné. Nous ne vous avons pas respecté, nous avons pollué votre terre, nous vous avons blessé de tant de façons, mais nous sommes venus ici aujourd'hui pour vous dire que nous sommes désolés. Nous sommes à votre service et nous demandons votre pardon ».*

C'était un geste historiquement symbolique, qui pardonnait des siècles d'oppression contre les Autochtones et qui honorait leur partenariat pour défendre la terre du Dakota Access Pipeline.

Le chef Leonard Crow Dog a offert son pardon et a insisté pour la paix mondiale, en répondant que « nous ne possédons pas la terre, la terre nous possède ».

Les Autochtones Faith Spotted Eagle et Ivan Looking Horse ont également pris la parole lors de la cérémonie.

Le photographe Josh Morgan était sur place et a recueilli la série suivante de photographies :

Maria D. Michael, un aîné Lakota de San Fransisco, embrasse la vétéran Tatiana McLee au cours d'une cérémonie émouvante de pardon.

(Photo)

-Leonard Crow Dog, un aîné Lakota et un militant très respecté, a laissé sa main sur la tête de Wesley Clark Jr.

- La Vétéran Tatiana McLee essuie les larmes de ses yeux, alors qu'elle filme les aînés Lakota qui parlent durant la cérémonie.

- Plus de 500 personnes participaient à cette cérémonie.

- Les vétérans reçoivent une bénédiction faite avec de la sauge, lors d'une cérémonie de guérison, organisée par la tribu des Sioux de Standing Rock pendant que les «protecteurs de l'eau» continuaient de manifester contre les plans qui feraient passer le pipeline Dakota Access, près de la réserve indienne de Standing Rock à Fort Yates, au Dakota du Nord.





*faire se peut, de stabiliser l'emploi des jeunes chercheurs collaborant à celui-ci, il m'a fallu en permanence rechercher des financements – ce que j'appelle la « mendicité scientifique » – tout en résistant à toute forme de conflits d'intérêt pour mener une recherche publique sur fonds publics.*

*Enfin, la recherche en santé publique e´tant une recherche pour l'action, j'ai mené mon activité dans l'espoir de voir les résultats de nos programmes de recherche pris en compte pour une transformation des conditions de travail et l'adoption de stratégies de prévention. Au terme de trente ans d'activité, il me faut constater que les conditions de travail ne cessent de se dégrader, que la prise de conscience du désastre sanitaire de l'amiante n'a pas conduit à une stratégie de lutte contre l'épidémie des cancers professionnels et environnementaux, que la sous-traitance des risques fait supporter par les plus démunis des travailleurs, salariés ou non, dans l'industrie, l'agriculture, les services et la fonction publique, un cumul de risques physiques, organisationnels et psychologiques, dans une terrible indifférence. Il est de la responsabilité des chercheurs en santé publique d'alerter, ce que j'ai tenté de faire par mon travail scientifique mais aussi dans des réseaux d'action citoyenne **pour la défense des droits fondamentaux à la vie, à la santé, à la dignité.***

*Parce que mes engagements s'inscrivent dans une dynamique collective, je ne peux accepter une reconnaissance qui me concerne personnellement, même si j'ai conscience que votre choix, à travers ma personne, témoigne de l'importance que vous accordez aux mobilisations collectives dans lesquelles je m'inscris. J'ai participé depuis trente ans à différents réseaux en lutte contre les atteintes à la santé dues aux risques industriels. Ces réseaux sont constitués de militants, qu'ils soient chercheurs, ouvriers, agriculteurs, journalistes, avocats, médecins ou autres... Chacun d'entre nous mérite reconnaissance pour le travail accompli dans la défense de l'intérêt général. Ainsi du collectif des associations qui se bat depuis 15 ans à Aulnay-sous-bois pour une déconstruction – conforme aux règles de prévention – d'une usine de broyage d'amiante qui a contaminé le voisinage, tué d'anciens écoliers de l'école mitoyenne du site, des travailleurs et des riverains. Ainsi des syndicalistes qui – à France Télécom, Peugeot ou Renault – se battent pour la reconnaissance des cancers professionnels ou des suicides liés au travail. Ainsi des ex-ouvrières d'Amisol – les premières à avoir dénoncé l'amiante dans les usines françaises dans les années 70 – qui continuent à lutter pour le droit au suivi post-professionnel des travailleurs victimes d'exposition aux cancérogènes. Ainsi des travailleurs victimes de la chimie, des sous-traitants intervenant dans les centrales nucléaires, des saisonniers agricoles ou des familles victimes du saturnisme... Tous et chacun, nous donnons de notre temps, de notre intelligence et de notre expérience pour faire émerger le continent invisible de ce qui fut désigné jadis comme les « dégâts du progrès », en France et au delà des frontières du monde occidental.*

*La reconnaissance que nous attendons, nous aimerions, Madame la ministre, nous en entretenir avec vous. Nous voulons être pris au sérieux lorsque nous donnons à voir cette dégradation des conditions de travail dont je parlais plus haut, le drame des accidents du travail et maladies professionnelles, mais aussi l'accumulation des impasses environnementales, en matière d'amiante, de pesticides, de déchets nucléaires et*



**j'imagine que, comme Nicolas SARKOZY, vous êtes entourés de nombreux experts et conseillers, qui vous informent de notre situation dans les domaines de l'environnement, de l'économie, des stratégies internationales etc..Ces experts ne vous ont-ils pas parlé des rapports du club de Rome ( ou rapport Meadows ) ? Après une première publication en 1972, le club de Rome a publié un nouveau rapport en mars 2012. Dans ce rapport il est dit que « tout se déroule comme prévu pour que survienne le grand désastre, probablement en 2020 ».**

**Vos conseillers ne vous ont-ils pas informé que cette année, « le jour du dépassement des ressources annuelles de la planète » est tombé le mardi 20 août. Pour Alessandro Galli, le directeur de l'ONG Global Footprint Network « nous sommes sur une trajectoire où nous allons avoir besoin des ressources de deux planètes bien avant le milieu du XXI ème siècle .**

**Il y a quelques années, dans un remarquable ouvrage ( La montée de l'insignifiance ), Cornélius CASTORIADIS écrivait : « L'humanité se fracassera tôt ou tard contre les limites naturelles de la planète, si elle ne s'effondre pas déjà auparavant sous le poids de son néant de sens ». Plus récemment, dans le journal La Décroissance, le chroniqueur Denis Baba, écrit « Des millénaires de religion, littérature, philosophie, se trouvent engloutis, signant définitivement le triomphe de la pensée de l'ingénieur. La condition humaine se réduit à un problème technique. Et à question technique, réponse technique. Si on considère que le désastre nucléaire au Japon n'est que la face la plus immédiatement visible de l'effondrement écologique en cours, cette maxime est en passe de s'imposer à toutes les sphères de notre existence, sur tous les points du globe ».**

**Vous n'ignorez pas non plus, Mr le Président, tous les crimes commis par la France sur le continent africain. Depuis des décennies, pour alimenter la croissance française, il a fallu piller le continent africain. Vous n'ignorez pas que dans la nuit du 15 au 16 avril 1974, Diori HAMANI ( le premier président du Niger démocratiquement élu ) est assassinée par les services secrets français, placés sous la direction d'Yves Guéna . Diori HAMANI avait simplement exigé de la Gogema des informations sur le prix et les quantités d'uranium extraites du sous-sol nigérien. Vous n'ignorez pas, Monsieur le Président, que pour mettre la main sur les richesses du Togo, la France de gauche (Mitterand, Rocard, Véderine, Dumas ) a soutenu le général-dictateur EYADEMA ? Il serait bien évidemment trop long, ici de faire un inventaire exhaustif de tous les crimes commis par la France dans les pays africains.**

**Ce n'est une brève description de la barbarie humaine intrinsèquement liée au concept de croissance économique .**

**Vous ne l'ignorez pas, Monsieur le Président, l'impact de la croissance sur les écosystèmes est désastreux. Chaque seconde dans notre pays, 28 m<sup>2</sup> de terres sont recouverts de béton ou de bitume. Pour de nombreux experts, l'artificialisation des terres agricoles représente la menace la plus directe pour les générations à venir et la sécurité alimentaire.**

**Entre 1950 et 1997, la production de l'économie mondiale a été multipliée par six – de 5 000 à 29 000 milliards de dollars. La seule croissance économique des années 1990 à 1997 a dépassé celle des 10 000 années comprises entre le début de l'agriculture et 1950. Le chômage et la**



*Cependant, du même souffle, il en fait une autre lorsqu'il dit que si l'humanité du siècle prochain ne trouve nulle part un type exemplaire de l'homme, ça ira mal.*

*On ne peut que conclure que l'humanité n'a pas trouvé un type exemplaire de l'homme en ce 21<sup>e</sup> siècle.*

*Et la prophétie de Malraux semble donc se réaliser sous nos yeux. Certains ont pensé que ce type exemplaire de l'homme était Barack Obama lors de sa première campagne à la présidence américaine.*

*Ils ont déchanté depuis, s'apercevant qu'il est, comme les autres avant lui, un pur produit du Système, le dit Système qui pousse au chacun pour soi et au « au plus fort la poche » et qui met, non pas l'argent au service de l'être humain, mais l'être humain au service de l'argent. »*

Les compatriotes d'Obama confirment ici :

[https://bellaciao.org/fr/spip.php?article135570:](https://bellaciao.org/fr/spip.php?article135570)

*« Et nous avons voulu mettre en lumière l'impuissance des institutions libérales et gouvernementales officielles autrefois capables de diriger mais qui n'ont plus aujourd'hui assez de pouvoir pour contrecarrer l'assaut des multinationales. » [...] « Une poignée d'oligarques internationaux du monde des affaires concentre tout – la richesse, le pouvoir et les privilèges – et le reste d'entre nous doit lutter pour survivre à l'intérieur d'une vaste classe de sous-citoyens de plus en plus pauvres et réprimés. Il y a des lois pour nous ; et d'autres lois pour une puissante élite qui fonctionne comme une mafia sans frontières.*

*Nous assistons impuissants au désastre. Le droit de vote ne nous sert à rien contre la puissance des multinationales. Les citoyens n'ont pas les moyens d'attaquer en justice les banquiers et les financiers de Wall Street pour fraude, ni les officiels de l'armée et des services secrets pour torture et crimes de guerre, ni les officiers de surveillance et de sécurité pour atteinte aux droits de l'homme. La réserve Fédérale n'a plus pour seule fonction que d'imprimer de la monnaie qu'elle prête aux banques et aux organismes financiers à 0% d'intérêt, pour que ces entreprises privées nous la prêtent ensuite à des taux usuraires qui vont jusqu'à 30%. Je ne sais même plus quel nom donner à ce système. Ce n'est certainement pas du capitalisme. C'est plutôt de l'extorsion. »*

Hé si, c'est bien du capitalisme, poussé à son paroxysme comme l'a été le nazisme, la négation de l'homme dans son environnement mais :

*« L'altruisme n'exige pas la déprise, l'anéantissement, la dépression de soi, le désintéressement sacrificielle qui s'abandonne à une altérité radicale (Dieu, la loi morale ou autrui). L'abandon, la déprise de soi, est au contraire l'un des chemins qui mènent le plus sûrement l'individu à la soumission, à l'obéissance aveugle et à la servilité. Seul, celui qui s'estime et s'assume pleinement comme un soi autonome peut résister aux ordres et à l'autorité établie, prendre sur lui le poids de la douleur et de la détresse d'autrui et, lorsque les circonstances l'exigent, assumer les périls parfois mortels que ses engagements les plus intimement impérieux lui font courir. » (Michel Terestchenko « Un si fragile vernis d'humanité »)*

Malraux s'emportait de trop avec « ses grands hommes », « entre-là Jean Moulin avec ton funèbre cortège, avec tous les rayés les tondu des camps de concentration... »

Des panthéonades comme la légion d'honneur, comme l'enseignement de la morale à l'école ou

l'anglais dans les universités...

Malraux et « ces chênes qu'ont abat », maintenant c'est ces chaînes que l'on coupe, et ils y a en a qui arrivent à s'échapper tous les jours.

Il y a plein de « type exemplaire de l'homme » mais évidemment ils ne sont pas au pouvoir car un « type exemplaire de l'homme » fuit le pouvoir.

Et chacun fait une contribution ni grande ni modeste, une contribution.

- Ceux des bateaux pour la Palestine sont du « type exemplaire de l'homme »
    - Ceux de Tarnac, de NDDL, de Notav, de Valognes etc sont du « type exemplaire de l'homme »
    - Les Assange Snowden Mannig Hammond sont du « type exemplaire de l'homme »
    - Les Jacquard, Hessel, Aubrac, Slitinsky sont du « type exemplaire de l'homme »
    - Les DAL enfant de don quichote jeudi noir déboulonneurs criirad antinuc faucheur clownistan etc sont du « type exemplaire de l'homme »
- Et ils sont toujours contradictoires car les hommes sont contradictoires ;
- les Sakharov, Nesterenko sont du « type exemplaire de l'homme » (ancien pronucs)
  - Les Bernard Ronot, André Pochon (anciens agriculteurs passant de la chimie au respect du vivant) sont du « type exemplaire de l'homme »
  - Ceux du marché de producteurs du coin sont du « type exemplaire de l'homme »
  - Ceux qui accueillent des Rroms sont du « type exemplaire de l'homme »
  - Les femmes de Fukushima sont du « type exemplaire de l'homme »
  - Les femmes africaines sont du « type exemplaire de l'homme » Wangari Mataï, Aminata Traoré, etc on en a rencontré une autre, béninoise Jeanne, lors des rencontres des dix ans des faucheurs à Bouzy la Forêt cet été.
- Les femmes aborigènes d'Australie contre les mines d'uranium, les indiens d'Amérique du sud contre la déforestation de leur terre ancestrale, ceux du Chiapas etc sont du « type exemplaire de l'homme ».

D'ailleurs Malraux était peut-être un tantinet misogyne, d'où peut être cette réflexion qui lui fait craindre le pire car il ne voit que l'homme, comme Pacalet (l'humanité disparaîtra bon débarras). Car le type exemplaire de l'homme sont surtout des femmes : Vandana Shiva, MM Robin, etc C'est écrit dans la chanson...

Du coup, Mannig est devenue femme et cela ne retire en rien qu'il demeure avec Assange ; Hammond et beaucoup d'autres boutures qui poussent, du « type exemplaire de l'homme ».

Et il faut multiplier à l'infini leur message et notre soutien, multiplier par nos actes ceux « du type exemplaire de l'homme »

### **Déclaration de Jeremy Hammond**

(extrait)

*« Je voudrais aussi hurler pour tous mes frères et sœurs qui sont derrière les barreaux et pour celles et ceux encore dehors qui combattent toutes les formes de pouvoir.*

*Les actes de désobéissance civile et d'action directe pour lesquels je suis condamné aujourd'hui sont en accord avec les principes de communauté et d'égalité qui guident ma vie. J'ai piraté des*





« Quelles formes prendront l'entreprise et l'organisation du travail ?

L'entreprise regroupe des copropriétaires d'usage. Personne ne détient de parts, personne ne tire un revenu de ce patrimoine ou du chiffre d'affaires. Tous ont la même voix délibérative sur les décisions à prendre : l'investissement, la production, la hiérarchie à désigner, les embauches et éventuellement les licenciements dans le respect de la loi et de la vigilance syndicale. Notons que le licenciement aura un tout autre sens, puisque les personnes gardent leur salaire à vie et leur qualification. Nous serons les responsables de la production de la valeur ajoutée [2]. Celle-ci sera mutualisée par des cotisations aux caisses qui verseront les salaires et subventionneront l'investissement.

Mais qui coordonnera l'ensemble des activités économiques ainsi que les services publics ? Seulement celles et ceux qui y travaillent ?

La copropriété sera le fait des salariés de l'entreprise ou du service public, mais pas seulement. Si la gestion d'une boulangerie de quartier ne pose pas de gros problèmes d'arbitrage et de choix collectifs, il en est autrement pour la SNCF ou les écoles par exemple. La SNCF, c'est bien plus que le transport ferroviaire. Cela nécessite un arbitrage avec le transport routier, des choix énergétiques très lourds, l'aménagement du territoire.... Dans une école, ce ne sont pas seulement les enseignants qui décideront du contenu ou du nombre de classes. Cela suppose l'intervention de tiers dans les décisions : des usagers, des élus, des représentants de branches en amont ou en aval. Ensuite, les caisses d'investissement accepteront ou refuseront tel projet. Les jurys de qualification, eux, accéléreront ou freineront la montée en qualification selon les métiers prioritaires. Les caisses d'investissement et celles chargées de verser les salaires à vie auront forcément des rapports conflictuels avec les entreprises, puisqu'elles veilleront à collecter suffisamment de cotisations.

\*\*\*\*\*<http://www.legrandsoir.info/interview-exclusive-d-edward-snowden.html>

« Voyez l'écoute d'Angela Merkel ou du Quai d'Orsay. C'est interdit, on est d'accord. Mais les intérêts économiques ou géopolitiques des États-Unis seront toujours plus forts que des considérations morales ou juridiques. Il n'y aura jamais de garde-fous, une technologie est faite pour être utilisée. Les gens qui affirment le contraire sont des menteurs ou des naïfs. »... »Je l'ai déjà dit : les restrictions aux écoutes sont politiques et non techniques, elles peuvent changer à tout moment. Avec la carte Pass-Pass dans les transports en commun, ou votre future « carte de vie quotidienne », c'est pareil. Le jour où





## Les parties civiles apeurées par la relaxe des activistes anti-ogm en France

Ce matin les avocats du champ expérimental de patates OGM ont demandé de reporter l'audience jusqu'en automne 2014. Le consortium de recherches en laboratoire a besoin de plus de délais pour étudier de nouveaux éléments dans le dossier. Il s'agit notamment d'un verdict tout récent, avec lequel une cour d'appel française a acquitté 54 activistes qui avaient détruit un champ expérimental de vigne OGM. Les permis de cette vigne avaient en effet été annulés. (1) La similitude avec le champ de Wetteren est évidente, puisqu'un juge de Gand l'avait déclaré illégal en 2012.

Les juges de la Cour d'Appel de Gand, au contraire des juges de Termonde, ont accepté de prévoir de montrer des films et images à décharge, et de laisser la parole à des témoins experts sur la question. Le témoignage de spécialistes lors de l'audience du 28 octobre 2014 est crucial pour les 11 patatisten. Ceux-ci espèrent en effet démontrer qu'il était nécessaire de conduire une action directe pour répondre au danger imminent causé par l'introduction d'OGMs en milieu ouvert. Ils comptent aussi exposer le déficit démocratique des procédures d'obtention des permis. La Cour n'a pas voulu recevoir les comparants volontaires, qui étaient présents lors de l'action et ont demandé à être poursuivis, mais n'ont pas été inculpés.

Les accusés comptent bien être acquittés de l'accusation d'association de malfaiteurs lors de l'appel, ce qui saperait carrément le reste du procès. Cette semaine cinq professeurs de droit se prononçaient dans une lettre ouverte publiée par De Standard pour un changement législatif, afin d'éviter définitivement que l'article de loi sur l'association de malfaiteurs – qui devrait viser le crime organisé – ne puisse être de nouveau utilisé pour réprimer des actes politiques.

Avant le début de l'audience, un groupe de sympathisants on executé une 'kata de la houe', une série d'exercices avec une houe. C'était d'hors et déjà imposant, mais après un été à s'entraîner, celà donnera sûrement un beau spectacle. Mettons donc le 28 octobre dans nos agendas: tous et toutes à Gand pour une manifestation pour la biodiversité et l'agriculture durable, et contre les poisons et les OGMs!





\*\*\*\*\*24.12.2016\*\*[https://fr.wikipedia.org/wiki/Riccardo\\_Petrella](https://fr.wikipedia.org/wiki/Riccardo_Petrella)

Riccardo Petrella, né le 5 août 1941 à La Spezia, en Ligurie, est un politologue et économiste italien, titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'université de Florence (Italie). Enseignant à l'université catholique de Louvain, il s'inscrit dans une tradition qui fusionne le christianisme, le personnalisme et le solidarisme<sup>1</sup>. Il a notamment fondé en 1991 le groupe de Lisbonne ; composé de vingt et un membres universitaires, dirigeants d'entreprises, journalistes et responsables culturels, pour promouvoir des analyses critiques des formes actuelles de la mondialisation.

### Biographie

Riccardo Petrella a été nommé docteur honoris causa de l'université d'Umeå, de Roskilde, de la Katholieke Universiteit

Brussel, de la Faculté polytechnique de Mons, de l'Institut polytechnique de Grenoble et de l'université du Québec à Montréal.

De 1967 à 1975 il a été secrétaire scientifique puis directeur du Centre européen de coordination de recherche en sciences

sociales, à Vienne (Autriche). De 1976 à 1978 il a été senior researcher au Conseil international des sciences sociales à Paris

(France) et au Ford Foundation Fellow.

De décembre 1978 à 1994, il a dirigé le programme FAST (« Forecasting and Assessment in Science and Technology ») à la

Commission européenne de la Communauté européenne à Bruxelles (Belgique).

À partir de 1982 il a été Professeur invité puis Professeur extraordinaire à l'université catholique de Louvain (Belgique) où il a

enseigné surtout la « Mondialisation de l'économie ». Depuis 2006 il a été admis à l'éméritat. Il a été également professeur

invité de la VUB (Vrije Universiteit Brussel) de 1999 à 2005.

Il est professeur d'écologie humaine à l'Accademia di Architettura de Mendrisio (CH).

De juin 2005 à décembre 2006, il a été président de l'aqueduc des Pouilles (Italie).

Il a fondé en 1991 le groupe de Lisbonne.

À partir du « Manifeste de l'eau », il a fondé en 1997 le Comité international pour un contrat mondial de l'eau (dont il est le secrétaire général).

À partir de 2003, il est l'initiateur de l'université du Bien Commun dont les travaux à titre expérimental ont débuté en Italie

(Faculté de l'eau) et en Belgique (Faculté de l'altérité).

### **La défense du droit universel et prioritaire à l'accès à l'eau**

Petrella constate qu'alors que la désertification, la salinisation, la destruction des zones humides, l'épuisement des nappes

phréatiques augmentent, les difficultés ou l'impossibilité d'accéder à l'eau sont sources croissantes de conflits (« guerres de

l'eau » en Asie Mineure, au Moyen-Orient et en Asie ; violents conflits de rue à Karachi en 1998 après 48 heures d'arrêt de distribution d'eau ; un million de personnes meurent presque de faim et de soif en Papouasie-Nouvelle-Guinée lors de la sécheresse de 1997 alors qu'à Manille 40 % de la population est assoiffée quand 50 % de l'eau est perdue via les fuites du réseau et se pollue en se mélangeant avec les eaux usées qui ne sont pas traitées faute de système d'assainissement). L'eau accessible est partout polluée à très polluée et l'eau potable est largement gaspillée (par exemple dans les toilettes ou via les fuites de réseaux).

Dans les années 1990, R. Petrella s'implique fortement dans la protection de l'eau, d'abord autour de l'idée d'un Manifeste (mondial) de l'eau<sup>2</sup> (initiative du Groupe de Lisbonne et de la fundação Mario Soares, soutenue par le Comité Promoteur mondial pour le contrat de l'eau, présidé par Mario Soares et réunissant des responsables africains, sud-américains, asiatiques et d'Europe de l'Ouest), qui pose comme principe que l'eau est un bien commun, qu'elle relève de la citoyenneté, de l'écocitoyenneté et de la démocratie, et en particulier que « Toute politique de l'eau implique un haut degré de démocratie au niveau local, national, continental, mondial » (« L'accès à l'eau passe nécessairement par le partenariat : il est temps de dépasser les logiques des « seigneurs de la guerre » et des conflits économiques pour l'hégémonie et la conquête des marchés », précise un des sous-titres du manifeste) et que le « droit à l'eau » est un droit inaliénable individuel et collectif.

R. Petrella a pour cela fondé en 1997 le Comité international pour un contrat mondial de l'eau, dont il est le secrétaire général.

Il estime que les partenariats pour l'eau ne doivent pas être formels et basés sur des logiques commerciales et d'intérêts privés ou sur la compétition pour la ressource et la conquête du marché de l'eau, menée aujourd'hui par les grandes entreprises françaises de l'eau (Suez, Veolia) car l'eau est bien plus qu'un bien économique et un bien marchand. Elle nécessite un objectif d'accès à la ressource pour tous et de gestion intégrée et restauratoire, durable et solidaire des ressources en eau.

R. Petrella s'inquiète de voir les services publics délivrant ou traitant les eaux rapidement passer peu à peu sous le contrôle d'entreprises privées, contrôlant une grande partie des ressources les plus vitales (l'or bleu) : à la fin des années 1990, il citait Bechtel basée aux États-Unis, ou encore la Lyonnaise des eaux basée en France (qui en 1997 et 1998 décroche des contrats



de gestion de l'eau pour dix des grandes villes du monde[réf. nécessaire]). Il dénonce l'abandon de la gestion locale de l'eau au profit d'une prise de pouvoir de nouveaux « seigneurs » pour qui l'eau sera source de puissance, de richesse et de domination.

Il a proposé un Contrat mondial de l'eau reposant sur le principe que l'eau appartient à tous les habitants de la terre et qu'elle

leur est – comme l'air – vitalement nécessaire (humains et non-humains). Ces deux mêmes principes ont été invoqués par

Henry George dans son système pour « faire de la terre un bien commun », la possession privée de celle-ci n'ayant « pas plus

de base logique ou morale que la possession privée de l'air »<sup>3</sup>. Le contrat proposé par Petrella a un double objectif :

accès de base à l'eau (considérée comme bien public) pour tous et chacun

gestion solidaire et soutenable de l'eau, impliquant un devoir de solidarité et de cohérence mondiale et locale, respectant les

libertés et les droits des générations futures et de protection et de respect envers l'écosystème Terre.

Dix ans plus tard, il estime que le monde est victime d'une mystification mondiale initiée par les lobbies industriels de l'eau, et

en particulier par de grandes entreprises françaises de l'eau. Elles ont convaincu la banque mondiale et les gouvernements qu'il

n'y a que l'argent qui commandera un comportement rationnel des individus, et que donner un prix à l'eau et la privatiser était

un moyen de mieux la gérer et protéger. L'industrie a fait valoir l'intérêt d'un « partenariat public-privé » (PPP) où le public

fixe les règles, mais où le public se prive ainsi des taxes qui finançaient autrefois les grandes infrastructures de l'eau. Petrella

dénonce le fait que les aqueducs, barrages, zones humides, etc., ne risquent d'être financés et entretenus par le privé que pour

les plus riches, car la logique du privé est celle d'un retour sur investissement élevé et rapide, qui implique donc une

marchandisation accrue de l'eau. Petrella dénonce aussi le fait que les Forums mondiaux de l'eau et le Conseil mondial de l'eau

ont été créés par des entreprises privées (présidé en 2009 par le président de la société française Eau de Marseille, dont le

capital est en fait en grande partie possédé par Suez et Veolia).

Petrella note aussi que nous payons le coût des tuyaux et de la distribution, et non la valeur réelle (peut-être inestimable) des

services écologiques qui entretiennent le cycle de l'eau et son épuration par les écosystèmes. C'est en outre le consommateur

final qui – de plus en plus – paye l'eau, indépendamment de la manière dont il va ou non la gaspiller et la salir. Les lobbies de

l'eau ont selon Petrella fait croire au monde que « l'eau finance l'eau » (comme si l'hôpital pouvait

financer l'hôpital ajoute-t-il), alors que l'abandon de la fiscalité appauvrit les collectivités qui ont confié la gestion de l'eau au privé, se privant de la capacité d'un financement partagé et équilibré (sans objectif vénal) du bien commun essentiel à la vie qu'est l'eau.

Petrella estime que les promoteurs de la privatisation de l'eau et du PPP se trompent et trompent les citoyens en affirmant que c'est le souci de l'économie d'argent qui guide nos actes. Il en veut pour exemple l'usage commun, bien que totalement irrationnel, de l'eau potable dans les chasses d'eau des toilettes (30 à 40 % de la consommation d'un ménage ayant un mode de vie occidental, soit rien que pour l'Italie<sup>4</sup> une consommation annuelle équivalente au besoin annuel total en eau potable de toute l'Afrique !). Même sans rapidement utiliser les toilettes sèches qui existent, et qui seraient encore moins chères, l'utilisation d'eaux grises ou résiduelles permettraient d'économiser chaque année des milliards de litres d'eau potable.

Le second sommet mondial de la terre (Johannesburg, 2002) a surtout été consacré à l'eau, mais via les partenariats public-privé en 2009, et R. Petrella et ses partenaires<sup>5</sup> ne constatent pas de progrès significatif et militent toujours pour que chacun ait un droit minimal d'accès à l'eau, car en 2009, alors qu'il faut faire subsister environ 7 milliards d'humains, selon l'ONU :

près de 400 millions d'humains sont desservis en eau par le privé (pour près de la moitié par des entreprises françaises ou leurs filiales) ;

près de 3 milliards de gens ne disposent pas de latrines et sont ainsi gravement exposés aux maladies hydriques, tout en polluant l'eau ;

2 milliards de gens n'ont simplement pas accès à une eau potable ;

la pollution générale des sols, rivières et mers progresse, ainsi que la désertification.

Petrella dit que l'eau – comme d'autres problèmes écologiques – va s'imposer comme problème prioritaire pour le monde, et que, bien que des solutions soient connues et applicables, l'énergie (pétrole, gaz, charbon, nucléaire) reste (avec en 2009 la crise financière et économique) en tête des agendas des gouvernants. Avec Petrella, Maude Barlow<sup>6</sup> ajoute que notre mauvaise gestion de l'eau (via la déforestation, l'irrigation, le drainage irrationnels et la désertification notamment) exacerbe en outre les dérèglements climatiques et leurs effets.

En 2009, Petrella propose donc aux citoyens de rédiger collaborativement un mémorandum (ou protocole, ou pacte mondial

pour l'eau, que le Parlement européen accepte d'accompagner), qui ne serait pas une obligation mais une forme de programme citoyen, devançant celui des gouvernements qui peinent à s'accorder sur cette question (il existe une convention mondiale sur la biodiversité et une convention et un protocole sur le climat, mais non sur l'eau, les sols ou la forêt).

Petrella en appelle aussi aux dirigeants et responsables : « faire la paix avec l'eau » implique de transcender les frontières, les adversités politiques et certains aspects des souverainetés nationales qui ont été un progrès pour la paix au XIXe siècle, mais qui s'opposent aujourd'hui gravement à une gestion commune des ressources naturelles vitales, et deviennent une source d'injustice, d'accroissement des inégalités et de mauvaise gestion des ressources. Les ressources naturelles doivent être considérées comme un bien commun de l'humanité. Petrella s'étonne qu'alors qu'on a presque tout mondialisé (les transports, le commerce, l'agriculture, la culture, la finance...), on ne soit toujours pas capable de garantir un accès équitable aux ressources. Il propose une nouvelle « souveraineté partagée et responsable » vis-à-vis de l'eau et des ressources naturelles.

Petrella défenseur du bien public

Ses prises de position plus générales contre la marchandisation du monde et pour la défense du bien commun contre la

privatisation des ressources vitales pour l'homme (l'eau en particulier), ou encore du revenu d'existence accordé à tous les

citoyens sans conditions<sup>7</sup>, en font au début du XXIe siècle une des figures emblématiques de l'altermondialisme.

## Bibliographie

La Renaissance des cultures régionales en Europe (1978)

Limites à la compétitivité (1995)

Le Bien commun, éloge de la solidarité (1996), édition Labor, collection Quartier Libre, 1996, 9782804011109

(sous la direction de). L'Eau. Res publica ou marchandise? (2003)

Le Manifeste de l'eau (1998)

Désir d'humanité : Le droit de rêver (2004)

Pour une nouvelle narration du monde (2007)

Au nom de l'humanité (2015)

\*\*\*\*\*<http://www.investigacion.net/riccardo-petrella-bannir-la-guerre-la-premiere-audace/>

**Riccardo Petrella: « bannir la guerre, la première audace »**

18 Mai 2016 Alex Anfruns

Le nouveau livre de Riccardo Petrella, *Au nom de l'Humanité, l'audace mondiale*, est un réquisitoire implacable contre la guerre économique et sociale menée par la classe dominante contre les peuples, tant au Nord qu'au Sud. Fondateur de l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau, Riccardo Petrella est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Limites à la compétitivité* ou *Le Bien Commun* et s'oppose avec vigueur aux vieilles recettes néolibérales des politiques dites d'austérité ainsi qu'à la « naturalisation » des récentes interventions militaires. Dans l'interview exclusive qu'il nous a accordée, il lance un appel urgent à s'engager avec audace dans les batailles de notre temps.

**- Vous avez écrit un ouvrage intitulé « *Au nom de l'Humanité. L'audace mondiale* » Pouvez-vous résumer en quoi consiste l'audace ?**

Il s'agit de trois « audaces », c'est-à-dire réaliser trois changements radicaux de notre univers de vie. Tout d'abord, la « première audace » est de bannir la guerre. Il faut désarmer la guerre. Dans un monde de plus en plus interdépendant, liant la destinée des uns à celles des autres (qu'il soit question d'emploi, de sécurité énergétique, de changement climatique ou de stabilité monétaire...), à quoi sert la guerre ? A quoi a servi que l'Occident ait bombardé l'Afghanistan, l'Irak, puis la Libye et maintenant la Syrie ?

L'humanité a atteint un stade de mondialisation de la condition humaine où la vraie sagesse des humains n'est pas celle de jouer à la guerre pour savoir qui est le plus fort et survivre à la place de et/ou de dominer les autres, mais d'apprendre à vivre ensemble avec les autres êtres vivants et de prendre soin de l'ensemble de la vie sur la Terre. On connaît la ritournelle : « il est impossible de penser que l'on puisse arrêter la guerre, elle fait partie de la « nature humaine », sa « naturalité » la rend inévitable, on peut tout au plus essayer de la prévenir en s'armant ; les êtres humains sont des ennemis pour les autres humains, dès lors il vaut mieux assurer sa puissance pour gagner les guerres plutôt que les perdre ». Dans mon livre, je crois avoir démontré le caractère fallacieux de ces arguments. J'ai insisté, d'une part, sur le fait que dans la prétendue « nature humaine » il y a de tout, l'agressivité et la violence comme l'amour et la paix. Il n'y a pas de déterminisme du mal qui serait plus fort que le bien. Mais j'ai surtout montré que la guerre n'a rien de « naturel » en ce qui concerne l'espèce humaine. Elle est par essence un produit de l'histoire sociale, le résultat des choix opérés par les sociétés humaines.

Jusqu'à sa disparition en 1989, les groupes dominants de l'Occident ont affirmé que l'URSS était la cause principale de la course à l'armement du monde à l'ère de la guerre froide. Le collapse de l'URSS n'a pas conduit à la fin de la militarisation du monde. Les dominants ont « découvert » (il serait mieux de dire « créé ») un nouvel ennemi mondial, le terrorisme, en particulier le « terrorisme islamiste ». Aucun anthropologue ou biologiste n'oserait affirmer que le terrorisme « islamiste » fait partie de la « nature humaine ». Il est évident, en revanche, que ce terrorisme est le fruit de la crise des rapports séculaires entre chrétiens et musulmans, alimentée par les nouvelles crises internes au monde chrétien et au monde musulman en tant que « systèmes religieux » absolutistes et exclusifs. Il est également l'un des résultats de la déliquescence des communautés humaines et de la désagrégation de l'Etat au Moyen Orient, allant de pair avec l'insoutenable situation représentée par la domination militaire d'Israël et la colonisation/ occupation des territoires palestiniens.

**- Auriez-vous des exemples concrets pour étayer votre thèse sur la non-naturalité de la guerre et, en revanche, sur la guerre en tant que construction sociale?**

Il y a de nombreuses communautés humaines qui n'ont jamais fait la guerre. C'est le cas, entre autres, de la plupart des communautés monacales. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, la Suède ne fait plus la guerre à personne. La Norvège, l'Autriche, l'Irlande et la Suisse ont affirmé leur neutralité. . L'article 11 de la Constitution italienne stipule que l'Italie condamne la guerre. C'était il y a 75 ans. L'histoire est pleine d'exemples de sociétés humaines qui abandonnent la pratique de la guerre. La Chine, notamment, a décidé spontanément au XVI<sup>e</sup> siècle de ne plus viser aucune expansion territoriale de son Etat. Elle a appliqué ce principe pendant plus de 400 ans. Elle l'a fait sauter en éclat en 1950 par l'occupation militaire du Tibet.

La paix n'est pas non plus un fait naturel. Qui plus est, pacifisme et militarisme coexistent. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les pays européens occidentaux ont pu vivre ensemble dans la paix et on imagine mal l'Allemagne et la France se remettre en guerre l'une contre l'autre. Pourtant, la plupart des pays européens n'ont cessé d'être en guerre ailleurs dans le monde. Le pacifisme intra-européen n'a pas non plus empêché la France et le Royaume-Uni de rester des grandes puissances militaires (nucléaires) mondiales et la grande majorité des Etats européens de faire partie de l'OTAN. La population de la Suède continue à se considérer et à être considérée comme pacifiste alors que le pays est le troisième principal exportateur

d'armes au monde par habitant.

C'est dire que la pratique de la guerre ou de la paix est un choix des sociétés et une illustration des contradictions internes dans un pays et entre les pays. Ce sont les évolutions historiques des sociétés humaines et non pas la « nature humaine » qui font la guerre ou la paix. Il en va de même de la pauvreté.

**- En effet, mettre hors-la-loi les facteurs structurels qui engendrent les processus générateurs de l'appauvrissement dans le monde constitue votre « deuxième audace »**

La pauvreté n'est pas non plus un fait de nature. Elle ne tombe pas du ciel, comme la pluie. Personne ne naît pauvre ou riche.

On le devient. C'est la société qui produit les phénomènes d'appauvrissement ou d'enrichissement, à savoir les processus d'inégalité et d'exclusion sociale entre les êtres humains. Ce qui explique que certaines sociétés sont plus inégales et excluantes

que les autres. En fait, plus une société est injuste humainement et socialement plus il y a d'appauvris. Par exemple, si une société adopte des législations favorables à l'appropriation privée des terres et des semences et leur commercialisation à des

buts lucratifs, on peut être sûr que cette société produira des paysans appauvris et des propriétaires terriens riches. En outre, moins une société garantit les droits humains et la sécurité sociale pour tous, plus les inégalités face à la vie seront grandes et les exclusions sociales fortes.

Si les processus d'appauvrissement se sont maintenus, voire renforcés ces dernières décennies, ce n'est pas principalement à cause des crises financières ou à cause de l'insuffisance des ressources financières publiques. Le monde n'a pas cessé de devenir plus riche en termes de biens et de services matériels et immatériels, mais il l'a fait de manière très inégale entre catégories sociales et pays et de manière très prédatrice des richesses naturelles, ce qui a engendré, à son tour, de fortes disparités territoriales.

Au cours des quarante dernières années, nos sociétés sont devenues plus injustes pour deux raisons principales. Primo, leurs classes dirigeantes ne croient plus [ils ne l'ont jamais cru mais c'était des bases placées pour faire cohésion, des mythes] que tous les êtres humains naissent égaux en dignité et ont les mêmes droits humains et sociaux. Ils considèrent, au contraire, que l'inégalité est une donnée naturelle de la condition humaine. D'où l'importance accordée au principe du mérite. La jouissance des droits doit se mériter. Secundo, ils ont adopté la thèse que tout est marchandise, que la valeur des choses passe par l'échange marchand et que, dès lors, même l'accès aux biens et aux droits doit être payant. D'où la

privatisation et la monétisation/financiarisation de la plupart des biens et services jadis publics. Et d'où la grande montée de l'appauvrissement au sein même de l'Union européenne puisqu'en 2015 on comptait, selon l'Office statistique de l'UE, plus de 125 millions de personnes sur les 510 millions d'habitants de l'UE vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

D'où encore, au plan mondial, ce chiffre ahurissant, absurde, publié dans le rapport d'Oxfam International présenté en janvier

2016 au World Economic Forum : 62 personnes les plus riches au monde possèdent la même richesse monétaire que la moitié

la plus pauvre de la population mondiale, à savoir 3,7 milliards d'êtres humains.

Affirmer que la deuxième grande audace mondiale actuelle est de mettre hors-la-loi les facteurs générateurs de la pauvreté

dans le monde n'est pas, devant de tels chiffres, une audace aussi audacieuse qu'on le pense.

**- Mais les dirigeants mondiaux soutiennent que, en temps de crises financières fréquentes, il est impossible de réaliser une telle tâche faute de moyens suffisants...**

C'est une pure mystification. Tout le monde sait que, rien qu'à partir de 2008, les dirigeants du monde ont fait couler l'argent à

flots pour sauver les banques alors qu'elles étaient les principales responsables de la crise : les estimations varient entre 30 et

50 mille milliards de dollars! Or, selon les estimations de la Banque mondiale et de l'ONU, on sait qu'il faudrait dépenser

quelque 200 milliards par an pendant 10 ans pour que tous les « pauvres » actuels puissent avoir accès à l'eau potable et à l'

hygiène, à des soins de santé essentiels, à une scolarisation de base et à une alimentation minimale.

Tout le problème consiste

dans le fait que les pauvres ne sont pas des banques. Ils ne sont pas non plus des armements, pour lesquels le monde a

dépensé en 2015 plus de 1.500 milliards de dollars. On peut sauver les banques et on peut alimenter la guerre, mais on ne veut

pas éradiquer les causes de l'appauvrissement.

Selon la logique du système financier actuel, les banques et les armements produisent des profits pour les capitaux investis. En

revanche, « sauver les pauvres » est considéré un coût pour le capital, notamment privé. Un exemple « indécent » de cette

situation concerne le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Selon une étude publiée le 12 février 2016 dans

Science, quatre milliards de personnes vivent dans un état grave de carence d'eau (causes naturelles et humaines). Depuis des

décennies, les groupes sociaux dominants, pouvoirs publics compris, affirment qu'on ne peut pas résoudre la situation faute de

moyens financiers publics suffisants mais que, si l'eau potable pouvait être librement marchandisée

et si la gestion des services

hydriques était confiée à des entreprises privées, les capitaux privés seraient incités à investir dans l'eau et le problème serait résolu !

**- Aujourd'hui, la défense des droits universels paraît de plus en plus difficile. Elle est subordonnée aux exigences financières. Comment construire la paix et éradiquer la pauvreté contre vents et marées ?**

Justement en promouvant une économie et une société fondées sur le principe et la pratique de la responsabilité collective des

biens (et des services) communs publics essentiels et non-substituables pour la vie et le vivre ensemble tels que l'eau, l'air, le

soleil, la terre, les semences, la connaissance, la santé, l'éducation, la sécurité. Pour cette raison, la « troisième audace »

consiste. dans la conception et la mise en œuvre d'un nouveau système financier mondial. *[surtout sortir de l'économie Cf*

*Jappe-Latouche etc]*

**- Cela comporte avant tout une critique sévère du système économique dominant?**

En effet. Comme on l'a vu à propos de la pauvreté, le système économique actuel n'est pas, de toute évidence, raisonnable,

sensé, efficient. L'économie actuelle est une économie prédatrice qui produit inégalité, exclusion, injustice, exploitation des uns

par les autres, conflits, guerres...Le seul droit qu'elle reconnait est le droit de la propriété privée et de la liberté mondiale de l'

entreprise privée, du commerce, des mouvements des capitaux, du profit, de l'enrichissement...la liberté des marchés.

**- Vous vous attaquez à la structure et aux outils qui permettent à ce système de se reproduire...**

Justement, il faut avoir l'audace de changer radicalement le système financier actuel. La finance en place n'a plus de sens.

Même les financiers disent que la finance est détachée, dissociée de l'économie réelle. Alors pourquoi le maintenir ?

Normalement la finance sert à assurer les liens entre l'épargne (des familles, des entreprises, des institutions publiques) et l'

investissement (dans le but d'améliorer les biens et les services existants ou d'en créer d'autres), contribuant ainsi à créer de

la richesse réelle. Ce n'est plus le cas, la finance cherche à faire de l'argent par l'argent. En outre, les financiers

reconnaissent également que la finance est devenue de plus en plus volatile, c'est-à-dire que les valeurs financières changent à

la rapidité des minutes, des secondes. Depuis quelques années, un essor considérable a été pris par la finance à haute



fréquence (FHF), c'est-à-dire que les transactions financières se font désormais au millième de seconde, par des machines, par des algorithmes. Sauf pour la création des algorithmes et la conception des machines, la FHF fonctionne en l'absence totale d'intervention humaine. Là aussi, on peut s'interroger sur le « sens » d'une telle finance. On ne peut pas construire le devenir de l'humanité (plus de 9 milliards d'êtres humains en 2050) sur une économie (« règles de la maison ») dominée par une finance prédatrice du « lieu de vie » (oikos), volatile, privée de « sens ».

**-Pour conclure, quelle est votre réaction suite aux attentats de Bruxelles du 22 mars?**

Celle d'une tristesse énorme. Pour la mort de personnes innocentes. Pour la violence du « non-sens », mais aussi d'une tristesse rageuse en constatant que nos dirigeants n'ont pas appris grand chose des massacres/leçons de ces dernières années, avant et après le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Ils continuent à utiliser la guerre comme réponse aux problèmes.

**- Les attentats de 2001 à New York, tout comme ceux de l'année dernière à Paris et maintenant à Bruxelles, ont servi de prétexte à de nouvelles interventions militaires. Qu'en pensez-vous ?**

La réaction du genre « on nous fait la guerre, nous devons la gagner » ne me paraît pas une réaction raisonnable ni sage. Cette attitude prétend évacuer la responsabilité énorme que nous, Européens, avons dans la situation actuelle. L'Irak n'a jamais attaqué l'Europe. Il a été attaqué par le Royaume Uni du gouvernement Blair et par les Etats-Unis sur la base de faux documents. La France de Sarkozy a attaqué la Libye et non pas l'inverse. La Syrie a été détruite à cause des nombreux conflits au sein de la Syrie et du monde arabe alimentés, une fois encore, par les intérêts des Occidentaux. L'Afghanistan a été d'abord attaqué par les Russes et puis par les Etats-Unis. Pendant des années, l'Iran a été soumis à une énorme pression politique, économique et militaire de la part des Occidentaux parce qu'il a essayé de se doter d'un armement nucléaire et que cela a été retenu comme une grave menace pour l'Occident (en particulier Israël). Peut-on considérer les Syriens, qui fuient la guerre en masse et essaient de venir chez nous, comme des attaquants et des envahisseurs ? Et sur quelle base juridique et sur quelle éthique l'Union européenne s'attribue-t-elle le droit d'acheter pour 6 milliards d'euros l'accord de la Turquie et de la Grèce pour que les bateaux militaires de l'OTAN patrouillent la mer Egée? Est-ce que les migrants sont des envahisseurs militarisés? L'Irak était un Etat, il ne l'est plus. Les Libyens avaient un Etat, ils ne l'ont plus. Les

Syriens avaient un Etat, il n' existe plus. Tout cela à cause de nous. Et maintenant nos dirigeants disent que nous devons nous défendre.

**- Dans le contexte actuel marqué par la confusion idéologique, quelle serait la principale leçon à tirer ?**

Reprendre par tous les moyens possibles les chemins de la pacification en imposant à toutes les parties concernées (Arabie Saoudite et Israël compris) l'arrêt du financement et du commerce des armes. Un chemin extrêmement difficile à mettre en route et puis à maintenir, mais je considère que c'est la seule voie efficace à emprunter si on ne veut pas maintenir l'ensemble de la région « Méditerranée, Moyen Orient, Asie mineure, Afrique du Nord et Corne d'Afrique » dans un état permanent de guerre et de massacres au cours des 30 à 50 ans à venir. La raison est la paix. La déraison est de continuer la guerre en s'illusionnant que la paix viendra de l'extermination de l'ennemi. Les Etats-Unis, qui poussent toujours à la guerre totale, n'ont rien résolu depuis toutes ces années. Pourquoi suivre leur chemin?

*[les US et autres occidentaux se sont établis par la guerre et l'extermination des autochtones amérindiens et de leurs cultures, l'accaparement, le colonialisme etc donc la violence, les armes à feu, la militarisation de leur vie sont leur base « culturelle », rien d'étonnant à ce que leur domination ou celle de leur noyau occidental, qui est devenu mondiale, nous ait mené au désastre actuel.]*

\*\*\*\*\*<http://www.librinform74.fr/2016/08/libre-expression-michel-rioche-ecrit-a-sa-deputee-suite-a-lattentat-de-nice/>

LIBRE EXPRESSION Michel Rioche écrit à sa députée suite à l'attentat de Nice

vendredi 12 août 2016

Par j.c

Dans le cadre de notre rubrique « LIBRE EXPRESSION », nous publions la lettre envoyée par un de nos lecteurs à sa député L.R Virginie Duby-Muller, suite à l'attentat de Nice.

Madame la députée,

Nous sommes tous horrifiés par cet attentat, ceux qui l'ont précédé, celui qui l'a suivi et ceux qui suivront. Quand on se trouve dans une telle situation il est indispensable de se poser des questions sur les causes.

Monsieur Jean-Claude Gaudin, responsable LR, en a désigné quelques-unes : « faire des guerres dans le monde attire inévitablement la guerre chez nous ».

Il faut ajouter que ce que nous subissons est sans commune mesure avec les destructions et les morts que nous infligeons depuis des années « pour apporter la démocratie ». Dans ce contexte, il est incroyable que l'actuel président des LR, principal auteur de la destruction de la Libye et du chaos qui s'en est suivi, soit encore en responsabilité dans votre parti.

Les choses vont peut-être changer : Messieurs Bush et Blair sont recherchés pour crimes contre la paix, crimes de guerre et de torture en général par un tribunal en Malaisie.

Les Ministres britanniques disent que l'ancien Premier ministre Tony Blair pourrait faire face à des accusations de crimes de guerre quand l'enquête sur la guerre en Irak publiera ses conclusions.

Il ne serait pas sage de choisir comme candidat pour la présidence de la république une personne pouvant être potentiellement condamnée pour crime de guerre. Pour diriger la France, on ne prend pas quelqu'un qui s'est trompé si lourdement. On ne règle pas les problèmes avec ceux qui les ont créés.

Nos élites politiques nous disent que Daesh nous a déclaré la guerre avec ces attentats en oubliant de dire que nous menons nous-mêmes des guerres dans différents pays depuis des années entraînant des morts et des misères épouvantables, poussant des milliers de malheureux à fuir leur pays et d'autres fanatiques à porter la guerre chez nous.

La guerre ne vient pas que de l'extérieur. Certains des terroristes sont nés en France. On nous dit qu'il s'agit souvent de délinquants, privés d'emploi, qui se sont rapidement radicalisés. Oui, il y a beaucoup de souffrance sociale dans notre pays et cette souffrance fait perdre les repères à ces jeunes. Dans nos sociétés globalement de plus en plus riches, on n'a pas assez d'argent pour assurer leur intégration, leur éducation et leur fournir un emploi valorisant.

Si on ne regarde pas l'origine de nos problèmes, à l'extérieur et à l'intérieur du pays, on ne règlera rien et on continuera à nous dire que nous devons apprendre à vivre avec le risque d'attentats.

Le parallèle est saisissant avec l'injonction qui nous est faite d'accepter le risque nucléaire, comme si nous n'avions pas d'autre alternative que de vivre dans la crainte de bombes ou de vivre un Tchernobyl ou un Fukushima sur notre sol.

Madame le député, vous êtes membre d'un grand parti. Ne pouvez-vous pas apporter un peu de raison et de bon sens dans vos rangs pour offrir à notre pays un autre avenir ?

Avec mes remerciements anticipés je vous présente mes salutations les meilleures.

Michel Rioche

\*\*\*\*\*extrait <http://naturebiodynamie.wordpress.com/labeille/>

Elle a toujours été un modèle d'organisation de travail et de vie en société pour les Rois et l'église chrétienne qui lui conférait des origines de pureté et de sagesse. Ce n'est que récemment que l'on sait que ce n'est pas la Reine qui décide des orientations de la vie de la ruche mais qu'elle régule la vie de la colonie en diffusant des phéromones. La colonie communique ses choix et décide par consensus...les sociétés humaines n'en sont pas encore là.

« L'abeille est dans un état de conscience que l'homme n'atteindra que dans des milliers d'années »

Précise Rudolf Steiner en 1905 dans une conférence présentant l'évolution de l'humanité  
«

\*\*\*\*\*R: R: [coordination] R: association Nuclear Transparency  
Watch : démission

**Lettre adressée le 8 février 2001 aux 16 dirigeants et opérateurs du Consortium ETHOS**

Madame, Messieurs.

Le grand écrivain français, prix Nobel de littérature, Albert Camus, avait l'art de la sobriété lapidaire. Il a noté dans ses carnets trois mots: « Vivre c'est vérifier ». A une question, qui voulait être insidieuse, « Qu'est-ce que la vérité? », il répondit: « Le contraire du mensonge ». Il avait une confiance tragique en l'homme.

C'est dans son esprit de vérité et de confiance « malgré tout », que j'ai décidé de vous écrire.

Vous avez choisi le beau nom d'Ethos pour votre action. Et c'est à votre humanité éthique que je m'adresse. Pour vérifier si vous savez le mal que vous faites, ou si ce sont des fonctionnaires corrompus d'un pays blessé qui le font en votre nom à votre insu.

Malgré tout ce que disent les documents que je joins à cette lettre, j'ai encore peine à croire que sous le nom d'Ethos se masque une lucide volonté de nuire.

Le travail indépendant du Professeur Nesterenko doit être protégé, soutenu, développé dans les territoires contaminés par la catastrophe de Tchernobyl. Vous lui barrez la route et le faites chasser.

Avec les moyens dont vous disposez, financiers, politiques et humains, vous pourriez l'aider à poursuivre son œuvre, la plus intelligente et efficace dans les circonstances actuelles. Je suis en contact quotidien avec lui et connais ses difficultés.

J'attends votre réponse, dont dépend le sort de ce scientifique dévoué à son pays. Vous pouvez encore arrêter cette infamie.

Il s'en est suivi un bras de fer et un conflit, qui dure encore et auquel tu t'es joint plus récemment avec ton analyse, que je partage.

Je m'attends maintenant à ce que Michèle Rivasi, notre représentante au parlement européen, prenne à bras le corps, comme elle sait le faire généreusement, la question sanitaire de Tchernobyl et se batte pour que l'Europe finance enfin la pectine aux enfants des territoires contaminés, – devoir humanitaire, – et en prépare des stocks pour le prochain accident majeur programmé par l'État français pour nos enfants à nous.

Pour conclure sur la pectine, le samedi 1 octobre 2016 19:37, Michel Fernex nous a envoyé le mail suivant (c'est moi qui souligne en caractères gras) :

« *Cher Yves,*

*tu as raison. la mesure quotidienne du strontium n'est pas à la portée des laboratoires.*

*Pour l'Uranium un laboratoire le réalisait pour 2500 USD.*

***Vivre en zone hautement contaminée, justifie la prise de pectine toute la vie.***

*Une fois que la pectine rencontre le strontium, elle ne le lâche plus avant les reins, où le strontium quitte l'organisme.*

*Amitié Michel »*

Amitiés à toutes et à tous

wladimir tchertkoff

\*\*\*\*\*<http://www.librinfo74.fr/2016/11/une-reponse-a-ceux-qui-rejettent-les-migrants/>

Une réponse à ceux qui rejettent les migrants.

vendredi 4 novembre 2016

Par jefdelhaye

Conseil municipal du 29 septembre 2016

Intervention de Daniel Breuiller, maire d'Arcueil, en réponse au vœu du Front National intitulé « ma ville sans migrants »

« Ce vœu est une insulte à l'histoire de notre pays et de notre commune.

Je vais vous rappeler la Constitution de 1793 :

« Tout étranger âgé de 21 ans, qui domicilié en France, y vit de son travail, ou acquiert une propriété ou épouse une française ou adopte un enfant ou nourrit un vieillard, tout étranger enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits des citoyens français. »

Voilà plus de deux siècles, la République se définissait ouverte et accueillante. Votre pensée est moyenâgeuse,

Arcueil a accueilli bien des migrants : Marie Curie par exemple, Antoine Marin dont un prix d'art contemporain porte le nom... Combien de familles venues d'Italie ou d'Espagne fuyant le fascisme, combien de familles juives d'Europe de l'Est dont plusieurs, hélas, livrées par la police de Pétain au régime Nazi.

Des gens célèbres mais aussi des maçons, des carriers, des ouvriers, des instituteurs, des réalisateurs, des commerçants.

Dulcie September, luttant en France contre le régime de l'apartheid jusqu'à son assassinat. Des réfugiés chiliens fuyant Pinochet et même sans doute des réfugiés roumains fuyant la dictature Ceausescu.

Si nous avons fermé la porte aux migrants vous ne trouveriez guère de médecins à l'accueil des urgences de l'hôpital, les poubelles ne seraient plus ramassées dans nos rues, votre colistière ne serait peut-être pas à vos côtés ce soir et Picasso n'aurait pas rencontré Julio Gonzalez ici même.

Votre vœu est une honte à propos des réfugiés alors qu'en ce moment même des enfants meurent sous les bombes à Alep, des familles sont affamées, les opposants politiques assassinés en Syrie, au Soudan ou en Erythrée.

Votre vœu est une honte parce que plus de 11 000 personnes ont péri en Méditerranée au cours des deux dernières années.

Notre ville s'est déclarée prête voilà un an à participer à l'accueil de réfugiés car Calais, les bidonvilles qui fleurissent sont une indignité. A ce jour nous n'avons pas été sollicités, mais je réitère au nom de la majorité municipale notre disponibilité à accueillir les deux ou trois familles que les engagements internationaux nous demanderaient d'accueillir.

Il y a 36 000 communes en France, les engagements internationaux de la France parlent de 30 000 réfugiés, l'évacuation de Calais et des autres camps concerne 12 000 personnes. Cela ne fait même pas une famille par commune ! Et nous ne pourrions pas ?

A Arcueil, des particuliers se sont portés volontaires pour accompagner ces migrants dans leur insertion et même plusieurs pour les loger. Une famille syrienne vit depuis 3 ans dans un logement de 30m<sup>2</sup> avec 3 enfants. Elle est avocate, lui ingénieur et ils vivent en faisant des ménages et des traductions.

Beaucoup de familles françaises ont un parent ou un aïeul étranger. Ici même dans le conseil nous avons des parents, grands-parents venus de Belgique, de Guinée, du Cameroun, de Pologne, d'Algérie, du Maroc, de Roumanie, de Serbie, du Portugal, d'Espagne...

Ils forment notre nation par leur adhésion aux valeurs de la République.





C'est ma double appartenance à mon pays d'adoption, la France, et à mon pays d'origine, la Syrie, qui m'incite à vous adresser cette lettre. Veuillez bien en excuser la longueur : les informations partielles génèrent des jugements partiels qui nuisent à la cause du peuple syrien, aussi assoiffé de liberté, d'égalité et de fraternité que le peuple français.

Monsieur le Président,

**La Syrie** ne s'écroule pas seulement sous les missiles, les barils de feu et les bombes mais elle est surtout **ravagée par les conséquences d'une grande mystification** élaborée par le pouvoir du dictateur syrien aussi bien que par des grandes Puissances et des pouvoirs régionaux. Aujourd'hui la Syrie avec son histoire et son patrimoine millénaires, son peuple et sa révolution, se résument pour beaucoup en trois mots : Daech (État Islamique), le terrorisme et les réfugiés. Ce raccourci pourrait être même fait parfois par ceux qui pleurent Homs devenue ville fantôme ou Alep en train de le devenir. Et pourtant ! Qui a détruit Homs puis l'a vidée de ses habitants ? Qui est en train de brûler Alep et d'anéantir sa population ? Qui a utilisé les armes chimiques ? Qui a affamé Azzabadani et plusieurs autres villes syriennes ? Qui a bombardé les civils, leurs marchés, leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs mosquées et leurs églises ?

Monsieur le Président,

Vous savez que c'est le pouvoir syrien, ses milices libanaises et irakiennes, ses conseillers et combattants iraniens et son grand protecteur russe qui depuis 2012 ne cessent de perpétrer ces crimes. La destruction de Homs, vidée plus tard de ses habitants était tout simplement la réponse du pouvoir Assad à une grande manifestation pacifiste. Daech n'existait pas alors en Syrie. Le même scénario, et presque en même temps que le bombardement de Homs, s'est répété dans les grands villages situés au pied et aux alentours du Crack des Chevaliers. Aujourd'hui, il n'y a plus âme qui vive sur ces beaux lieux d'une grande importance historique.

Monsieur le Président,

Vous savez certes qu'en un rien de temps et sans se heurter à la moindre résistance de l'armée nationale de Bashar el Assad dont la vocation est soi-disant de combattre le terrorisme, Daech met la main sur le tiers de la Syrie. Palmyre ayant fait partie de ce butin gagné avec une si grande facilité, sera reprise plus tard, en 48 heures par l'armée syrienne et son allié russe. Au comble du cynisme, plusieurs concerts de musique classique exécutés par des musiciens russes, viennent alors célébrer cette prétendue grande victoire à Palmyre même, pendant que des bombes de l'armée russe et syrienne continuent à tomber sur les têtes des civils aleppins. Si pendant la période des manifestations pacifiques les Syriens avaient réussi à renverser le pouvoir despotique de Bashar el Assad, Daech n'aurait pas eu le temps de s'implanter en Syrie. Il n'aurait surtout pas eu la possibilité de perpétrer ses horribles crimes en France puis en Belgique. Nous en sommes d'autant plus persuadée que les combattants syriens de l'armée libre sont les seuls encore aujourd'hui à livrer bataille sur le terrain contre à la fois l'armée de Bashar et ses milices et contre Daech et Annousra.

Monsieur le Président,

Daech n'est pas un problème irakien ou syrien que vous pourriez avec vos alliés écraser en Irak ou en Syrie mais il est l'enfant monstrueux d'une série de problèmes jamais résolus entre l'Orient et

l'Occident. Lorsqu'en 2011 **des Syriens et des Syriennes issus de la campagne et des villes, ont manifesté pacifiquement** pendant plusieurs mois, leur intention était de renouer avec les moments lumineux de leur histoire récente, ceux de l'indépendance puis ceux des périodes démocratiques où siégeaient au parlement des citoyens de toutes confessions et ethnies confondues. Ils se référaient aux nationalistes de cette époque, à ses journalistes et à ses hommes et femmes politiques dont l'objectif ultime était de construire une unité entre des pays arabes démocratiques et fédérés [1]. Les slogans que les syriens scandaient dans leurs manifestations au début de la révolution n'étaient ni belliqueux, ni religieux, mais la réponse du pouvoir syrien ne se limitera pas seulement à des balles réelles tirées sur des manifestants sans armes mais il multiplia les humiliations, les arrestations, les détentions, les liquidations, les tortures, les demandes de rançons, les enlèvements...

La suite, vous la connaissez bien, Monsieur le Président, des militaires qui désertent parce qu'ils refusent de tirer sur des jeunes gens inoffensifs, puis ces mêmes militaires qui prennent l'initiative de fonder l'Armée libre avec la ferme intention de sauver de la tyrannie leur peuple et leur pays. Ce qui arriva plus tard n'est ni la faute de ces valeureux officiers, ni celle d'une opposition syrienne divisée mais plutôt celle d'un canevas de mensonges éhontés, de mauvaise foi, d'indifférence, de désinformation, de calculs froids, d'intérêts cyniques et de lâcheté sans précédent dont la responsabilité pourrait être équitablement partagée entre les pouvoirs régionaux, les Puissances occidentales et la communauté internationale.

**Mais la répression féroce exercée contre le peuple syrien** ne fait qu'aiguiser sa volonté et forger sa détermination. La mémoire de l'oppression et de l'humiliation qu'il a subies pendant plusieurs décennies a sur lui aujourd'hui un effet presque aussi brûlant que les armes sophistiquées ou barbares dirigées, depuis cinq ans, contre lui et contre son pays. La preuve en est qu'il y a seulement quelques mois et suite à une courte accalmie, des manifestations contre le régime de Bashar et contre Daech ont eu lieu dans presque cent points différents de la Syrie. Oui, le peuple syrien a toujours su que le cancer est le pouvoir syrien et que Daech n'en est que la métastase. Mais comment se fait-il que le peuple syrien s'est soudain trouvé délaissé par ses amis et entouré par un si grand nombre d'ennemis ?

Qui a participé dès le départ à la cacophonie générale concernant la Syrie ? **Qui continue toujours à défendre le dictateur syrien ?**

Pour s'en tenir à la France, nous pouvons dire que les partisans de Bashar el Assad se recrutent.

a. tout d'abord parmi ceux qui le considèrent comme le seul protecteur et garant des « minorités » et notamment la chrétienne. Pour étayer leur argument, ils affirment sans vergogne que Bashar est laïc. Or pendant cinquante ans de pouvoir, la famille Assad a réussi non seulement à saper toutes les bases de citoyenneté sur lesquelles se construisait une Syrie libre et démocratique mais aussi à gangréner ce pays par le confessionnalisme et la corruption. Par ailleurs, le mythe indéracinable stipulant que les chrétiens et le christianisme au Proche-Orient ont besoin de protection est élaboré depuis les Croisades et relayé par le colonialisme et le néo-colonialisme. Paradoxalement, les Puissances occidentales, qui ne jurent que par la laïcité, ne désignent les peuples du Proche-Orient que par leur religion, leur confession ou leur ethnie. De plus, c'est sans complexe que plusieurs dirigeants de ces grandes Puissances, en principe laïques, s'adressent à leurs prélats pour demander

leur bénédiction avant d'engager leur hostilité contre Arabes et/ou Musulmans, comme ce fut le cas de Bush avant qu'il n'envahisse l'Irak et celui de Poutine avant qu'il ne bombarde la Syrie.

b. La deuxième catégorie qui défend aussi Bashar el Assad se recrute parmi ceux que nous allons surnommer la *gauche pavlovienne* [2]. *Ceux-ci sont extrêmement nombreux et ont largement participé à la désinformation concernant la Syrie et ils ne sont pas présents seulement en France mais aussi dans tous les pays arabes. Leurs arguments sont inébranlables parce qu'ils reposent sur plusieurs articles de foi :*

1. *Ils considèrent les U.S.A. et leurs alliés (Europe, Arabie Saoudite, Turquie et Qatar) comme les seuls responsables de tous les maux de la terre, d'où leur totale cécité lorsque les U.S.A. et l'Europe abandonnent certains de leurs alliés, en l'occurrence la Turquie et l'Arabie Saoudite, et participent même à leur lynchage médiatique. Que dire de l'indifférence et du cynisme dont ont témoigné les alliés occidentaux de la Turquie chaque fois que ce pays était victime, ces derniers temps, d'attentats meurtriers ou de tentatives de coup d'Etat dont la seule conséquence aurait été son démantèlement. Cette même cécité les empêche aussi de voir que des alliés comme l'Arabie Saoudite et le Qatar peuvent être parfois en total désaccord entre eux lorsqu'il s'agissait de soutenir les révolutions arabes ou de les faire échouer.*

2. *La nostalgie pour l'URSS rend ces gauchistes indifférents aux crimes commis par le régime russe. On dirait, bizarrement qu'en dénonçant la Russie d'aujourd'hui, ils renieraient tout leur passé de militants marxistes. Ainsi leur silence coupable concernant le totalitarisme et l'impérialisme de l'ex-Union soviétique se prolonge aujourd'hui lorsqu'ils se taisent sur les crimes actuels de la Russie dont les derniers en date sont le soutien inconditionnel du dictateur syrien et le bombardement de la Syrie et de sa population civile. De plus, les accointances multiples que Poutine a avec la Droite et l'Extrême-droite françaises ne semblent pas beaucoup déranger cette gauche pavlovienne.*

3. *Quels que soient les crimes perpétrés par le pouvoir iranien contre son peuple et les peuples voisins, les gauchistes pavloviens ne lui reprochent jamais rien. Comme un talisman, la révolution iranienne, même usurpée par le pouvoir des Mollahs et baptisée révolution islamique, protège curieusement ses usurpateurs de tout jugement. Leur discours démagogique, réactionnaire et qui n'a de révolutionnaire que le vernis ne réussit pas à ternir leur image aux yeux de cette gauche qui continue à les défendre envers et contre tout. Enfin cette gauche partage avec l'Extrême droite et une bonne partie de la Droite une stratégie néo-colonialiste qui consiste à soutenir une minorité, en l'occurrence chiite contre une majorité sunnite dans le seul but d'affaiblir cette dernière. Mais, une telle stratégie a besoin d'être justifiée par des affirmations essentialistes qui s'emploient à valoriser la minorité et à dévaloriser la majorité. Ainsi est-il extrêmement courant aujourd'hui d'entendre dire en France que les chiites éclairés vont pouvoir civiliser les sunnites obscurantistes. Cette stratégie, adoptée aussi par les U.S.A, a probablement aplani le chemin vers l'accord nucléaire. Mais nous sommes convaincue que du jour au lendemain, lorsque ces pouvoirs occidentaux auraient atteint leurs buts stratégiques et économiques, ils pourraient -toujours dans le sens de leurs intérêts- désigner à nouveau l'Iran comme le grand malfaiteur, et là, ce n'est pas le pouvoir iranien qui sera mis en danger mais surtout son peuple dont il a défiguré et confisqué la révolution.*

4. *Bref cette gauche – toujours décalée dans le temps – croit encore à ce fameux front du refus qui réunit l'Iran, la Syrie et le Hezbollah libanais. Ce front, soi-disant anti-impérialiste et grand*

défenseur de la cause palestinienne, a non seulement nui souvent à cette cause en l'instrumentalisant, mais il a toujours continué à bénéficier du soutien inconditionnel de la gauche pavlovienne.

### **Pour quelles raisons les révolutions arabes n'ont-elles pas été soutenues ?**

1. Parce-que les régimes militaires, totalitaires et monarchiques du Proche-Orient et du Maghreb ont tous tremblé de voir une démocratie arabe s'installer dans la région et servir d'exemple à leur propre pays qu'ils gouvernent avec le feu et le sang.
2. Parce-que les pouvoirs occidentaux ont presque toujours préféré avoir affaire à des potentats plutôt qu'à des dirigeants démocrates, soutenus par leurs peuples. D'où l'aide proposée à Ben Ali par l'État français, ainsi que l'accueil chaleureux réservé plus tard au jeune dictateur El Sissi et tous les contrats signés avec lui. C'est dans le même esprit que l'on entretient aujourd'hui un mythe sur un Iran qui évolue lentement mais sûrement vers un peu plus de liberté, alors que si la vraie révolution iranienne contre le Shah n'avait pas été féroce-ment écrasée par Khomeini, ouvertement soutenu par certains pouvoirs occidentaux, si toute velléité de révolte chez le peuple iranien n'avait pas été impitoyablement étouffée par les successeurs de Khomeini, nous aurions eu affaire aujourd'hui à un Iran libre, démocratique, riche, épanoui et ouvert sur ses voisins et pas à un pouvoir fermé, démagogique et arrogant dont les visées expansionnistes ne peuvent être soutenues que par une idéologie confessionnelle.
3. Enfin parce que Israël a vraiment tremblé de voir des régimes démocratiques s'installer chez ses voisins arabes et parce qu'il aurait dû désormais discuter avec des pairs qui représentent vraiment leurs peuples et pas avec des dirigeants démagogues qui n'ont jamais cessé d'instrumentaliser la cause palestinienne dans le seul but d'assurer leur pouvoir despotique. De plus si des démocraties arabes s'installent dans la région, comment Israël pourrait-il continuer à se targuer d'être la seule et l'unique démocratie au Moyen-Orient ? Il s'en prévaut tellement qu'en son nom il transgresse toutes les résolutions de l'ONU, confisque et occupe encore plus les terres palestiniennes, multiplie les arrestations et les détentions dites préventives, et enfin tire sur des femmes et hommes palestiniens qu'il blesse ou tue sous couvert de prétextes sécuritaires, traque ses parlementaires arabes à la Knesset, les lynche médiatiquement parce que ils/elles refusent d'assister à l'enterrement de Peres et les menace chaque fois qu'ils prennent la défense de leurs sœurs et frères palestiniens de les chasser du parlement ou de leur propre pays... Bref, jamais Israël ne s'est déchaîné contre la population des territoires occupés comme il le fait depuis le début des révolutions arabes. Ses arguments, pour continuer le siège criminel de Gaza, sont inépuisables. Il lui livre guerre après guerre, toutes destructrices et meurtrières. Une amie franco-palestinienne nous a raconté que pendant la dernière guerre contre Gaza, sa meilleure amie a perdu 25 membres de sa famille. Cet exemple, qui n'est certes pas unique, ajouté à la voix du prêtre de Gaza –qui refuse de quitter sa ville et invite sans cesse ses habitants à la résistance pacifique- ne perturbe nullement la tranquillité d'Israël. Après tout, pensent certains, c'est presque de l'outrecuidance que de parler aujourd'hui des crimes quotidiens d'Israël contre les Palestiniens lorsque l'on voit les horreurs commises par le voisin Bashar el Assad contre son propre peuple et son propre pays.

Monsieur le Président, Certaines alliances sont probablement nécessaires, mais ne faut-il pas sans cesse revoir leur mode de fonctionnement ? **Aligner la politique de la France au Moyen-Orient sur celle des U.S.A. n'at-il pas eu jusqu'ici des conséquences aussi catastrophiques pour la**

**France que pour le Moyen-Orient ?** Les pouvoirs politiques américains n'entendent presque rien ni au Proche-Orient ni au Moyen-Orient parce que ces déracinés de l'Europe ont oublié dans leur enthousiasme, leur orgueil et leur arrogance qu'en construisant un « Nouveau-Monde » ils ne sont pas dispensés de savoir que des pays aux cultures millénaires leur auraient proposé mille enseignements. Ils auraient compris que depuis plusieurs siècles, dans cette région, des sociétés avec leurs composantes multiples et leur diversité vivaient dans la convivialité et la solidarité. Or si les Croisés, contrairement à leur attente, étaient jadis choqués de découvrir que chrétiens et musulmans ensemble, leur livraient bataille en Orient, un certain Occident néo-colonialiste n'a pas l'air d'avoir saisi la leçon mais bien au contraire il continue, aujourd'hui particulièrement, à nous rebattre les oreilles avec des arguments stipulant que « nos minorités » -que nous ne désignons jamais comme telles- ont besoin de protection pour qu'elles puissent coexister avec notre « majorité » qu'il vaudrait mieux, de toute façon, affaiblir et pourquoi pas décimer. Lorsque dans son premier mandat, le président Obama fait un discours au Caire sur la civilisation arabo-musulmane, nous avons alors espéré naïvement que les États-Unis, grâce à lui, vont probablement marquer un tournant dans leur politique moyen-orientale. Mais une fois son deuxième mandat entamé et suite à la tournure tragique que prennent les révolutions arabes, monsieur Obama, fait volte-face et tient sur cette même culture des propos empreints d'un souffle colonial et méprisant, puisque l'un ne va pas sans l'autre. C'est là donc où il invite les musulmans à évoluer tout 5 en émettant des doutes sérieux sur la rapidité de leur évolution. Cette mauvaise foi n'a d'équivalent que la lâcheté et le cynisme avec lesquels il a traité sans arrêt le problème syrien. Quant à Vladimir Poutine qui envoie son armée bombardier la Syrie avec toutes sortes d'armes sophistiquées et/ou interdites, il n'est pour le peuple syrien qu'un envahisseur fou et dangereux qui a fait preuve déjà de sa détermination à assujettir le peuple syrien à son potentat en activant alternativement deux marionnettes, l'une aux Nations Unies chargées d'opposer son veto à toute proposition susceptible de débloquent la situation en Syrie et l'autre aux affaires étrangères en la personne de son ministre Lavrov qui accumule les déclarations mensongères, ridicules et aberrantes : « Je ne veux pas de sunnites à la tête de l'Etat syrien » n'en est qu'un petit exemple de ces absurdités dont le parallèle serait de dire que désormais nous ne voulons plus de chrétiens orthodoxes à la tête de l'Etat russe... Oui, monsieur Poutine aurait pu traiter des intérêts de son pays avec un régime syrien libre et démocratique mais il a privilégié le langage des bombes et des missiles qu'il dirige essentiellement contre l'opposition – classée modérée- par les pouvoirs occidentaux. Puis, comme pour justifier ses dîners avec John Kerry, Poutine demande à son armée d'exécuter quelques frappes contre Daech au nord de la Syrie. Ainsi le sort des peuples arabes se discute et se décide sans les peuples arabes. Lorsqu'ils ne sont pas livrés à leurs bourreaux, ils deviennent les otages de tractations lâches qui ne prennent jamais compte de leur volonté ou de leurs aspirations.

Monsieur le Président,

**La France et la Grande-Bretagne ont un devoir moral à l'égard du Proche-Orient.** Ils ont une dette morale à honorer, car si le projet Sykes-Picot, dont le but était de diviser la région en États confessionnels et ethniques avait partiellement échoué, c'était grâce aux nationalistes syriens de l'époque, et c'est pourquoi leurs noms étaient scandés par les jeunes manifestants de la révolution syrienne en 2011. La France et la Grande-Bretagne n'ont pas seulement trahi la promesse faite aux Arabes et qui consistait à les aider dans leur lutte et leur révolte contre l'Empire ottoman mais ils y ont ajouté la promesse Balfour, c'est à dire la création d'un foyer juif en Palestine. En 1948, au lieu

d'être consulté sur son destin, le peuple palestinien connaît sa première et tragique expulsion. S'il avait aujourd'hui un État libre et démocratique, beaucoup de déchirements et d'injustices auraient été épargnés à toute cette région car les dictateurs et les monarques arabes, les Puissances régionales et internationales auraient au moins cessé d'utiliser la cause palestinienne pour asseoir leur hégémonie. Depuis qu'Israël s'est installé dans la région, les peuples arabes et notamment les Palestiniens n'ont entendu parler que de la sécurité et des droits d'Israël. Mais à quel moment les pouvoirs occidentaux vont-ils enfin se soucier des droits des Palestiniens et de la sécurité de leur futur Etat légitime ? Alep, avec sa pierre blanche, ses pistaches, sa confiture de rose, sa musique et sa cuisine d'un grand raffinement, Alep avec ses musulmans, ses chrétiens, ses juifs (qui ne l'ont quitté qu'après la naissance d'Israël), ses athées et agnostiques, ses Arméniens, ses Kurdes, ses Circassiens est en train de s'éteindre. Sa bibliothèque nationale, non purgée jusqu'en 2011, comme l'a été depuis longtemps celle de Damas par le régime du Baath puis par celui du père et du fils Assad, recelait de documents historiques, d'œuvres de philosophes et de grammairiens extrêmement précieux et probablement irremplaçables. Alep – avec sa culture et ses salles de cinéma prestigieuses qui, jusqu'au début des années 60, projetaient les films les plus récents provenant de la France, de l'Italie, des États-Unis, de la Russie, de l'Inde, du Japon et de l'Égypte – a commencé à perdre son âme avec la succession des régimes militaires. Elle a essayé d'en sauver des lambeaux en protégeant un peu son savon, un peu son industrie textile, un peu sa citadelle, un peu ses souks millénaires, ses anciens quartiers et maisons aux cours intérieures dont émane un parfum de roses et de jasmins... Elle a tenté de sauver un peu tout cela en se recroquevillant sur elle-même, en se taisant sur l'injustice car la réaction de ses bourreaux à ses quelques soubresauts ont présagé de ce qui allait lui arriver plus tard si jamais elle est tentée par un soulèvement. Alep aujourd'hui est non seulement en train de mourir mais regrette d'être née tout comme le grand philosophe athée Aboul Al'ala' al-Ma'arri (XIème siècle) enterré dans une autre ville martyre 6 syrienne (Ma'arrat an-Nou'man) à proximité d'Alep. L'épithaphe écrite sur la tombe du philosophe, nous l'avons apprise sur les bancs de nos écoles : « C'est le crime que mes parents ont commis contre moi, et que je n'ai commis contre personne ».

Monsieur le Président,

Encore aujourd'hui et malgré toutes **les promesses non tenues faites par la France au peuple syrien**, certains Syriens et Syriennes sont encore convaincus, pour des raisons plutôt affectives qu'objectives, que la France est leur seule et unique amie européenne et occidentale et c'est pour cette raison que nous vous écrivons. La France, dites-vous, dans votre discours du 16 novembre 2015, aspire à être représentée « dans toutes ses sensibilités, dans toute sa diversité mais aussi dans toute son unité ». Or, l'aspiration de la Syrie serait-elle différente ? Les régimes arabes du Proche-Orient et du Maghreb ont tous instrumentalisé la laïcité aussi bien que les religions et les confessions mais ils n'ont jamais été laïcs. Bien au contraire, ils ont miné et laminé cette paisible coexistence de leurs peuples qui ont toujours été fiers de leur précieuse diversité séculaire. Bref, ces régimes ont défiguré et galvaudé toutes les causes chères au cœur de leurs peuples. Ils ont vidé la cause palestinienne et l'unité arabe de leur sens et les ont livrées aux enchères pour devenir aujourd'hui les adeptes fervents de la lutte contre le terrorisme. Ce mal, s'ils ne l'ont pas créé, ils ont au moins participé, d'une manière ou d'une autre, à son élaboration.

*Si les révolutions arabes n'avaient pas été livrées à leurs détracteurs, si elles n'avaient pas été défigurées par des faussaires, nous aurions eu aujourd'hui une Tunisie, une Égypte, une Libye, un Yémen et une Syrie libres, démocratiques et pacifiés. Et pourtant, une opinion majoritaire en France, au lieu d'accueillir les révolutions de ces peuples avec confiance et générosité, a préféré soliloquer sur le terme exacte qu'il fallait utiliser pour désigner « ces soulèvements » ou « ces insurrections ». Le label de la révolution étant sacré et consacré il ne fallait surtout pas le dévaluer en l'appliquant à des malheureux « insurgés ». La France – sauf quelques îlots marginalisés – avec ses médias, ses hommes et ses femmes politiques, ses intellectuels, dans son approche des révolutions arabes, est passée par plusieurs étapes toutes guère honorables : du doute à la suspicion, à l'agacement, à la crispation, aux considérations géopolitiques puis enfin à l'indifférence et/ou à l'hostilité. A aucun moment cette France n'a pensé que le Proche-Orient, une fois libéré de ses potentats, puisse bénéficier de changements irréversibles dont les termes se seraient inscrits dans le concret et pas dans le rêve ou l'utopie. Les révolutions, non contrées, auraient eu pour conséquences :*

- Un État palestinien libre, indépendant et démocratique, avec les frontières de 1967 et Jérusalem-est comme capitale. Cette Palestine avec un sol unifié et une population réunie et pacifiée pourrait coexister avec un Israël libéré de ses obsessions colonialistes et expansionniste. Un Israël qui refuse de rester l'otage de l'injustice, de la mauvaise foi et de l'aveuglement, de ses dirigeants de droite comme de gauche. Car ces derniers ont réussi à étouffer les voix de leurs concitoyens qui ont essayé d'œuvrer pour une paix juste et réelle entre Israéliens et Palestiniens. – Un Liban qui retrouve sa vocation séculaire d'hospitalité, qui rompt définitivement avec ses conflits confessionnels déclarés ou larvés mais qui refuse surtout que des puissances régionales et étrangères lui dictent sans cesse leur volonté.*
- Un Irak qui récupère enfin sa dignité et son unité déjà ravagées par les deux guerres du Golfe. Sinon ce qui l'attend aujourd'hui est un nouveau cauchemar : la bataille de Mossoul, ville historiquement jumelée à Alep. Coïncidence ou ironie du sort ? De toute façon, la future hémorragie de Mossoul va immanquablement rappeler celle actuelle d'Alep et ses conséquences n'en seraient probablement pas moins tragiques.*
- Des Kurdes qui savent pertinemment que ce ne sont ni les Américains, ni les Européens, ni les Russes qui veilleront sur leurs droits, puisque toutes ces grandes puissances ne tarderont pas à les lâcher dès qu'elles n'auront plus d'intérêt à les soutenir. Encore aujourd'hui, des Kurdes d'Irak et de Syrie sont convaincus que leurs meilleurs alliés auraient été des pouvoirs démocratiques, installés dans ces deux pays.*
- Des pays du Golfe qui retrouvent leurs esprits et décident enfin de construire des démocraties avec leurs peuples qu'ils ont réussi jusqu'ici à dominer et à anesthésier grâce au pouvoir de l'argent. Car, si l'Arabie Saoudite ne s'était pas acharnée à exporter son wahhabisme, si elle n'avait pas obéi aux injonctions des USA dont la participation à la Guerre du Golfe, enfin, si avec les Emirats Arabes Unies, elle n'avait pas soutenu les potentats de la région contre les révolutions de leurs peuples, elle n'en serait pas aujourd'hui à craindre pour sa propre sécurité et pour celle des pays du Golfe [3] .*
- Un Iran qui rend la révolution à ses enfants et renonce définitivement à ces visées expansionnistes, soutenues par une idéologie confessionnelle. – Une Turquie qui cesse d'être*

*partagée entre deux nostalgies meurtrières : l'Empire Ottoman ou la laïcité despotique de Kamal Atätürk. C'est seulement lorsqu'elle aura définitivement inscrit ses actes et ses engagements dans la voie de la démocratie, qu'elle a récemment et difficilement empruntée, c'est seulement lorsqu'elle aura reconnu l'atrocité du génocide commis par les siens à l'encontre des Arméniens venus souvent se réfugier en Syrie, c'est seulement ainsi qu'elle parviendra à résoudre son conflit avec les Kurdes et qu'elle continuera à bénéficier, sans ambiguïté aucune, de l'amitié des peuples de la région comme les Palestiniens et les Syriens, soutenus et accueillis par elle avec une généreuse solidarité.*

□ *Enfin, des pays du Maghreb qui profitent de l'élan de la révolution tunisienne et se réconcilient définitivement avec leur histoire non seulement en sauvant leur indépendance des usurpateurs nationaux et internationaux mais en bénéficiant à la fois et sans complexe de leurs cultures : arabe, amazigh, musulmane et française. Un Maghreb qui vit toutes ses composantes culturelles comme un acquis précieux dont aucun élément n'est à sacrifier ni à négocier.*

*Monsieur le Président,*

*Les horreurs perpétrées à Charlie Hebdo, au Bataclan, à Sainte-Etienne de Rouvray et à Nice ne nous ont pas seulement ébranlée et anéantie, mais elles nous ont rappelé aussi que la France souffre depuis longtemps de la perte de ses repères. Ce sont ces repères que nous avons essayé de ne jamais perdre de vue et pour lesquels nous avons choisi de vivre en France, d'y faire des recherches et de s'engager dans sa vie culturelle et associative.*

**La France que nous avons choisie** est celle de notre directeur de recherche, Jean Gaulmier [4], aujourd'hui disparu mais jamais aussi présent. Durant toute sa vie et grâce à des actes discrets et forts de sens et de conséquences, il a posé des jalons qui auraient pu rendre indéfectible la relation entre la France et la Syrie. Il soutient les leaders syriens et libanais dans leur lutte pour l'indépendance et envoie des étudiantes syriennes d'Alep [5] dès les années 30 à la Sorbonne dans le but de les initier aux méthodes de recherches en les faisant ainsi profiter de l'enseignement d'un Régis Blachère et d'un Louis Massignon. Plus tard, lorsque nous avons eu, en France, la chance de bénéficier de son enseignement et d'échanger autour des problèmes du Proche-Orient, il n'a jamais abordé la question palestinienne sans qu'il soit saisi par une vive émotion. En 1982, meurtri autant que nous par le massacre de Hama, il sortit de ses caisses plusieurs photos de la ville martyre et les accrocha aux murs de son bureau à Strasbourg. Enfin ce maître avec qui nous échangeons inlassablement nos goûts littéraires, mit sans cesse à l'épreuve nos analyses féministes du roman français d'entre-deux-guerres. Mais à notre grand étonnement, ce même homme prit la défense de notre démarche et de nos analyses féministes pendant la soutenance. Des femmes et des hommes de la trempe de notre regretté directeur de recherches n'ont pas totalement disparu en France mais ils ne sont probablement, hélas, pas assez nombreux, ni assez visibles, ni assez actifs pour qu'ils puissent agir sur le courant des événements entre la France et la Syrie.

*La France que nous avons choisie est celle des années 70 lorsque le mouvement des femmes prend son essor et réussit à faire voter la loi de 1974 et non celle qui refuse de voter la loi antisexiste -déjà adoptée dans plusieurs pays européens – alors qu'elle fait des affaires du foulard, de la burka et du burkini une priorité nationale. La France que nous avons choisie est celle qui se démarque non seulement de son passé colonial mais qui évite de retomber dans un néo-colonialisme déclaré ou larvé. L'esprit néocolonial, féru de jugements rapides, de formules lapidaires et de*



*généralisations essentialistes, s'exprime aujourd'hui sans complexe en France chez les croyants comme chez les athées, à gauche comme à droite. Cet esprit qui se base sur des considérations erronées aussi bien sur l'Islam et les musulmans que sur les Arabes, leurs pays, leur histoire, leur culture et leurs révolutions, ne dispose pas de plus d'informations que les Croisés du Moyen-âge. Cet esprit crée dans notre société des ruptures irréversibles qui poussent la France à renier ses propres enfants. Nous n'en serions pas là aujourd'hui si certaines évidences n'étaient pas occultées à savoir que l'extrémisme n'est pas une maladie propre aux seules religions, que l'islam n'en est pas le terrain endémique. En réalité, cette déviance est commune à toutes les idéologies et les croyances qui peuvent être entraînées, un jour, par certains de leurs leaders sur les chemins de l'intolérance et de la folie. La France que nous avons choisie est celle qui a témoigné de son grand enthousiasme à la chute des généraux en Grèce, en Espagne et au Portugal, celle qui, plus tard, s'est réjouie de la chute des régimes totalitaires dans l'Europe de l'Est, mais non celle qui blanchit et réhabilite, à maintes reprises, des dictateurs arabes et africains pour les charger de missions dont ils s'acquitteront comme de vrais mercenaires : le père Assad, qui envahit le Liban pour anéantir la Gauche libanaise et écraser les Palestiniens, n'en est qu'une triste illustration.*

*Monsieur le Président,*

***Cette lettre, c'est avec un sentiment de devoir à l'égard de la France et de la Syrie que nous vous l'adressons.*** Elle est un cri de douleur que nous ne pouvons plus comprimer dans nos entrailles et notre gorge, car suite à l'innommable, à toutes ces destructions, ces tueries, ces expulsions, suite au déplacement quotidien de sa population, la Syrie va s'éteindre, et peut-être aussi l'Irak, la Libye, le Yémen et à leur tête la Palestine. Un peu plus tard, si cela continue viendra le tour du Liban, de la Jordanie, des pays du Golfe et de l'Égypte. Tout cela avec l'insouciance, parfois la bénédiction et quelquefois la participation des grandes Puissances. Tant que nous serons encore en vie, nous ne pouvons pas nous résoudre à accepter cette tragédie nourrie et alimentée par une indifférence et un cynisme nationaux et internationaux sans précédent. Nous ne pouvons pas l'admettre parce que tous les jours des Syriens, des Irakiens, des Libyens, des Yéménites, des Palestiniens...crient, s'indignent, écrivent, se révoltent et refusent d'accepter la fatalité de ce cauchemar qui les entraîne vers le néant. Jadis, Monsieur le président, nous avons pleuré le Vietnam, le Cambodge, le Congo, le Rwanda, le Soudan, la Somalie, l'Éthiopie et l'Afghanistan, mais nos larmes ne les ont pas sauvés car encore aujourd'hui l'hémorragie de ces peuples continue.

*Monsieur le Président,*

*Peut-être est-ce notre désir de survivre à ces tragédies et de vivre dans notre dignité d'êtres humains qui nous laisse espérer que vous pourriez encore œuvrer pour sauver la Syrie et son peuple ! Mais si vous avez épuisé toutes vos ressources, nous vous prions de dire haut et fort avec nous, au nom de la justice, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité que non seulement la France mais l'humanité 9 entière risque de perdre définitivement son âme si elle continue à privilégier le silence et l'indifférence à la compassion et à la solidarité.*

*Ghaïss Jasser : citoyenne française d'origine syrienne*

[1] Formulé ainsi depuis les années 50 dans le texte fondateur du Parti démocratique syrien « Ach-cha'b », (le Peuple)

[2] Nous devons ce surnom à un ami politologue Franco-syrien

[3] Ce qui est en italique ne figure pas dans la Lettre au Président pour cause d'oubli.

[4] Connu avant tout pour son engagement dans les Forces françaises libres et pour sa carrière d'homme de lettres (1905- 1997). Passionné par l'Orient qu'il ambitionne de rapprocher de l'Occident suite à sa découverte des philosophes arabes qui le mène jusqu'à Saint Thomas d'Aquin, il apprend l'arabe à l'École des langues orientales, rencontre Louis Massignon, premier orientaliste de son temps, se lie d'amitié avec des Syriens envoyés à Paris dans le cadre du mandat et nourrit le désir de connaître leur pays. Sa carrière de « conseiller pour l'instruction publique », qui débute au Liban et en Syrie, le fera séjourner en Orient pour un quart de siècle.

[5] Que l'on nous permette une note personnelle : ma mère était l'une des bénéficiaires de cette initiative

Source : <https://blogs.mediapart.fr/iremno/blog/281116/lettre-ouverte-au-president-de-la-republique-francois-hollande>

Commentaire sur médiapart :

## Dernier commentaire

[Tous les commentaires](#)

- 14/12/2016 21:27
- Par [Philippe DRUGMANNE](#)

Malheureusement, vous vous adressez à un homme sans charisme dont la voix n'a de portée ni en France ni dans la communauté internationale.

Le jeu cruel qui se joue en Syrie dépasse totalement les compétences d'une France affaiblie diplomatiquement et militairement. Le désengagement américain laisse place aux ambitions russo chinoises sur la région, et ces pays autocratiques ont besoin d'un autocrate pour relayer leurs intérêts.

Ce que la guerre de Syrie préfigure, c'est un rééquilibrage des rapports de force mondiaux où les occidentaux n'auront plus de monopole, et donc où ils n'auront plus les moyens d'imposer leur « droit d'ingérence ». Un monde donc beaucoup moins empathique mais beaucoup plus pragmatique. La fin d'une ère de domination coloniale qui aura duré 500 ans. Ces évolutions questionnent d'ailleurs le siège permanent de la France à l'Onu, puisque son poids est désormais marginale, que ce soit au niveau militaire, démographique, économique ou diplomatique.

Il vaudrait donc mieux que vous adressiez votre lettre aux pouvoirs émergents, particulièrement la Chine et la Russie, qui seront les acteurs dominants dans la restructuration du continent eurasiatique dont votre pays est charnière.



Source : [Haaretz https://www.haaretz.com/israel-news/1.831626](https://www.haaretz.com/israel-news/1.831626)

[1] Forces de Défense Israéliennes